

Essai sur la Réforme de l'Impôt direct
au XVIII^e siècle

La Taille proportionnelle
dans les généralités de Caen et d'Alençon

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 19 Mars, 1937, à 15 heures

PAR

Jean PIEL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. BRIDREY, Professeur

Suffragants : M. YVER, Professeur

M. BESNIER, Professeur

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C^{ie}

34, rue Demolombe

1937

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Essai sur la Réforme de l'Impôt direct
au XVIII^e siècle

La Taille proportionnelle
dans les généralités de Caen et d'Alençon

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 19 Mars, 1937, à 15 heures

PAR

Jean PIEL

MEMBRES DU JURY :

Président : M. BRIDREY, Professeur

Suffragants : M. YVER, Professeur

M. BESNIER, Professeur

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C^{ie}

34, rue Demolombe

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1936-1937

DOYEN :

M. Henry NÉZARD (*, I. ㊄)

DOYEN HONORAIRE :

M. Eustache PILON (*, I. ㊄)

ASSESSEUR DU DOYEN :

M. GOMBEAUX (*, I. ㊄)

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. CABOUAT (O. *, I. ㊄)

DEGOIS (I. ㊄)

PROFESSEURS :

MM. NÉZARD (*, I. ㊄), *Professeur de Droit administratif*, chargé du cours de *Législation minière*.

GOMBEAUX (*, I. ㊄), *Professeur de Droit civil*, chargé du cours de *Droit international privé*.

BRIDREY (*, I. ㊄), *Professeur de Droit romain*, chargé du cours d'*Histoire du Droit public*.

LEPARGNEUR (*, I. ㊄), *Professeur de Droit commercial*,

LEMONNIER (I. ) , Professeur de Droit civil.

PERREAU () , Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Droit civil approfondi et comparé.

LAMPUÉ () , Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel.

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie.

PRUD'HOMME (*, , ) , Professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution.

FRÉJAVILLE, Professeur de Droit Civil.

BESNIER, Professeur de Droit Romain.

LEDUC, Professeur d'Economie Politique, chargé du cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du cours de Législation Financière.

SAINT GERMÈS, Professeur d'Economie Politique.

PERCEROU, Agrégé, chargé du cours de Droit Maritime et du cours de Législation Industrielle.

SECRETAIRE :

M. ROUX (I. , , ) , Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

INTRODUCTION

Le problème de la taille

I. — De l'histoire fiscale du xviii^e siècle

L'œuvre fiscale du xviii^e siècle est assez mal connue : l'impression qu'on retire de l'histoire officielle est celle de stagnation, d'inertie d'un régime finissant. On cite souvent le mot de Vauban : « La taille est tombée dans une corruption telle que les anges du ciel ne parviendraient pas à la corriger » et M. Marion, dans *Les Impôts directs sous l'Ancien Régime*, assure qu'en effet le mal est aussi profond à la fin du siècle qu'au début.

Ce jugement n'est-il pas un peu bref ? Ne saurait-il être nuancé ?

Il est vrai que le xviii^e siècle, par les modifications apportées dans sa structure sociale et économique, s'est trouvé devoir faire face à des charges nouvelles avec un système fiscal, et surtout un système d'impôts directs, caduc.

Mais il est cependant remarquable, si, comme on le croit généralement, les réformes essentielles ont avorté, que les plaintes et les récriminations contre la

taille se soient, non pas accrues, mais bien au contraire atténuées au cours du siècle ; doit-on, comme le pense M. Marion, attribuer ce phénomène à la réforme secondaire du contentieux et à la suppression de la contrainte solidaire ? Ces réformes de détail, si souhaitables qu'elles eussent été, n'avaient jamais formé l'objet principal des réclamations des taillables. On ne saurait légitimement adopter cette conclusion que s'il était prouvé qu'en fait, sur le terrain local, les tentatives de réforme de l'assiette et de la base de l'impôt ont abouti à un échec. Or, ce travail n'a été fait que pour quelques rares généralités et les conclusions sont contraires à l'assertion de M. Marion.

Nous nous proposons, après avoir retracé le cadre officiel des réformes et rapporté brièvement les idées et les doctrines essentielles qui ont, au xviii^e siècle, dominé les problèmes fiscaux, d'apporter notre contribution à cette recherche par l'étude de la taille proportionnelle dans les généralités de Caen et d'Alençon.

II. — *L'évolution économique et sociale au xviii^e siècle* *Rôle nouveau de l'Etat ; répercussions financières*

Le xviii^e siècle a vu des modifications profondes dans toutes les branches de l'activité économique (1) :

(1) Quelques dates et quelques chiffres suffisent à en dresser le tableau.

Entre 1715 et 1789, le commerce extérieur de la France quadruple, passant de 250 millions de livres à plus d'un milliard.

Le régime du paete colonial, entrave considérable pour le grand commerce, subit des atteintes importantes et le « commerce de

commerce, industrie, agriculture. Le passage brutal d'une économie statique, sans évolution marquée depuis des siècles, à une économie dynamique, obligeait l'Etat à intervenir, tantôt pour réglementer les initiatives privées, tantôt pour les suppléer. Aussi pouvons-nous souscrire au jugement d'un historien

commission », domaine réservé des Pays-Bas, succombe devant la concurrence anglaise et française.

Les relations commerciales deviennent de plus en plus impersonnelles : les sociétés par actions prennent un rapide essor ; la Bourse de Paris est réglementée dès 1724. Les grands centres voient une accumulation croissante de capitaux ; le système bancaire, en retard sur les pays étrangers, se développe pourtant à la fin de l'Ancien Régime : la Caisse d'Escompte de 1776, création de Maurepas, va tenir pendant plusieurs années le rôle actuel de la Banque de France. Les « Assurances générales » sont créées en 1753.

La technique industrielle, dans la même période, progresse avec rapidité et modifie radicalement les conditions du travail. Le machinisme fait son apparition dans l'industrie de la soie dès le début du siècle. Pour celle du coton, John Kay invente la navette volante en 1733, Wyatt sa machine à filer en 1735. La « water-frame » d'Arkwright est de 1767, suivant de deux ans la « spinning-jenny ».

Parallèlement aux centres manchestériens, d'importantes régions normandes se spécialisent dans l'industrie cotonnière.

D'un autre côté, la substitution en 1740, par Darby, du charbon au bois dans l'industrie du fer, crée la métallurgie moderne. Les charbonnages prennent dès lors, dans les économies nationales, la place qu'ils occupent encore de nos jours ; les grandes sociétés d'Anzin, de Carmaux, d'Alais sont en pleine croissance à la mort de Louis XV.

L'emploi de la vapeur dans les mines date des premières années du siècle. Bientôt James Watt va en permettre la généralisation à toutes les branches de l'industrie, tandis que Cugnot (1769) cons-

contemporain (2) : le XVIII^e siècle a été « le grand siècle de l'administration française ». « C'est Louis XV », dit-il, « qui a créé M. Lebureau. Il est né aux environs de 1750 sans rond-de-cuir ni manches de lustrine. Il portait un habit brodé, des bas de soie et une épée. A vrai dire, l'événement passa inaperçu. C'était pourtant une espèce de révolution, le début d'un autre régime, la préfiguration des Etats modernes. Mais on saisit sur le vif combien l'ancienne monarchie se transformait sans bruit, sans secousses, sans idée préconçue, au contact même de l'expérience. »

Le régime moderne de la voirie date de là ; le réseau routier, dix mille lieues en vingt-cinq ans, la plupart de nos canaux et de nos ports militaires et commerciaux sont de l'époque 1740-1790. En 1744-1750, Trudaine établit le statut des Ponts et Chaussées, encore en vigueur aujourd'hui dans ses dispositions essentielles. Un arrêt de 1744, qui ôte aux seigneurs la propriété du sous-sol, instaure ainsi le régime actuel du droit minier ; l'école des Mines est créée en 1783.

Créations ou réorganisations : — la direction géné-

truit pour l'artillerie le premier tracteur automobile et Jouffroy (1776) le premier bateau à roues.

Dans l'agriculture également les progrès sont sensibles. Dès 1730-1740 les expériences de lord Townshend dans le Norfolk ont leur répercussion sur le continent. L'école physiocratique allait inspirer, quelques années plus tard, un engouement très vif pour les travaux des champs et l'emploi de procédés rationnels de culture et d'élevage.

Cf. H. SÉE, *Les origines du capitalisme moderne* (Colin, 1930).

(2) P. GAXOTTE, *Le siècle de Louis XV* (Fayard), pp. 390 et suivantes.

rale du vingtième sur le modèle de laquelle Gaudin devait former le cadre des agents du Trésor, — l'enregistrement, — les domaines, — les hypothèques, — les eaux et forêts, — les archives, — les pêches, — les poudres et salpêtres, — les écoles vétérinaires, — les haras.

Ces activités nouvelles de l'Etat dans le domaine intérieur se doublent d'un surcroît de charges sur le terrain international. L'effectif moyen de l'armée permanente est, aux environs de 1715, sur le pied de paix, de 170.000 hommes ; en 1789, de 230.000. L'artillerie est refondue en 1732 par Vallière, en 1776 par Gribeauval : ce dernier matériel devait rester en service jusqu'en 1825. L'armement du fantassin est modifié successivement en 1717, 1754 et 1777. L'école du Génie de Mézières est fondée en 1749, d'autres écoles militaires sous le ministère du comte de Saint-Germain.

Dans la marine, l'œuvre de Colbert est reprise, entre 1747 et 1757, par Rouillé et Machault ; puis d'une façon plus ample, entre 1761 et 1779, par Choiseul et Sartine : — la flotte qui, à la mort de Colbert, comptait 276 vaisseaux de tous rangs, après avoir été réduite à rien au début du XVIII^e siècle, en comptait, lors de la guerre d'Amérique, 325 de modèle récent : elle assurait pour la première fois à la France la maîtrise des mers ; puissance éphémère que l'anarchie révolutionnaire devait détruire.

Cette activité multiforme se traduit par le gonflement des chiffres de dépenses (3).

(3) Ces chiffres sont tirés de CLAMAGERAN et de MARION. CLA-

Le total des dépenses payées, en 1715, est de 147 millions de livres ; en 1723, il est de 208 millions ; en 1734, début de la guerre de succession de Pologne, de 225 millions ; en 1758, de 284 millions ; en 1763, dernière année de la guerre de Sept Ans, de 368 millions et demi ; en 1773, en pleine paix, de 313 millions. En 1776, les dépenses dépassent 400 millions et, dans les années précédant immédiatement la Révolution, elles s'établissent aux environs de 540 millions. Les dépenses doublent donc sous le seul règne de Louis XV et de 1715 à 1789 se trouvent multipliées par 3,5 (4).

Comme nous le disions plus haut, les dépenses d'intérêt général, les interventions nouvelles de l'Etat,

MAGERAN, *Histoire de l'impôt en France*, tome III ; MARION, *Histoire financière*, tome I.

(4) Dans la mesure où nous pouvons distinguer les natures de dépenses, nous voyons celles de l'armée et de la marine, qui ont été de 110 à 115 millions pendant la guerre de Succession d'Espagne, passer de 71 $\frac{1}{2}$ millions en 1715 à 116 $\frac{1}{2}$ millions en 1734, à plus de 200 millions en 1758, à 132 $\frac{1}{2}$ millions en 1773. Les dépenses militaires varient donc au début du siècle de 70 millions en temps de paix à 116 en temps de guerre ; à la fin du règne de Louis XV, de 132 à plus de 200 millions. Cette nature de dépenses a donc à peu près doublé en soixante ans.

— Les ponts et chaussées passent de 1,2 millions en 1716 à 3,4 en 1723, à 5 millions en 1770 et se maintiennent à ce chiffre jusqu'à la mort de Louis XV. Progression de 1 à 4 dans la même période.

— Ni les dépenses de Cour, qui passent de 14 millions en 1716 à 32 millions en 1774, ni la dévaluation monétaire qui, après les manipulations de Law et de Paris, est environ d'un quart sur la monnaie de 1715, ne suffisent donc à expliquer l'augmentation des dépenses de l'Etat.

sont la cause principale du gonflement des dépenses et des difficultés financières de l'Ancien Régime. L'accroissement des charges publiques, les modifications dans la structure d'un pays, demandent, en effet, un système fiscal différencié et souple. Or, l'ensemble des impôts directs, plus de la moitié des recettes de l'Etat, forme, à la mort de Louis XIV, un système rudimentaire et d'une rigidité affligeante.

III. — *Le système d'impôts directs au début du XVIII^e s. Prédominance de la taille et de ses annexes*

Il comprend alors :

Un impôt de première zone, passé depuis longtemps dans les mœurs et dont la permanence ne soulève plus d'objections, la taille ; — et deux impôts secondaires, de date récente, dont la levée ne doit être que temporaire, la capitation et le dixième. La taille et la capitation sont des impôts de répartition, le dixième est un impôt de quotité.

La taille a trouvé son origine dans l'impossibilité de subvenir à des dépenses militaires croissantes et permanentes avec les seuls revenus du domaine. Avec un caractère d'exception, on peut la faire remonter jusqu'à Louis IX (5).

La capitation, au contraire, sous sa première forme est de 1695 et, sous l'aspect où nous l'envisageons, de 1701 et 1705 ; — le dixième est de 1710. Ces deux taxes nouvelles ont été créées pour faire face aux

(5) *Mémoire sur la taille*, lu au Conseil de Régence le 27 octobre 1716. Archives nationales G¹ 1130.

Cf. aussi DECLAREUIL, *Histoire générale du Droit français*, p. 705 (Sirey, 1925).

nécessités de la guerre et parer au délabrement des finances. Les scrupules de Louis XIV, dont Saint-Simon nous a laissé un tableau inoubliable, nous sont une garantie que les intentions cachées ne différaient guère des déclarations officielles et que ces impositions n'avaient, dans l'esprit du roi, qu'un caractère temporaire. Mais la situation financière devait en disposer autrement. La paix rétablie, le dixième ne devait être supprimé qu'en 1717, après que les réductions de rentes et les compressions de dépenses eurent allégé quelque peu les charges de l'Etat.

La capitation, par contre, subsista sans interruption jusqu'à la fin de l'Ancien Régime ; si l'on fait abstraction de la capitation des privilégiés, si peu fructueuse, elle n'était plus, en fait, à la mort de Louis XIV, qu'une annexe de la taille, une nouvelle crue (6), et ne devait qu'accentuer ce caractère.

L'expérience de 1725 sur le cinquantième en nature n'ayant pas reçu de véritable application, nous ne voyons reparaître l'impôt de quotité avec le dixième qu'en 1733 et 1741 : encore n'est-il considéré que comme un expédient, non comme un véritable impôt, et sa perception est bien précaire ; il ne s'établira définitivement, sous la forme du vingtième, qu'en 1749.

Jusqu'au milieu du siècle, la fiscalité directe peut ainsi être ramenée, en fait, au système de l'impôt unique et, jusqu'aux dernières années de la Monar-

(6) Archives nationales G⁷ 1849. Note du 21 janvier 1716, rapportée par MARION, *Impôts directs*, p. 51, note 3.

chie, la taille jouera un rôle prépondérant dans l'ensemble des recettes publiques (7).

IV. — *Origine et caractères de la taille*

Qu'est donc cette pierre angulaire de la fiscalité d'Ancien Régime ? La taille est essentiellement et historiquement un rachat communautaire de conscription. Issue des nécessités militaires et financières, elle a été, à l'origine, l'équivalent, librement débattu entre le roi et les communautés d'habitants, du contingent d'hommes de guerre que, pour le service du roi, imposait traditionnellement la foi naturelle du sujet. Levée seulement au début en période de guerre, elle devait, sous Charles VII, devenir obligatoire et perpétuelle.

(7) Taille et capitation fournissent en 1715 71 $\frac{1}{2}$ millions de livres, le dixième 24 millions. En 1725, taille et capitation fournissent près de 80 millions, en 1739 90 millions environ ; en 1756 elles donnent 92 $\frac{1}{2}$ millions, le vingtième et ses annexes 21. En 1768, 104 $\frac{1}{2}$ contre 34. En 1779 les deux groupes forment un total de 139 millions, en 1789 de 156 millions.

Si nous comparons ces chiffres, où ne figurent pas les sommes infimes ou imprécises des abonnements, taxes des privilégiés, recettes générales des pays d'Etat, au chiffre total des recettes, que nous fournit CLAMAGERAN (*Histoire de l'impôt en France*, tome 3, Paris, Guillaumin, 1876), nous pouvons faire deux constatations : — en premier lieu la fiscalité directe fournit les $\frac{3}{5}$ des ressources de la Monarchie en 1715, la moitié en 1774, les $\frac{2}{5}$ en 1789 ; — en second lieu, la taille et les impôts directs de répartition, greffés sur elle, forment au minimum les $\frac{3}{4}$ du produit des impôts directs et varient entre les trois dixièmes et les six dixièmes du produit total.

De ce double caractère — rachat de conscription, impôt communautaire, — découlent toutes les particularités de la taille (8).

La taille est tout d'abord un impôt consenti : comme l'écrit un juriste contemporain (9), pourtant fort imbu des concepts latins de souveraineté, « les ordres du roi servaient plutôt de base de discussion qu'ils ne s'imposaient d'autorité » ; et il ajoute : « le moyen de faire autrement sans la force ! » En fait, la tradition fiscale de l'Empire s'était tellement amincie, dans le démembrement de la souveraineté du Haut Moyen Âge et sous l'influence de l'Eglise, qu'il ne restait à peu près rien du droit d'imposer et que Bodin traduisait les sentiments de tous et une coutume immémoriale lorsqu'il écrivait (10) : « Il n'est en la puissance de prince de ce monde de lever impôt à

(8) Si le caractère d'impôt de remplacement est généralement admis, celui d'impôt communautaire risque beaucoup plus d'être contesté. Aucun texte à notre connaissance ne l'établit explicitement ; c'est par induction qu'il nous semble possible de le déterminer. Les « traces » que nous signalerons au fur et à mesure ne semblent guère explicables autrement. La validité du procédé dans les questions historiques ne peut être mise en doute si l'on veut s'élever au-dessus d'une simple compilation (Dans le même sens, Ach. LUCHAIRE, *Manuel des Institutions françaises*, p. 598). Bien qu'il distingue entre le droit et le fait, il semble que M. DECLAREUIL, aux pages 708 et 709 de son *Histoire générale du Droit français*, arrive à la même conclusion.

L'aspect contractuel et la base de la taille sont des caractères secondaires mixtes ; le taux dérive du rachat de conscription ; pour les procédés d'assiette et les règles de solidarité, ils sont la conséquence de l'idée communautaire.

(9) DECLAREUIL, *Histoire générale...* (Sirey, 1925), p. 709.

(10) BODIN, *République*, VI, 2.

son plaisir sur son peuple non plus que de prendre le bien d'autrui. »

La consensualité de la taille était d'autant plus naturelle qu'elle correspondait au prix d'un service accompli jusque-là par le sujet et qu'il était bien juste qu'il pût en discuter librement la valeur ; qui la connaissait mieux que lui ?

Pour cette discussion, pour cette convention, le roi se trouvait nécessairement en présence de la seule cellule organique qui, en dehors de la famille, subsistait : la communauté d'habitants. On pourrait imaginer un stade inférieur où la seule unité sociale effective serait la famille ou la gens. Ici, la communauté d'habitants qui ne coïncide pas nécessairement avec la paroisse, unité territoriale, a survécu et c'est avec elle que le roi traite.

Plus tard, à mesure que l'organisme social se différencie et se hiérarchise, des usurpations successives, favorisées ou plutôt forgées par le roi et ses légistes, portent le droit de consentir l'impôt aux Etats généraux et aux Etats provinciaux, plus faciles à manœuvrer. Mais la mise en sommeil, dès le ^{xvii}^e siècle, de ces assemblées, devenues dangereuses pour le pouvoir royal, devait, à nouveau, laisser face à face le gouvernement et les collectivités locales ; — les rapports de force s'étaient en quatre siècles profondément modifiés ; mais, si réduit fut-il, le principe traditionnel restait. — Cela légitime le rappel constant par les Parlements qu'il n'y a d'impôt que consenti ; mais le Parlement de Paris se trompait lorsqu'en juillet 1787, à la suite de celui de Rouen et de la Cour des Aides, il proclamait que « la nation, représentée par les Etats généraux, est seule en droit d'octroyer au Roi des

subsidés ». Le droit des Etats généraux de remplacer les communautés d'habitants n'était pas plus fondé historiquement que celui des Parlements de représenter les Etats généraux.

Une trace du contrat ancien se trouve dans la diversité des systèmes d'application. Sans parler de la taille réelle, que nous retrouverons plus loin, et en dehors des paroisses où la taille s'impose normalement, certaines villes sont franches de taille, pour une raison ou une autre : le plus souvent, par un siège victorieusement soutenu ou, au contraire, par une reddition habilement négociée, elles ont, en quelque sorte, capitalisé l'ancien service d'ost ;

d'autres sont abonnées pour un certain nombre d'années, ne payant plus pendant tout ce temps qu'une somme forfaitaire ;

d'autres enfin ont pu modifier la base et l'assiette de l'impôt et remplacent la taille par des droits d'entrée sur les denrées et matières premières : ce sont les villes tarifées.

Cette multiplicité, abhorente à la raison et à toute conception fiscale homogène, se résout fort bien lorsqu'on y voit la conséquence, consciemment ou inconsciemment déduite, du principe que la taille est un impôt communautaire librement débattu et établi.

En second lieu, la taille, sous sa forme originelle, est proportionnelle à l'ensemble des facultés des communautés. De même que l'ensemble des sujets doit son service au roi, de même la taille, impôt de remplacement, frappera l'ensemble des facultés communautaires sans distinction. Dans le cadre de la com-

munauté d'habitants, le service est général ; mais suivant une habitude, assez fâcheuse, mais très explicable, des finances monarchiques, on établit sur le plan local des sortes de compensations ; ne rentre en caisse que le solde : le roturier paie en espèces, — l'homme d'armes en nature, — le clerc, nouveau Moïse, en prières. Tout est réquisitionnable parce que tout, vies et biens, est menacé si l'on ne se défend pas. L'impôt se répartit alors intérieurement en proportion des ressources de chacun. Les différences de traitement ne sont que des différences de fonction. Sont donc exemptés du rachat, par leur nature même, l'homme d'armes (franc-archers ; gens des compagnies d'ordonnances ; gardes) et le prêtre. Comme le fait remarquer Declareuil « ce ne fut, en effet, que lentement que le privilège parvint à s'attacher à la qualité de noble (11) ».

Ce caractère de généralité ne vise pas seulement les catégories sociales ; il est aussi vrai sur le plan territorial : la taille réelle, qui apparemment fait exception, n'est qu'une simplification de la taille personnelle en même temps qu'une déformation du principe ; sa création est due au désir des contribuables d'éviter l'arbitraire et les tracasseries. Une trace de l'origine personnelle de la taille réelle, c'est la subsistance par places de compois cabalistes sur les autres sources de revenu à côté du compois des terres (12).

Par conséquent, second caractère : la taille est essentiellement un impôt général quant aux personnes et quant aux biens.

(11) DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 715.

(12) DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 717.

Nous avons défini la taille un rachat de conscription : il suit de ce principe qu'elle doit être un impôt de répartition. L'affectation exclusive d'une recette à une dépense, facile normalement à évaluer, postule logiquement un prélèvement déterminé d'une façon absolue (13).

(13) On peut discuter sur la valeur théorique de l'impôt de répartition : il a eu, en tous cas, l'avantage inappréciable d'assurer à la France les seules finances saines que nous ayons possédées dans la période moderne et cela pendant plus d'un siècle. Nous n'en saurions dire autant des impôts de quotité dont nous jouissons depuis vingt ans et qui, n'ayant pas la robustesse des autres, demandent un climat que nos institutions n'ont pu jusqu'ici leur fournir. On ne saurait donc critiquer l'Ancien Régime sur ce point : si la taille a montré de graves défauts, ce n'est point à son caractère d'impôt de répartition qu'elle les doit.

Il est indifférent en théorie d'employer l'un ou l'autre système ; on règle toujours les recettes sur les besoins de l'Etat et non ceux-ci sur les revenus de la nation. Les prévisions objectives des bureaux peuvent serrer la réalité d'assez près pour qu'une modification de taux augmente ou réduise le rendement de la quantité désirée.

Avec l'impôt de répartition le travail est plus simple au sommet, plus complexe à mesure que l'on se rapproche du contribuable. Seule l'opportunité politique et les possibilités de documentation peuvent faire préférer un système à l'autre.

L'impôt de répartition était le seul pratiquement possible à une époque où la statistique était dans l'enfance, où le roi de France ignorait s'il régnait sur cinq, dix-huit ou vingt-deux millions de sujets : chiffres donnés respectivement par Vossius, le marquis de Mirabeau et l'abbé Expilly (Cf. GONNARD, *Histoire des doctrines de la population*). Nous pouvons dire simplement, pour parler comme Montesquieu, que l'impôt de quotité est plus de la nature de la monarchie, tandis que l'impôt de répartition convient mieux à un régime d'assemblées. (Cfr. en ce sens, L. Ph. MAY, *L'Ancien Régime et le Mur d'argent*, Alcan, 1935, p. 65).

Comment s'effectue cette répartition ? Chaque année, au mois de février ou mars, ayant pris connaissance des dépenses prévues pour le prochain exercice (l'année financière commence en octobre) et des rapports des intendants sur l'état d'ensemble de leurs généralités, le Conseil établit le brevet de la taille, état de répartition de l'impôt entre les vingt généralités des pays d'élection. Les extraits, expédiés par le contrôleur général aux intendants, sont retournés par ceux-ci au Conseil avec leur projet de répartition entre les élections ; les commissions (14) sont alors adressées par lettres patentes aux intendants, aux bureaux des finances et aux officiers des élections (15). L'intendant et les officiers de l'élection procèdent avec les receveurs des tailles au département de la taille et des frais accessoires entre les paroisses. Le receveur adresse après cela à la paroisse le mandement qui contient la somme imposée, les noms des collecteurs, des commissaires (s'il y a lieu) et celui de l'élu chargé de la vérification, les dispositions générales, les réimpositions et les cotes d'office.

L'assiette de la taille est normalement l'œuvre des assésurs-collecteurs ; fonctions originairement sépa-

(14) Chaque commission comporte une fraction de la taille, les deux sols pour livre de cette fraction, une fraction du taillon, des crues générales et des crues particulières à la généralité. Cf. MARION, *Impôts directs*, p. 2 en note.

(15) Le chiffre des commissions n'est pas définitif ; les rapports postérieurs des trésoriers de France, ceux des intendants et subdélégués permettent au gouvernement, suivant les variations accidentelles dans la situation des élections, de les modifier.

rées, l'assiette incombait à des représentants des habitants, la collecte à un agent du pouvoir central ; les frictions entre asséeurs et collecteurs au sujet des cotes irrécouvrables amenèrent à charger des deux opérations les délégués de la communauté. Cette fonction, très lourde et absorbante, était fort peu prisee. Le pouvoir dut à plusieurs reprises prendre des mesures pour régler le passage à la collecte et pallier les changements de paroisses ou l'oppression d'une catégorie de contribuables par une autre : d'où les tableaux de collecte et la répartition des taillables en classes.

Lorsque les tableaux n'étaient pas tenus, ce qui arrivait souvent, l'élection des collecteurs par les habitants avait lieu, ordinairement, le premier dimanche de septembre, à l'issue de la grand'messe paroissiale. Si les habitants s'y refusaient ou nommaient des insolubles, l'intendant désignait lui-même des collecteurs d'office sur une liste dressée par les officiers municipaux.

Les asséeurs-collecteurs vont donc établir les rôles de la paroisse (ou de la communauté). Les règlements prévoyaient bien, nous l'avons dit, la taxation proportionnelle des facultés du contribuable, mais sans aucune précision sur le mode d'assiette ; les asséeurs s'en tenaient à une appréciation directe, globale, basée vraisemblablement sur les signes extérieurs, assez imprécise, mais pas plus cependant que tout autre mode d'assiette si la partialité des collecteurs n'était venue trop souvent en vicier les résultats. D'où le nom de taille arbitraire qu'on lui donna dans

lès écrits du temps et qui risque de tromper sur la nature de l'impôt.

Celui-ci est ainsi bien marqué du caractère communautaire puisque ce sont, à l'intérieur de la paroisse, des délégués de la communauté qui asseoient et perçoivent la taille.

Dernière marque de ce même caractère : les règles de solidarité.

L'impôt, avons-nous dit, n'est pas dû essentiellement par les taillables, mais par la communauté : de là, la pratique des réimpositions ou rejets.

En dehors des réductions accordées par le roi pour les calamités publiques, la totalité de l'imposition mise sur la paroisse doit, en théorie, être recouvrée. Or, en pratique, les chiffres du papier cueilleur sont toujours inférieurs à ceux du rôle et la somme versée au receveur peut elle-même être notablement plus faible que celle portée au papier cueilleur.

En effet, plusieurs cas peuvent se présenter :

en premier lieu, un taillable a pu être déchargé de sa cote pour une raison ou une autre ; ou bien sa cote a pu être modérée par suite d'une action en surtaux ;

d'autre part, le collecteur peut trouver des cotes irrécouvrables : tel contribuable est insolvable ou disparu ;

enfin, un collecteur a pu faire banqueroute ou dilapider les fonds de la recette.

Dans tous ces cas, puisque c'est la communauté qui est débitrice de la somme portée en tête du rôle, puisque la levée est affaire interne ne regardant pas

normalement le pouvoir, il est de l'esprit de l'institution que ce qui manque soit réimposé au prochain exercice en plus du contingent habituel ou soit levé sur quelques gros taillables qui auront ensuite une action récursoire contre leurs concitoyens.

C'est en effet ce qui se produisait. Cela, tout au moins dans les deux premières hypothèses, serait inexplicable avec la seule idée de la responsabilité du mandant.

V. — *Inadaptation de la taille aux données économiques et sociales du xviii^e siècle*

Nous avons esquissé un rapide tableau des caractères normaux de la taille tels qu'ils nous semblent découler de son origine historique. Elle est sous cet aspect un impôt cohérent, logique. Mais les transformations qu'elle subira n'y apporteront que des éléments hétérogènes inassimilables qui en feront éclater l'inadaptation à une société nouvelle.

Que l'état de la société vienne en effet à changer dans ses lignes essentielles, si l'impôt ne se modèle pas entièrement sur lui, il se produira des troubles graves. Mal supporté, l'impôt sera difficilement perçu et n'aura qu'un rendement sans proportion avec le revenu de la nation : c'est l'histoire même de la taille.

Les modifications apportées à la taille ne l'adaptent pas exactement aux nouvelles données sociales et à l'évolution des idées fiscales ; parfois même elles vont à l'encontre de cette évolution. En outre, elles altèrent le caractère de l'impôt, en détruisent la logique.

D'où ce double résultat : l'impôt devient mauvais pour le Trésor et il est considéré comme injuste par le contribuable.

Sur le caractère contractuel de la taille, l'anomalie éclate.

Nous avons déjà signalé comment l'organe normal de ce consentement avait été rapidement dépossédé au profit de formations complètement étrangères à la nature de l'institution ; pourtant, ce n'est jamais la province ou l'ensemble de la nation qui lève les soldats ; même au xviii^e siècle, le contingent de la milice est réglé par paroisse et ce sont les magistrats municipaux qui doivent le former. Que viennent faire alors dans le vote de l'impôt les Etats généraux ou provinciaux ?

Et, cependant, alors même qu'il réussit à se débarrasser de cette tutelle, le Roi continue à négocier avec ses bonnes villes leur rachat, leur abonnement ou leur tarification : conséquences logiques d'un principe oublié.

Par suite, qu'on admette maintenant que le Roi seul ait le droit d'imposer ou, qu'au contraire, on reconnaisse ce droit à la Nation, cette inégalité de régime apparaît à tous tyrannie.

La taille est, d'autre part, un rachat de conscription ; n'y sont donc pas soumis normalement ceux qui sont censés rendre le service sous une autre forme : le clerc et l'homme d'armes. Pour le clergé pas de difficultés, au moins en principe. Mais pour l'homme d'armes, une transformation s'est opérée : il

n'y a plus coïncidence entre le service d'ost et la qualité nobiliaire ; l'exemption s'est figée et, contrairement à la logique, elle s'est attachée à un aspect accessoire et non à l'essentiel : elle porte maintenant sur l'idée de noblesse.

Comme celle-ci s'acquiert assez facilement par la robe et que, sur le modèle de la noblesse, s'est formée une autre classe de privilégiés, celle des détenteurs d'offices, le principe de l'exemption est tout à fait trahi.

Par suite de l'afflux de privilégiés, la taille retombe plus lourdement sur une partie plus réduite des contribuables ; d'où des limitations à l'étendue de l'exemption. Les édits de janvier 1634, de mars 1667 et de mars 1673, plusieurs édits et déclarations postérieurs limitent le privilège nobiliaire à quatre charrues (trois dans le ressort de la Cour des Aides de Rouen), celui des officiers à deux charrues, celui des bourgeois des villes franches à une seule. Mais l'interprétation même de ces dispositions était fort délicate et, dans le doute, la solution la plus favorable aux privilégiés était généralement admise (16).

Le fait que l'exemption s'attachait désormais à un vain titre et non plus à une fonction devait avoir un autre effet funeste, effet psychologique, la taille prenant un caractère de tribut et dressant par là la bourgeoisie et le peuple contre la noblesse.

(16) Pour le surplus des terres, les privilégiés devaient le bailler à ferme à des taillables sous peine d'être taxés eux-mêmes « faute de donner colon » ; ces taillables étaient alors imposés pour leur exploitation.

Un problème aussi grave devait bientôt surgir celui du lieu d'imposition. La taille frappant des hommes et non des biens (impôt personnel par conséquent), en résulte, normalement sinon nécessairement, l'imposition dans la paroisse du domicile. Le caractère personnel d'un impôt n'exige pas obligatoirement cette mesure, mais un régime différent serait d'une complexité toute moderne. En effet, l'individu est imposé en tant que membre d'une certaine collectivité à proportion de ses facultés. Le taux d'imposition qu'il doit supporter doit donc être le taux moyen de la collectivité à laquelle il appartient. L'imposition fractionnée des différentes facultés selon leur situation ou leur lieu d'application obligerait les assésurs des différentes paroisses à confectionner un rôle d'une complication si grande qu'on ne saurait l'obtenir que de spécialistes. Si, par contre, l'imposition des différentes facultés se fait aux taux moyen des paroisses respectives, on a alors un impôt réel et non plus personnel, puisque le taux moyen de la paroisse du domicile est essentiellement fonction de l'ensemble des qualités de la communauté (et, par suite des individus qui la composent) et non seulement de sa richesse matérielle.

Dans la fiscalité moderne, la personnalité de l'impôt se traduit par des abattements à la base, des déductions, des réductions pour charges de famille ou des majorations dans le cas contraire ; dans la fiscalité de l'Ancien Régime, la personnalité de l'impôt se traduit essentiellement par la différence de traitement des différentes communautés.

L'imposition au lieu du domicile est, en somme, le

système le plus simple. Il est en outre peu dangereux dans une période statique où les paroisses vivent d'une existence à peu près autonome. Les individus qui possèdent ou exploitent quelque bien en dehors du territoire de la communauté sont peu nombreux, relativement ; la gêne qui résulte de l'application du principe est faible.

Mais bien avant le début du xviii^e siècle, les exceptions apportées à cette situation de fait deviennent si importantes que le principe de la taxation dans le lieu du domicile apparaît nettement défectueux. En premier lieu l'insuffisance des moyens de recouvrement et l'ignorance des collecteurs facilitent la fraude ; en second lieu, la prospérité apparente de l'ensemble d'une paroisse, qui règle alors le plus souvent la taxation que lui impose l'intendant, ne correspond plus, lorsqu'on procède à la répartition interne, à la valeur globale de la matière imposée. D'où disproportion croissante des taux entre les paroisses et migration des contribuables vers les points de moindre imposition.

La taille frappe théoriquement l'individu en proportion de ses facultés. En pratique, ces facultés se sont réduites pendant des siècles, à peu près, aux seuls revenus fonciers ; la population est paysanne dans sa quasi-totalité, la population urbaine (Paris excepté) minime, l'artisanat des campagnes réduit et jamais indépendant d'une exploitation de terre. La taille est alors, en fait, un impôt foncier, car l'impôt frappant les villes et les bourgs commerçants est le plus souvent converti en droits d'octroi sur les denrées ou

bien perçu sur chaque corps de métier globalement, il se trouve réparti par lui sous forme d'une taxe indirecte à la production. Ces terres sur lesquelles il vit, l'asséeur en sait parfaitement la valeur ; il connaît les revenus des divers modes de culture ou d'élevage ; il connaît les propriétaires et les occupants ; il n'est que de fréquenter des cultivateurs pour s'en rendre compte : tous savent évaluer avec une approximation que pourraient envier les agents du cadastre la valeur foncière de leur commune. Par contre, et tout particulièrement en Normandie, la déclaration et l'énumération de ses revenus propres répugne au paysan.

Le procédé d'assiette le plus efficace semble donc celui de l'estimation directe et globale de l'asséeur ; — directe, puisque l'asséeur possède toutes les données nécessaires et qu'une déclaration même contrôlée n'apportera pas plus d'exactitude, bien au contraire ; — globale, les divers éléments d'un patrimoine modifiant, du fait de leur groupement et de leur situation respective, la valeur de chacun.

Des règlements anciens, pour prévenir de toute façon les risques d'injustice, prévoyaient, à côté du nom et de la profession de chaque contribuable, un détail de ses facultés, motivant ainsi en quelque sorte la taxation de l'asséeur et fournissant un moyen de preuve facile dans les actions en surtaux.

Le système se révéla pourtant imparfait : non seulement les passions gênaient l'équité des évaluations, les asséeurs pour plus de facilité éludant complètement la règle du détail des facultés et les représentants du roi s'en désintéressant, mais le développement du commerce et de l'industrie artisanale, aux revenus si

difficiles à apprécier, la dissémination croissante des propriétés et des fermages interdirent aux assésurs, sous peine de voir les actions contentieuses se multiplier à leur détriment, de porter sur le rôle la moindre énumération des éléments taxés.

Dans une période de plein essor économique, on en était réduit à ne taxer en fait que les revenus de la terre (17).

Cette restriction de la base de l'impôt, s'ajoutant aux autres défauts, pousse le contribuable à rechercher l'entrée de ces deux lieux d'asile, les villes, d'une part, et, d'autre part, les privilèges. On se réfugie dans les villes franches ou seulement tarifées, on achète un des innombrables offices dont la finance est en quelque sorte le forfait de cet impôt lourd et dégradant (18).

Les plaintes contre les collecteurs sont innombrables dans les mémoires du temps ; la désertion des campagnes est certaine, déplorée à grands cris ; la disparition du cheptel, l'étendue croissante des terres en friche, témoignent des maux que produit ce défaut de la taille.

(17) Non seulement on n'imposait guère que ces revenus (sauf peut-être en Normandie et particulièrement dans la généralité de Rouen), mais encore, par une étrange aberration, on en arrivait à prôner le système pourtant si injuste des provinces méridionales : la taille réelle, cette déformation manifeste de la taille, dont l'absurdité semble presque inexplicable.

(18) Le pullulement des offices ne décourageait pas les acquéreurs : il faudra atteindre les dernières années du règne de Louis XV pour observer enfin des signes de satiété dans cette boulimie.

VI. — *Les problèmes soulevés. — Place de la solution*
« taille proportionnelle »

Résumons-nous. La taille, au début du XVIII^e siècle, présente six défauts capitaux :

1^o quant à sa base, elle frappe non plus l'ensemble des facultés mais, en fait, le seul revenu brut des terres ; — d'où désertion des campagnes et recherche de l'exemption ;

2^o quant à sa liquidation, l'impôt est établi au lieu du domicile ; — d'où fraudes ;

3^o quant à l'assiette, l'estimation directe, qui devrait être détaillée, est devenue globale ; — d'où arbitraire ;

4^o quant à l'assujettissement, l'exemption de normale — correspondant à un service rendu sous une autre forme — est devenue illogique et trop étendue ; — d'où rancœurs des assujettis que le poids nettement plus lourd de l'impôt incite à chercher — légalement ou par la fraude — la même exemption ;

5^o quant au recouvrement, sa charge amène trop souvent, du fait de la très lourde responsabilité et des difficultés de rentrée dues aux vices précédents, la ruine des collecteurs ;

6^o ajoutons que le contrôle, qui, en fait, exercé par les contribuables eux-mêmes, se confond avec le contentieux, consiste en actions interminables et fort coûteuses même pour celui qui l'emporte.

De ces six défauts, l'un, le sixième, n'est pas essentiellement d'ordre fiscal ; il relève du problème judiciaire auquel Maupeou devait tenter de donner une

solution dans les trois dernières années du règne de Louis XV.

Le cinquième est un vice dérivé, la conséquence des précédents : Turgot et Necker devaient y porter remède.

Restent les problèmes des facultés imposables, celui du lieu d'imposition, celui de l'assiette et celui des exemptions. Le second est dû à une inadaptation, les trois autres à des déformations du système primitif ; dans tous les cas il y a porte-à-faux du régime fiscal sur le régime économique et social qui n'est plus celui pour lequel l'impôt a été créé. Ces problèmes nettement posés par quelques esprits perspicaces dès la fin du ^{xvii}^e siècle seront amplement débattus au ^{xviii}^e.

Deux solutions peuvent être offertes :

ou bien, et c'est la solution la plus hardie, on envisage ensemble les quatre problèmes indiqués ; c'est la formule « vingtième » ;

ou bien, on considère la question du privilège comme quelque chose d'intangible, de la nature même de l'impôt (ce qui d'ailleurs n'est pas), et, ne s'occupant que des trois premiers problèmes, on reste dans les limites d'une réforme de la taille.

Entre ces deux solutions, le gouvernement devait marquer une telle hésitation que l'on finit par chercher à légitimer ce qui existait en fait : la physiocratie avec son impôt foncier unique précipita la déroute des finances royales.

Reprenons la seconde solution : elle consiste à ne porter remède qu'aux problèmes des facultés impossibles, du lieu d'imposition et de l'assiette. Le problème du lieu d'imposition est le moins important des trois, en théorie ; mais, en pratique, la solution de l'imposition au lieu de la situation ou de l'application des facultés facilite beaucoup la besogne.

Les deux autres sont connexes dans la terminologie du XVIII^e siècle : ils forment ce qu'on nomme le problème de la taille proportionnelle ou de la taille tarifée. Taille proportionnelle sous-entend imposition de l'ensemble ou, du moins, de la plupart des facultés du contribuable et fixité relative des taux d'imposition de ces différentes facultés entre eux. Il faut se souvenir de l'extraordinaire confusion que devait produire la physiocratie, pour comprendre comment on peut trouver dans le nouveau Code des tailles (19) cette définition : « On appelle taille cadastrée, quelquefois taille proportionnelle, quelquefois abonnée ou tarifée, celle qui s'impose même dans les pays d'élection, où la taille est personnelle, d'après un tarif, un cadastre, une évaluation du revenu des terres, connues soit par l'arpentage, soit par la déclaration des habitants (20). »

Des trois grandes tentatives de taille proportionnelle, deux — celle du duc de Noailles en 1717, celle de Laverdy en 1768 — se combinent avec l'imposition au lieu de la situation des biens ; l'autre, celle d'Orry, conserve l'imposition dans la paroisse du domicile.

(19) Tome 6, 4^e édition, 1793.

(20) Le sens de proportionnalité a quelque peu évolué : nos ancêtres l'opposaient à « arbitraire » ; nous l'opposons de nos jours aux notions de progressivité, de dégressivité. Si Montesquieu en a dit quelques mots c'est bien par hasard et il est resté isolé.

VII. — *Enoncé et division de l'étude*

L'essai que nous présentons ici étudie cette tentative si intéressante de réforme des impôts directs au xviii^e siècle. Le sujet n'est pas inconnu : M. Marion dans son *Histoire financière* et dans *Les impôts directs sous l'Ancien Régime*, ne manque pas d'énumérer et d'étudier les initiatives gouvernementales en cette matière ; les idées des théoriciens ont été également étudiées ; mais on a rarement rapproché ces deux ordres de faits en montrant le lien : nous avons voulu dans notre première partie en ébaucher une rapide synthèse.

D'autre part, si l'application de la taille proportionnelle dans telle ou telle région a fait l'objet de quelques travaux précieux — nous citerons : les thèses de Lentz sur *La taille tarifée en Champagne*, et de Sarrauste de Menthère sur *La taille tarifée en Auvergne*, l'étude de M. O. Besnier sur *L'établissement de la taille proportionnelle à Lisieux* (21) — il semble cependant qu'une source inestimable de documentation n'ait été jusqu'ici qu'effleurée ; les documents gouvernementaux, la correspondance des intendants, les mémoires administratifs ou privés, masse principale en matière administrative des fonds nationaux et des fonds d'intendance dans les archives départementales, sont moins proches de la réalité fiscale que les fonds d'élection ; l'examen des rôles de taille, qui sont contenus dans ceux-ci, nous permet de saisir sur le vif les

(21) *Etudes lexoviennes*, I, 1915.

défauts des systèmes, les réactions des contribuables.

Ce sera l'objet de la seconde partie de notre étude pour les deux généralités de Bassé et de Moyenne-Normandie.

PREMIÈRE PARTIE

La bataille pour la taille proportionnelle Projets et tentatives gouvernementales de réforme

L'extension, au xviii^e siècle, du rôle de l'Etat supposait un régime fiscal souple et de bon rendement. Or, ce régime fiscal reposait en fait pour plus d'un tiers sur un impôt depuis longtemps déjà inadapté et déformé (1). De profondes réformes étaient donc nécessaires : une lutte d'un siècle en fut la conséquence. C'est l'histoire de cette bataille où gouvernement, théoriciens, éléments conservateurs de la société, s'affrontent que nous voulons retracer rapidement.

Bien que le procédé soit un peu factice, on peut distinguer deux périodes : — la première va du début du siècle à 1754 environ ; elle est caractérisée par l'aspect traditionnel et orthodoxe des idées fiscales et par la limitation aux classes privilégiées de l'opposition aux réformes ;

(1) Voir Introduction.

— la seconde, qui va de 1754-56 à la fin de l'Ancien Régime, est dominée par l'utopie physiocratique qui, trouvant une audience singulière dans les masses, généralise l'opposition à tout projet normal de rétablissement des finances, s'infiltré même dans les conseils du gouvernement et rend la Révolution à peu près inévitable.

CHAPITRE PREMIER

L'échec de l'orthodoxie fiscale (1697-1754)

Section I. — LES PROJETS

I. — *Les bureaux du contrôle général et la réforme*

Les vices du système fiscal, et particulièrement de la taille, ne pouvaient être ignorés du contrôle général : une tradition réformatrice y subsistait depuis Colbert. Louis XIV y était favorable, mais les soucis des guerres empêchaient, semblait-il, d'amorcer une réforme profonde. Chamillart, tout en repoussant les projets de Boisguillebert, déclarait : « Tant que durera la guerre, il faudra ne penser qu'à la guerre ; ensuite viendra le temps des réformes (2). » Et Vauban, en juin 1700, intéressait le roi et le contrôleur général à ses projets de dime royale (3).

(2) Cité dans D. HALÉVY, *Vauban* (Grasset, 1933), p. 190.

(3) *Correspondance du maréchal de Vauban : lettre au marquis de Torcy* (juin 1700).

Le neveu de Colbert, Desmarets, qui devait être contrôleur général en 1708, avait, dès 1686, présenté à Pontchartrain un mémoire sur l'état du royaume et les réformes susceptibles de soulager les contribuables tout en rétablissant l'équilibre des finances (4).

Mais, de 1699 à 1715, il y a quatorze années de guerre et les contrôleurs généraux, remettant les réformes à des temps meilleurs, s'en tiennent aux expédients : expédient, la capitation, rétablie en 1701 et bientôt annexe de fait de la taille ; — expédient, le dixième de 1710 ; — expédients, les suppressions d'office en 1705, 1709 et 1715. Sans hostilité pour les projets de réforme, ils cherchent à les tenir cachés pour éviter les émotions populaires : lorsqu'on sait la difficulté de rentrée des impôts en ces années de misère, on comprend les mesures prises contre « la Dixme royale » ou « Le détail de la France ».

La paix rétablie, Desmarets remettait en train la réforme fiscale (5), quand la mort de Louis XIV amena la transformation de ses projets : il semble en effet qu'il envisageait surtout d'appuyer le régime fiscal nouveau sur le dixième et la capitation, améliorés et strictement perçus ; avec Noailles on allait revenir à une simple réforme de la taille.

Mais l'esprit de réforme qui restait dans les bureaux du contrôle a facilité les efforts du président du Conseil des finances en faveur de la taille proportionnelle.

Quelles influences s'exerçaient, en dehors de ces milieux, pour une réforme de la fiscalité ?

(4) *Correspondance des contrôleurs généraux* (Boislile), tome 1, p. 343.

(5) Projet de février 1715.

II. — *Les précurseurs*

A. — **Boisguillebert.** — Pierre Le Pesant de Boisguillebert, gentilhomme normand et parent des Corneille, était lieutenant général au bailliage de Rouen lorsqu'il publia, en 1697, *Le Détail de la France*. Esprit sagace, il avait pu constater, dans une province pourtant fort riche, les méfaits de l'impôt et ceux de la politique commerciale de Colbert ; il en concluait à la nécessité d'une réforme fiscale et de la liberté du commerce. Nous nous en tiendrons à la première question que Boisguillebert a reprise en 1707 dans *Le Factum de la France*.

Son système peut-être schématisé de la façon suivante :

1° réforme de la taille par la suppression des privilègiés et l'imposition cédulaire des diverses facultés d'après un tarif préalable ;

2° abolition d'une partie des impôts indirects pour favoriser le commerce et obtenir, par l'augmentation de rendement des cédules industrielles et commerciales de la taille, des rentrées pour le moins égales ;

3° les tailles s'établiront sur la déclaration de tous les contribuables au greffe ; des contrôles pourront être effectués ; les indigents, au-dessous d'un certain chiffre, ne pourront être taxés.

Nous examinerons plus loin la valeur et l'influence de ce système (6).

(6) Si la *Dixme royale* de Vauban est une source abondante de documentation quant aux vices de la taille, ses propositions positives ne peuvent s'insérer dans le cadre d'une réforme de cette imposition. — Elles consistent en effet : 1° à supprimer

B. — **Fénelon.** — Dans le clan du duc de Bourgogne, Fénelon tient une place à part par l'audace

la taille, la capitation, les aides et les oduanes intérieures et à les remplacer par une dîme portant, d'une part, sur les produits de la terre — perçue en nature et analogue à la dîme ecclésiastique —, d'autre part, sur les loyers et les autres sources de revenus, sans distinction de personnes ;

2° des ressources publiques maintenues, mettre à part les gabelles ;

3° du reste, former un fonds, fixe, comprenant : les produits du domaine, les droits féodaux, les amendes, les épaves, les frais de justice, le contrôle et le timbre, les parties casuelles, les postes et les douanes extérieures.

Le fonds de la dîme des revenus de la terre, celui des autres sources de revenus, le fonds des gabelles, sont, pour Vauban, les trois groupes d'impôts que le roi peut faire varier pour couvrir les dépenses nouvelles. Système assez proche du système anglais moderne qui a distingué certains impôts à rendement très élastique pour équilibrer les variations budgétaires.

Vauban a bien vu la difficulté psychologique du maintien de la taille alors qu'on supprime le privilège. Il lui a paru plus facile d'instaurer un impôt nouveau que d'étendre l'ancien à des gens qui le considéraient comme dégradant.

D'autre part le procédé de la perception en nature, que nous verrons repris par Calonne pour des motifs analogues, offre pour Vauban un avantage certain : prélever une quote-part de la récolte enlève toute injustice ; l'imposition ne peut dépasser le revenu du contribuable ; les inégalités de traitement disparaissent ; on évite le procédé si aléatoire de la déclaration.

Mais, en admettant que le paysan ne puisse frauder sur l'importance de sa récolte (ce qui aurait demandé une inquisition très impopulaire si l'on en juge par la querelle moderne des bouilleurs de cru) qu'auraient fait les agents du roi de cette accumulation de denrées ? On aboutit à une impasse.

L'influence des idées de Vauban fut certainement notable dans les milieux du contrôle général. En 1718 et 1725, un essai d'ap-

de ses critiques et de ses projets de réforme (7) ; ses idées fiscales méritent tout particulièrement l'attention.

Lorsqu'en avril 1711, le Grand Dauphin mourut, l'on put croire que des temps nouveaux allaient commencer. Le duc de Bourgogne avait trente ans ; si l'on veut bien écarter le portrait assez faux que Saint-Simon nous en donne, il faut reconnaître que le petit-fils de Louis XIV aurait pu être un grand roi. Un instant, on crut que l'archevêque de Cambrai allait renouer la tradition de Richelieu et relever le titre de principal ministre : le roi avait soixante-dix ans et la succession s'avérait proche.

plication et un projet de généralisation de l'impôt en nature sont directement inspirés de « la dîme royale ». Mais les bons esprits s'attachèrent moins à une utopie de détail qu'à l'idée plus féconde d'un impôt cédulaire nouveau sur les différents revenus : la vraie réalisation des projets de Vauban, c'est le dixième de 1710 et ce seront plus tard les vingtièmes.

(7) Fénelon est, avec Boulainvilliers, le seul esprit marquant de ce groupe. Le marquis de Puyguyon semble également avoir eu une influence assez grande sur le duc de Bourgogne.

Beauvilliers et Chevreuse ont été de nobles esprits un peu égarés dans les questions pratiques de gouvernement.

Quant au duc de Saint-Simon, empêtré dans ses préjugés, ses haines et ses querelles de tabouret, ses écrits ne peuvent que déformer les plans formés dans l'entourage du duc de Bourgogne et qui, semble-t-il, reçurent l'approbation de celui-ci ; il se signala au Conseil de Régence par un célèbre projet « d'amortissement » de la dette publique.

Le duc de Noailles, qui appartient plutôt au parti Maintenon, était l'ami de Fénelon et eut connaissance de ces projets : il devait les utiliser, lorsqu'il se trouva à la tête du Conseil des Finances, mais comme nous le verrons, en les modifiant assez profondément.

L'année 1711 fut une année de travail fécond ; Fénelon, reprenant en main son ancien élève, réussissait à effacer l'influence un peu dissolvante du duc de Beauvilliers qui, depuis la disgrâce de Télémaque, avait eu l'oreille du prince.

De novembre 1711 datent les fameuses Tables de Chaulnes, ce projet de gouvernement que le duc de Bourgogne approuva (8).

(8) C'est là et non dans les mythes platoniciens du Télémaque qu'il faut chercher les grandes lignes d'un gouvernement que la France n'a pas eu, puisque le duc de Bourgogne devait mourir le 28 février 1712, mais qui, reprises en partie par la Polysynodie, auraient pu produire un rajeunissement de l'institution monarchique si le Régent avait su montrer quelque persévérance..

Quelles sont les idées de Fénelon telles qu'on les trouve dans les Tables de Chaulnes ?

— Nous laisserons de côté les Tables « de l'administration militaire » et « de l'ordre des dépenses de la Cour ». Notons seulement qu'elles témoignent d'un esprit fort averti des choses militaires et de goûts d'économie, remarquables chez ce raffiné.

Au contraire, la table de l'administration intérieure du royaume nous retiendra. Fénelon recommande de faire effectuer l'assiette et la levée de l'impôt par une petite assemblée locale, composée de l'évêque, des représentants de la noblesse et du tiers, assemblée répartissant l'impôt d'après le cadastre et subordonnée aux Etats provinciaux. Il généralise ces derniers et leur accorde des droits un peu plus étendus que ceux qu'ils ont alors.

Suppression des grosses fermes, de la gabelle, de la capitation, du dixième. Retour au caractère provisoire des intendants.

Etablissement des Etats généraux, supérieurs hiérarchiques des Etats provinciaux et contrôlant leurs comptes ; réunion automatique tous les trois ans ; pouvoirs « pour continuer les délibérations aussi longtemps qu'ils le jugeront nécessaire ; — pour étendre leurs délibérations à toutes matières de police, justice, finances et guerre ; — pour examiner le dénombrement du peu-

Dégageons le système fiscal qui s'y trouve contenu. Il se résume en quatre points :

1° prédominance marquée de l'impôt direct unique : la taille (suppression des impôts directs de nouvelle

ple fait en chaque assiette, revu par les Etats provinciaux et rapporté aux Etats généraux, avec la description de chaque famille, qui se ruine par sa faute, qui augmente par son travail, qui a tant, qui doit tant ; — pour punir les seigneurs violents ; — pour ne laisser aucune terre inculte, empêcher l'abus des grands pares nouveaux ; — fixer le nombre d'arpents s'il n'y a labour : abus des capitaineries dans les grands pays de chasse, à cause du trop de bêtes fauves qui gâtent les grains, prés, etc... ; — pour abolir tous privilégiés, toutes lettres d'Etat abusives, tout commerce d'argent sans marchandise, excepté les banquiers nécessaires ».

Dans la table sur la noblesse, Fénelon essaie de rendre à la noblesse son ancienne utilité ; il faut supprimer la pratique des anoblissements sauf pour les services insignes rendus à l'Etat.

Pour maintenir la noblesse qui s'appauvrit depuis les réformes de l'Hopital, il généralise pour elle les substitutions et le majorat ; surtout il veut qu'on lui permette le commerce quel qu'il soit.

Enfin il désire voir la noblesse reprendre son rôle essentiel dans l'armée et, en conséquence, prévoit un certain nombre de charges réservées, tout en abolissant la vénalité des charges militaires.

En résumé, la pensée de Fénelon est de refaire une aristocratie vivante et utile, comme les deux autres classes de l'Etat, appuyant le trône tout en restant indépendante du Roi.

Des tables suivantes sur l'Eglise, la justice, le commerce, nous n'avons que peu de choses touchant à notre sujet. Fénelon, qui s'y révèle ultramontain et partisan de l'indépendance absolue des deux pouvoirs, est adversaire de la multiplication des communautés religieuses ; — il s'élève contre la vénalité et la survivance des charges de judicature et demande une codification générale ; — partisan de la liberté absolue du commerce, il s'attache cependant à l'idée assez chimérique de lois somptuaires.

formation et d'une partie des impôts indirects qui entravent le commerce) ;

2° réalité de la taille, légalisée et généralisée ;

3° suppression du privilège : la noblesse qu'on s'efforce de rendre à un rôle utile dans l'Etat reçoit en compensation la suppression des édits de dérogance ; le privilège ecclésiastique semble aussi devoir être aboli, au moins partiellement sinon totalement (car l'Eglise peut arguer à cette époque qu'elle administre gratuitement un certain nombre de services publics) ; la restriction des biens de mainmorte augmente de toute façon la matière imposable ;

4° l'importance de la richesse foncière des familles, paroisses et provinces est établie par des recensements périodiques très rapprochés, très détaillés ; ces recensements et la répartition de l'impôt, qui repose sur eux, sont l'œuvre d'assemblées dont le recrutement permet à la fois une connaissance suffisante de la force des localités et des individus et une impartialité bien supérieure à celle des collecteurs.

C. — Comparaison des systèmes de Boisguillebert et de Fénelon. — Si nous comparons les idées de Boisguillebert et celles de Fénelon, nous trouvons plusieurs points communs : 1° la diminution du nombre des impôts indirects pour ranimer le commerce et une augmentation compensatrice de la taille ; solution parfaitement admissible dans la mesure où l'assiette de l'impôt direct se fait d'une façon plus discrète ; — 2° suppression totale chez Boisguillebert, quasi-totale chez Fénelon, des exemptions et privilèges de taille ; solution juste en théorie, mais qui,

en pratique, soulève une opposition où les intérêts des privilégiés sont renforcés par le caractère dégradant qu'ils croient attaché à cet impôt. Au ^{xviii}^e siècle, on ne saurait concevoir de taille sans privilège : conception qui nous paraît contraire cependant à l'essence de cet impôt.

Pour l'assiette, Boisguillebert s'attache au procédé de la déclaration, Fénelon au système du cadastre : l'histoire des tentatives de taille tarifée nous montre que c'est ce dernier qui avait raison (9).

Par contre, alors que Boisguillebert frappe également les diverses sources de revenus, Fénelon ne

(9) La difficulté du système de la déclaration gît dans la question du contrôle. Notre fiscalité moderne, en dépit de perfectionnements incessants, ne saurait sur ce point être considérée comme tout à fait satisfaisante. Comment alors au début du ^{xviii}^e siècle former de toutes pièces un corps de contrôleurs expérimentés et créer les méthodes d'investigation adéquates sans beaucoup de temps et de peine ? Le système de la déclaration est très délicat en pratique ; nous ne l'avons adopté — et nous ne saurions dire que la justice y ait gagné — qu'après avoir rompu, pendant plus d'un siècle, nos cadres financiers à la méthode indicielle qui leur fournit maintenant le moyen le plus efficace de recoupement.

A l'époque de Boisguillebert, l'adoption et la généralisation de ce système, combiné avec l'impôt de quotité, aurait amené pendant de longues années des moins-values importantes dans les recettes publiques ; avec l'impôt de répartition, il aurait produit plus de fraudes et, par suite, plus d'injustice que la taille arbitraire.

Là où nous voyons la taille proportionnelle appliquée avec continuité et sans protestations, à Lisieux par exemple, nous pouvons noter que la part faite à la déclaration y est réduite au minimum, qu'on ne s'y résigne que faute d'autre moyen de saisir la matière imposable.

soumet à la taille que les revenus de la terre : or, la réalité d'un impôt direct quasi-unique présente le grave défaut de légaliser une injustice ; ne taxer que les fonds, c'est favoriser les villes et le commerce aux dépens des campagnes et des propriétaires fonciers. Si, en 1711, le mal ne paraissait pas si important qu'il justifiait les difficultés d'investigation, si l'accroissement des impôts directs par rapport aux indirects peut encore expliquer, par la simplicité relative d'établissement, le système de Fénelon, l'évolution économique du XVIII^e siècle n'aurait pas moins obligé rapidement le gouvernement à réformer à nouveau sa fiscalité (10).

(10) Néanmoins les idées fiscales de celui que Louis XIV qualifiait de « bel esprit chimérique » sont saines ; il a bien vu le nœud de la question : les défauts de la taille s'expliquent pour la plus grande part par l'existence d'une classe privilégiée et inutile. Deux solutions étaient possibles : ou résorber cette classe dans la masse ne supprimant le privilège et les dérogances ou chercher à lui rendre son rôle dans l'organisme social.

Il est probable que, par hypothèse, si Louis XIV eut vécu encore quelques années, il eut achevé l'anéantissement de la noblesse, œuvre qu'il avait si bien commencée.

Fénelon a vu que les deux solutions ne s'excluaient pas et il propose leur application simultanée. Aurait-il réussi comme il le désirait à faire de la noblesse autre chose qu'un organisme parasitaire ? C'est possible mais superflu ; la suppression du privilège fiscal et des dérogances économiques suffisait pour cela.

Et d'autre part, Fénelon empêchait la création de nouvelles classes privilégiées par la suppression des survivances de charges et les entraves mises à la formation des fortunes pécuniaires.

D. — Influence des systèmes de Boisguillebert et de Fénelon. — Quelle a été l'influence de ces deux précurseurs ?

Si l'on en juge par le public, Boisguillebert a eu, sur ses contemporains, une influence prépondérante. Les mémoires du temps sont pleins de références à « Monsieur le lieutenant général de Rouen ».

Sur les générations suivantes, par contre, Fénelon l'emporte et de très loin : mais c'est par le *Télémaque*, l'ouvrage peut-être le plus lu au XVIII^e siècle, qu'il fait figure de philosophe et de physiocrate avant la lettre et c'est à la législation de Salente que nous devons pour une bonne part les bucoliques fiscales de la Constituante.

Sur les milieux gouvernementaux, l'action est plus partagée : avec Boisguillebert, on chercha à établir un impôt cédulaire frappant les diverses sources de revenu ; mais c'est à Fénelon que le duc de Noailles emprunta l'idée de recensements périodiques des fortunes pour servir de base à la répartition : essai qui devait être repris sur une échelle réduite par Bertin (11).

(11) Boulainvilliers, le champion du féodalisme, n'a cependant pas marqué ses projets fiscaux d'un caractère rétrograde. Comme Fénelon, il demande le contrôle financier des Etats généraux. Il adopte d'enthousiasme le principe de l'égalité de tous devant l'impôt, supprime les aides, les gabelles, crée un impôt général de remplacement, sorte de capitation, le double d'un impôt spécialement affecté à l'amortissement de la dette publique et rend la taille réelle. Sur ce point, comme sur celui de la suppression des privilégiés, ses idées coïncident avec celles de Fénelon. Mais ce dernier est plus réaliste et meilleur financier en se débarrassant de la capitation, impôt hybride et assez barbare.

Le marquis de Puységuyon, dans un mémoire donné au duc de

III. — *L'abbé de Saint-Pierre*

En marge de la faction du duc de Bourgogne, il convient d'indiquer un curieux personnage : l'abbé Castel de Saint-Pierre (12).

Parmi ses innombrables projets de réforme, la question de la taille proportionnelle occupe une place de choix.

Bourgogne dans les premiers jours de 1712, s'attache à démontrer qu'il n'y a pas d'impôt qui, légalement, ne puisse être modifié, puisqu'il n'y en a aucun « qui soit de la fondation », c'est-à-dire qui soit contenu dans les lois fondamentales du royaume.

Il montre, en exagérant d'ailleurs, le coût énorme et inutile des diverses charges qui grèvent le recouvrement de l'impôt et en propose la suppression ; enfin donne la préférence à la taille réelle sur la taille personnelle mais laisse toutefois aux communautés le choix du mode de perception (Bibliothèque nationale. Manuscrits français n° 7765, p. 215) [Ce registre et les deux numéros suivants contiennent les mémoires sur lesquels a travaillé la Commission Ameot].

Nous notons ici ces deux auteurs parce qu'ils reflètent partiellement les idées de Fénelon ; mais ils n'ont pas eu l'influence réelle de celui-ci.

(12) Aumônier de la maison d'Orléans et académicien, il empruntait à la duchesse douairière d'Orléans une admiration fort médiocre pour Louis XIV et scandalisa si fort l'Académie, pour avoir refusé au feu roi le titre de « Grand », qu'il s'en fit chasser.

Prophète de l'arbitrage international dans son *Projet de paix perpétuelle*, il fut probablement l'inspirateur, auprès du Régent, du système de la Polysynodie, qu'il commenta et prêcha au public au moment où on l'abandonnait.

Pour nous, il est surtout l'auteur du *Mémoire sur la taille proportionnelle* (1717) et du *Projet de taille tarifée* (1723) ; — mais s'il faut l'en croire il avait établi ses projets dès 1705.

Partisan de la déclaration, qu'il qualifie de « garantie de l'honnête homme »; de préférence à la taxation directe, il opère une discrimination très poussée des diverses catégories de revenu — il en distingue dix-sept alors que Vauban se bornait à huit — et leur applique un tarif ou tableau de proportion diversifiant le sacrifice selon la nature du revenu.

Il propose en outre de grouper plusieurs paroisses pour la collecte et de former le corps des collecteurs, partie à la nomination du subdélégué, partie par cooptation.

C'est se leurrer, semble-t-il, que de voir, dans le procédé de la déclaration, la garantie du contribuable : avec l'impôt de répartition et les règles de solidarité, la fraude de l'un augmente automatiquement la charge de l'autre ; et, d'autre part, par excès de confiance, l'abbé de Saint-Pierre arrive à rendre la confection des rôles extrêmement complexe : son système se serait heurté par là à l'incompréhension méfiante des paysans.

Quelle fut l'influence de l'abbé de Saint-Pierre ? Nous pensons qu'elle a été nulle au moment de la Régence ; le système Noailles ne nous paraît pas en être inspiré (13). Mais, plus tard, il semble que son ardent plaidoyer en faveur de la déclaration (Boisguillebert l'avait d'ailleurs préconisée avant lui) décida Orry à y recourir. Pour le reste de ses suggestions,

(13) Ce qui laisserait croire que l'abbé s'est vanté et que loin d'avoir devancé Vauban il s'est borné à accommoder les projets du Conseil des finances.

nous n'en trouvons de trace pas plus dans la tentative d'Orry que dans celle de Laverdy.

IV. — *Mémoires anonymes de la Commission Amelot*

Nous signalerons encore deux mémoires sur lesquels le duc de Noailles et le Conseil ont certainement travaillé (14).

(14) Bibliothèque nationale. Manuscrit français n° 7765 (page 157 pour le premier et 195 pour le second).

Ils ont été reliés avec un ensemble de mémoires — dont celui du marquis de Puyguyon, cité plus haut — sur les questions financières les plus diverses (la compétence de la Commission Amelot était d'ailleurs des plus étendues. Cf. Délibérations du Conseil particulier des finances, 3^e registre, février-mai 1716, séance du 21 avril ; — Archives nationales G⁷ 1849).

Le titre porté au dos du recueil, *Recueil des mémoires sur la réforme et le rétablissement des finances*, 1715-1717, nous fournit seulement la date de leur emploi : ce sont les mémoires dont Noailles fait mention dans son rapport au Conseil de Régence du 27 octobre 1716 (Archives nationales G⁷ 1130) mais la date d'un certain nombre est antérieure à la mort de Louis XIV.

Ceux dont nous nous occupons ici ne sont pas datés ; mais l'évidence interne permet de placer le premier entre les dernières semaines de 1714 et les premiers jours qui suivirent la mort du Grand Roi : nous y trouvons en effet cette phrase « on suppose une minorité et par conséquent un régent et, sous lui, un vicaire général », ce qui ne peut avoir été écrit après la séance du Parlement cassant le testament de Louis XIV mais qui peut l'avoir été du vivant de celui-ci, étant donné son âge ; et d'autre part le texte suppose les résultats des exercices 1712 et 1713 sinon connus du moins susceptibles de l'être à bref délai. Du second, tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est postérieur à la parution du *Factum* en 1707.

L'un et l'autre sont anonymes. Mais le premier certainement

Le premier fait d'abord remarquer que les revenus publics, si on les compare au pouvoir d'achat, sont certainement moindres que sous François I^{er} ; la cause en est dans le fait que les deniers ne passent pas directement des mains du contribuable dans les coffres du prince, qu'il y a trop de gens employés à la perception, que les frais sont énormes.

On divisera les revenus publics en deux groupes :

1° le revenu extraordinaire « où l'on mettra toutes les fermes, les postes, les messageries, les entrées et sorties du royaume, le tabac, le papier marqué, les contrôles et les insinuations, le domaine de la couronne, les aides, etc..., enfin tout ce qui se pourra affermer ; et pour porter ces fermes au plus haut point où elles pourront aller, il ne les faudra faire pendant plusieurs années que pour deux ans et donner une ordonnance qui mettra à l'abri des recherches tous ceux qui les prendront... »

2° dans le revenu ordinaire, on mettra le droit annuel, c'est-à-dire la taille, le sel, les entrées des villes franches, les dons gratuits, « en un mot, tout ce qui ne s'affermira pas et qu'on pourra augmenter ou diminuer selon les besoins de l'Etat ». Le dixième et la capitation sont supprimés. La taille est conservée mais « comme ce tribut est entièrement détruit par le nombre d'exempts qui s'en sont affranchis, qui trouveraient fâcheux que, s'en étant affranchis pour de

viend d'un homme au courant de l'administration, qui a puisé à une source abondante de documentation, si abondante même qu'il doit s'agir des archives du contrôle général ; ce mémoire, qui, à notre connaissance, n'a jamais été publié ni attribué à qui que ce soit, est peut-être l'œuvre — une recherche plus précise pourrait en décider — de l'un des commis de Desmarets,

l'argent, on les y remît (15), il en faut changer le nom en le nommant droit annuel ».

L'impôt est divisé en « deux manières, savoir, la première sera affectée sur les fonds de terre, la seconde sur l'industrie ». En principe, tout le monde est assujéti ; cependant, les nobles auront 40, 20 ou 10 arpents en franchise selon l'ancienneté de leur titre ; il en sera de même pour les membres du Parlement et du Conseil d'Etat, selon leur grade.

Pour la cédule des terres, on divise les fonds, par nature (pâtures, labours, etc...), en trois catégories selon leur valeur, valeur relative des fonds de la paroisse les uns par rapport aux autres et non valeur réelle qui est indifférente. Ce calcul fait « on pourra l'augmenter ou le diminuer à proportion de la taille ». On mettra deux receveurs par élection et on leur imposera ainsi qu'aux receveurs généraux la tenue d'un registre journal. Pour l'industrie, la somme qu'elle portera sera évaluée par les Intendants et les Officiers des élections selon leurs enquêtes, défalquée du montant de l'imposition de la paroisse et le surplus sera rejeté sur les terres.

Le second mémoire préconise des mesures analogues : l'établissement d'une sorte de cadastre double, « fonds des terres et fonds de l'industrie », auquel on ne touchera plus, les modifications ne s'introduisant que par la voie des actions en réduction. Mais il conserve le privilège de la noblesse sans y apporter d'atténuation.

(15) Ceci permettrait peut-être de croire le mémoire antérieur aux suppressions d'exemptions d'août 1715.

V. — *Solutions théoriques et décisions
gouvernementales*

Si nous cherchons à schématiser les mesures préconisées par ces différents auteurs et à les rapprocher des décisions gouvernementales, nous obtenons le tableau suivant :

1° en ce qui concerne *l'assujettissement* : a) la suppression totale ou quasi-totale du privilège (Boisguillebert, Fénelon) ne rentre pas à proprement parler, au XVIII^e siècle, dans la réforme de la taille ; seul le projet de Bertin le comporte, mais, sous le couvert de la taille, il s'agit de la mise en œuvre d'une idée fiscale toute différente ;

b) la simple restriction des exemptions, préconisée par les mémoires anonymes, probablement d'origine administrative, est la limite, le cadre normal de tous les autres projets. (Cfr. INTRODUCTION).

2° pour la *base* de l'impôt : a) la différenciation très poussée des divers revenus (Boisguillebert et l'abbé de Saint-Pierre) et l'application d'un traitement particulier à chaque catégorie est à se rapprocher du système suivi *en fait* dans l'expérience de Laverdy.

b) la répartition en « fonds des terres et fonds de l'industrie » (mémoires administratifs) et l'application d'un tarif homogène à l'intérieur de chacune de ces catégories est appliqué avec des nuances insignifiantes par Noailles et par Orry ;

c) la taxation des revenus des seuls biens immobiliers, préconisée par Fénelon, ne se retrouve que dans les projets de Bertin.

3° pour l'*assiette* de l'impôt : a) le système de la déclaration (Boisguillebert, abbé de Saint-Pierre) est adopté dans l'expérience d'Orry ;

b) le maintien de l'estimation directe (premier mémoire) supplée à la même époque les défaillances du système de la déclaration, dues à la mauvaise volonté des contribuables ;

c) le système du cadastre des terres et des états d'industrie (Fénelon, second mémoire), à révisions périodiques (Fénelon), est appliqué dans l'expérience de 1717 (l'expérience s'arrêta d'ailleurs là) et se trouve repris avec les procès-verbaux extrajudiciaires de 1768.

Section II. — LES TENTATIVES

I. — *La tentative de taille proportionnelle de 1717*

L'idée de réforme était donc bien établie lorsque Louis XIV mourut et le travail préparatoire déjà très avancé.

Dès octobre 1715, le Régent, dans une lettre aux Intendants, annonçait son intention d'établir « une juste égalité dans les impositions (16) ».

Le duc Adrien de Noailles, depuis maréchal de France, l'ami de Fénelon et le protégé de M^{me} de Maintenon, devenait président du Conseil des finances, sous l'autorité nominale de Villeroy.

(16) Lettre du 4 octobre 1715. *Nouveau Code des tailles*, t. III, p. 60. Rapportée par MARION.

« Ce n'était pas un Sulli », dit Voltaire (17), « mais aussi il n'était pas le ministre d'un Henri IV. Son génie était plus ardent (18) et plus universel. Il avait des vues aussi droites sans être aussi laborieux et aussi instruit, étant arrivé au gouvernement des finances sans préparation et ayant été obligé de suppléer par son esprit, qui était prompt et lumineux, aux connaissances qui lui manquaient ».

Ayant donné son premier soin à la liquidation des dettes par l'opération du visa, le Conseil des finances ne prit en considération la réforme de l'impôt que dans les premiers jours de 1716.

Le 21 février, le duc de Noailles lut au Conseil un mémoire « concernant l'ordre que les intendants doivent tenir pour garder la justice entre les paroisses et les taillables (19) ».

Le 21 avril, un bureau était constitué pour l'examen des projets et des mémoires particuliers ; dirigé par Amelot qu'assistaient La Bourdonnaye, Roujault et Ferrand, il est chargé de formuler des propositions au Conseil. Le 22 juin, un premier projet de règlement est rapporté par Gilbert des Voisins.

(17) VOLTAIRE, *Histoire du Parlement de Paris*, chap. 60.

(18) D'ARGENSON (rapporté par A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, Plon, 1887, tome 1, page 199), qui ne l'aimait pas mais qui l'avait bien connu dans les conseils du gouvernement, disait : « Les comités des ministres, au temps du maréchal de Noailles, devinrent la chose du monde la plus terrible : on n'y aurait pas entendu Dieu tonner. »

(19) Délibérations du Conseil particulier des finances. Archives nationales G⁷ 1849 (3^e registre).

Le 27 octobre enfin, le duc de Noailles faisait approuver au Conseil de Régence, tenu extraordinairement, un mémoire sur la taille où, après avoir fait l'historique de l'imposition, il décrivait les défauts qui obligeaient à la réformer :

«... 1° aucune connaissance de ce que les généralités, élections et paroisses peuvent porter les unes par proportion aux autres ; — 2° un arbitraire qui règne généralement en tout depuis l'intendant, le receveur général et le receveur particulier, l'élu jusques au collecteur. De là toutes les injustices dont tout le monde est instruit et se plaint ; — 3° l'arbitraire conduit nécessairement à la vexation puisque ce ne peut être que par force qu'on peut contraindre les hommes à se priver du nécessaire pour se racheter de l'oppression dont ils se sentent accablés ; — 4° l'arbitraire, source de la pauvreté et de l'indigence de ceux qu'on a intérêt d'enrichir, puisque de l'augmentation de leurs biens suit nécessairement celle du revenu et des ressources de l'Etat, ce qui ne peut être tant que l'on laissera subsister l'idée qu'à tout taillable que, plus il augmente ses facultés, plus il s'expose à être ruiné, parce que l'envie lui en fait soupçonner plus qu'il n'en montre et le réduit à être la victime d'un peu de commodité apparente, ce qui éteint toute émulation et toute industrie dans cette partie de l'Etat qu'on nomme contribuable, qui compose le plus grand nombre et qui en est même la force et le soutien ; — 5° la forme même établie aujourd'hui empêche le recouvrement parce que, n'y ayant aucune proportion gardée, les restes s'accumulent et l'on voit les paroisses entiè-

res partagées en nombre égal entre ceux qui ont à payer et ceux qui ont à recevoir (2) ».

Après cette description des vices de la taille, Noailles écarte les projets pouvant se ramener à l'établissement d'une capitation ou d'une dîme en nature (projets Boulainvilliers et Vauban), en montrant les inconvénients, et trouve « plus convenable de chercher à remédier aux abus qui se sont introduits dans la taille que de faire aucun nouvel établissement ». Sans cela, on interromprait les recouvrements ; les peuples sont d'ailleurs habitués à la taille ; mais surtout on conserve par là « la distinction si chère au clergé et à la noblesse ! » Il est donc bien entendu que l'on ne touchera pas au privilège ; on ne reviendra plus sur la question (Bertin et Turgot exceptés) jusqu'en 1789 : privilège et taille sont considérés comme termes liés. En fait, les suppressions de privilèges et d'anoblissements en août 1715 avaient pallié l'abus dans une grande mesure, mais le principe restait et ne devait pas tarder à redevenir profondément mal-faisant.

La réforme proposée comportait :

1° l'établissement d'un état indépendant des biens-fonds et de l'industrie de chaque paroisse par une commission élue en présence d'un représentant de l'intendant, afin de permettre une répartition juste entre les habitants et, si possible, entre les paroisses et les élections ;

2° la taxation dans le lieu de situation des biens ;

(20) Archives nationales G¹ 1130. *Mémoire sur la taille, lu et approuvé au Conseil de Régence le 27 octobre 1716.*

3° en cas d'affermage, la division de l'impôt par moitié entre le propriétaire et le fermier ;

4° l'industrie serait taxée sur les multiples du salaire des simples « manouvriers », évalué sur le salaire de deux cents journées communes (la moyenne de la journée d'hiver et de celle d'été) par an, — les taillables sans profession certaine seraient et les invalides pourraient être cotisés à part, arbitrairement, de cinq sols à trois livres ;

5° on ne tiendrait pas compte des rentes foncières dans l'imposition, mais le contribuable pourrait retenir sur la rente qu'il paie une fraction égale au taux d'imposition de la paroisse.

Quelle est la part du duc de Noailles et des commissaires dans ce projet ? C'est assez difficile à déterminer. Le maintien du privilège est certainement une concession de Noailles à ses collègues des Conseils : les commissaires inclinaient à la solution inverse ; la minute du projet d'articles en témoigne : en effet, le texte initial porte : article 1^{er} « pour assurer à l'avenir dans les dix-sept généralités du royaume où la taille est personnelle l'exécution des règlements qui veulent que la répartition des tailles soit faite avec justice et égalité, la taille y sera assise sur les contribuables dans la proportion la plus exacte qu'il sera possible par rapport aux fonds et par rapport au commerce, main-d'œuvre et industrie » ; — à ce texte a été ajouté postérieurement de la main de Noailles cette finale « en conservant toujours à la noblesse et au clergé les anciens privilèges dont ils ont joui ».

La plupart des théoriciens, Fénelon, Boisguillebert,

doublaient la réforme de l'impôt direct d'une suppression partielle des impôts indirects ; rien de tel ici n'est envisagé, quoique cela eut rentré dans les attributions de la commission Amelot, ce qui fait songer à une parenté avec le premier mémoire anonyme que nous avons signalé plus haut (nous voyons dans ce fait une confirmation de l'origine administrative de ce mémoire) ; — d'ailleurs la division en fonds de l'industrie et fonds des terres, celle des terres en trois catégories par nature se retrouvent dans le mémoire anonyme comme dans le projet présenté par Noailles. Mais on ne saurait pousser plus loin le rapprochement.

Envoyant ce projet aux intendants, le duc de Noailles leur en recommandait une application au moins partielle dès l'année 1717 (21).

La tentative de taille proportionnelle ne devait avoir qu'un succès très limité. Les essais d'application en dehors de la généralité de Paris se réduisirent, semble-t-il, à la confection de quelques états (22).

Quelles sont les causes de cet échec ?

Il y eut peut-être une certaine méfiance des contribuables ; le projet, de son côté, n'était pas parfait. Mais il y eut surtout la faiblesse, l'inconstance du régent, qui préféra les fallacieux projets de Law (ils

(21) Lette aux intendants, mémoire instructif, projets d'articles. Archives nationales G⁷ 1130 (rapportés par MARION dans *Les impôts directs...*, mais texte incomplet).

(22) Cf. *infra*, seconde partie, ce qui concerne l'expérience dans la généralité de Caen.

l'avaient ébloui dès son arrivée au pouvoir) (23) aux arides réformes fiscales de Noailles.

Celui-ci quitta le Conseil des finances au début de 1718 ; la tentative fut aussitôt abandonnée : trop vite probablement, car les contribuables commençaient à se montrer moins récalcitrants (24). Quelques modifications infimes, comme le suggéraient l'intendant de Rouen, Goujon de Garville, en février 1717, et Auber, en 1721 (25), auraient facilité très sensiblement l'application de la taille proportionnelle : on ne fit rien.

Avant de partir, Noailles cependant enregistrait un éclatant succès, le seul dont fassent état ses mémoires (26) : la ville de Lisieux accueillait avec joie un arrêt du Conseil de décembre 1717 réglant la levée de sa taille selon des modalités assez proches de celles prévues dans le projet de l'année précédente ; cette taille proportionnelle se leva sans interruption jusqu'à la Révolution, et cela sans plaintes ni procès. Elle prouve que le projet Noailles, conçu essentiellement pour les campagnes, pouvoit, au prix de quelques retouches de détail, s'appliquer aux villes commerçantes et industrielles.

(23) Sur l'intervention du Régent en faveur de ses projets, cf. Archives nationales, Délibérations du Conseil particulier des finances, G⁷ 1849, 1^{er} et 2^e registres.

(24) Archives nationales G⁷ 1131, lettre de Potier de Fougerey, trésorier de France en la généralité d'Alençon.

(25) Archives nationales G⁷ 1130-1131.

(26) *Mémoires du duc de Noailles* (rédigés par l'abbé MILLOT sur les indications du duc et d'après des documents réunis par lui) : année 1718. [*Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France*, PETITOT et MONTMERQUÉ, t. 73].

II. — *La période 1718-1733 ; — la déclaration du 17 février 1728*

Noailles écarté, on retomba, en matière fiscale, dans les anciens errements ; quinze ans s'écoulèrent avant qu'on s'avisât à nouveau de redresser la situation financière en réformant la taille (27). La question, en 1733, n'avait guère changé ; pas de théories nouvelles depuis la Régence (28) ; peu de faits nouveaux.

(27) On eut alors l'idée d'essayer la dîme royale de Vauban. L'expérience, tentée en divers endroits, dans l'élection de Niort en particulier, sans résultats décisifs, fut reprise par Paris-Duverney et le contrôleur général Dodun ; le cinquantième de 1725 est la copie fidèle du projet du maréchal. En fait, il ne put être appliqué sous cette forme : pour la première fois depuis la mort de Louis XIV, on vit se produire une coalition des privilèges menacés ; le moment favorable était passé et cette coalition toujours en alarmes ne disparaîtra qu'avec l'Ancien Régime ; les divers projets de réformes vont être désormais soumis à une opposition féroce même s'ils n'attaquent pas directement les exemptions fiscales et la monarchie s'usera dans cette lutte.

Le 11 juin 1726, le duc de Bourbon, Paris-Duverney et le contrôleur général étaient remplacés par l'ancien précepteur de Louis XV, le cardinal Fleury, et par Le Pelletier Desforts ; le cinquantième ne dura que jusqu'en 1728, sa perception ne fut effectuée qu'en numéraire et on ne toucha pas aux immunités fiscales.

Les débuts de la nouvelle administration n'étaient guère dignes d'éloges : Le Pelletier Desforts manipulait la monnaie, rognait les rentes et passait, pour une partie des impôts indirects, le fameux bail Carlier, qui laissait aux fermiers — les « enfants gâtés du cardinal » — une importante marge de bénéfices.

(28) Comme le remarque FOURNIER DE FLAIX (*La réforme de l'impôt*, Paris, Guillaumin, 1885), la flambée d'idées s'est étein-

Nous retrouvons les mêmes plaintes contre l'impôt, qu'accroissent seulement l'évolution déjà très nette des conditions économiques et la reprise des guerres.

A l'actif du mouvement réformiste, cependant, les travaux préparatoires de 1717, laissés inachevés par le départ de Noailles, mais qui fournissent une méthode et une documentation ; — au passif, la déclaration du 17 février 1728 : Le Pelletier Desforts, à la suite des querelles soulevées par la taxation au lieu de situation des biens (article 2 du projet Noailles) et par le cinquantième, avait cru habile de satisfaire l'opinion en réaffirmant solennellement le vieux principe de taxation au lieu du domicile ; principe néfaste et mesure inutile, puisque le texte de 1716 était resté inappliqué (mais supprimant une équivoque dont le gouvernement aurait pu jouer).

L'intendant de Lille, Orry, que le cardinal Fleury, un peu effrayé de l'incapacité de Le Pelletier Desforts, avait appelé au contrôle général, en mars 1730, était le fils d'un des meilleurs agents de Louis XIV ; intègre et rude, il montra, durant ses quinze ans de ministère,

te ; « le long contrôle général d'Orry n'est signalé par aucun mouvement d'opinion ». Ce ne sont ni les troglodytes des *Lettres Persanes* (1721), ni les ouvrages de MELON (*Essai politique sur le commerce*, 1734) et de DUTOT (*Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, 1737) qui font progresser le problème (Melon propose un impôt unique sur le blé en invoquant, d'ailleurs sans références, l'autorité un peu anachronique de Richelieu et Dutot fait une critique serrée des impôts indirects : ce qui n'est pas très original).

plus tard Machault et Terray, cette « férocité » que Thiers jugeait indispensable dans ce poste.

Ne négligeant aucun moyen pour couvrir le déficit autrement que par l'emprunt et pour soutenir les dépenses militaires, Orry n'hésita pas à faire rendre à l'arsenal passablement usé des créations d'office et des dons gratuits tout ce qu'il pouvait encore donner. Il rétablit temporairement le dixième de 1710 (29).

Moyennant quoi et une économie rigide, l'équilibre budgétaire put être rétabli pendant quelques années ; la période 1738-1741 est probablement la meilleure de l'histoire financière du XVIII^e siècle.

III. — *Orry et la seconde tentative de taille proportionnelle*

Orry se rendait compte du caractère instable de cet équilibre. Le dixième ne passait qu'à condition d'être anodin pour tous les privilégiés et encore pour une durée limitée.

La réforme de l'impôt direct se présentait dans les mêmes termes qu'en 1715 : ou dixième exact ou réforme de la taille.

La première solution rencontrait des conditions plus défavorables qu'à l'époque de Noailles ; pour agir

(29) Déclaration du 17 novembre 1733. Le dixième était rétabli jusqu'au terme de trois mois après la paix et, pour éviter tout achoppement, le besoin d'argent pressant, on admit les mêmes abonnements, rachats, dispenses qu'en 1710. Certains intendants allaient même jusqu'à convertir le dixième en un simple supplément à la taille : ainsi Boucher, intendant de Bordeaux, au témoignage de M. MARION (*Histoire financière*, tome 1, page 159).

vigoureusement comme il le désirait, il lui aurait fallu être soutenu par Fleury : mais ce vieillard pusillanime craignait trop la lutte pour ne pas lui sacrifier l'équité (30). Orry, qui ne l'ignorait pas, dut se rabattre sur la solution la plus modeste ; d'où sa facilité à accorder tous les abonnements souhaitables au dixième, d'où sa tentative très ferme d'amélioration de la base et de l'assiette de la taille.

M. Marion fixe la date de 1730 et même de 1729 à la reprise du projet Noailles (31) ; nous doutons, d'après nos recherches personnelles, qu'on puisse remonter aussi haut. Peut-être s'agit-il d'initiatives particulières de tel ou tel intendant. Une application dès 1730 de la taille proportionnelle n'aurait-elle pas rendu sans objet l'arrêt du 7 juillet 1733, qui reprend les dispositions des édits de 1600 et 1634 et enjoint aux collecteurs de porter sur les rôles la mention détaillée des facultés des taillables ? Par lui-même, cet arrêt aurait dû suffire si les collecteurs avaient consenti à l'appliquer sans fraude et si les intendants y avaient veillé ; nous dirions même volontiers qu'il est supérieur, en principe, à tout système de tarification, car, s'il oblige le collecteur à motiver, en quelque sorte, sa taxation, il lui laisse une certaine marge d'appréciation, évitant ainsi des injustices d'autant

(30) En outre, d'idées assez étroites, trop prudent, il avait pour tous les réformistes la même méfiance qui lui faisait dire de Boulainvilliers, de son médiévalisme et de ses plans de gouvernement : « Le comte ne connaît ni le passé, ni le présent, ni l'avenir. »

(31) *Histoire financière*, t. 1, p. 162, note 1 ; sans références.

plus graves qu'elles dérivent alors, non d'un abus, mais de la loi même.

Malheureusement, l'arrêt de 1733 ne fut pas appliqué ; nous avons indiqué dans l'Introduction les raisons qui interdisaient aux collecteurs de le faire.

Orry dut alors recourir au procédé, souvent employé déjà, de rôles établis devant des commissaires. C'est par ce moyen que la taille proportionnelle fut réintroduite dans notre fiscalité. Elle devait survivre dans le Limousin, où Turgot l'améliora, et en Champagne où elle revêtit des caractères assez particuliers (32), enfin, comme nous le verrons, en Moyenne-Normandie.

Dans les autres généralités elle eut, semble-t-il, un sort plus précaire : quelques paroisses la conservèrent assez longtemps, mais dans la mesure où l'intendant persistait à envoyer chaque année des commissaires.

L'effort cependant avait été réel et Clamageran commet une lourde erreur lorsqu'il déclare qu'Orry ne fit rien pour la réforme de la taille et lui attribue un « zèle platonique (33) » :

Ayant déplu par son intransigeance à l'égard des dépenses de la Cour, Orry dut abandonner le contrôle général en décembre 1745.

(32) Cf. LENTZ, *La taille tarifée en Champagne*.

(33) CLAMAGERAU, *Histoire de l'impôt en France* (Guillaumin, Paris, 1876), t. 3, p. 263.

IV. — *Machault d'Arnouville et la réforme d'Orry*

Pendant quelques années encore, son successeur, Machault d'Arnouville (34), tint la main à l'application de la taille proportionnelle là où il l'avait trouvée établie. L'impôt, sous cette forme, s'appliquait sans grandes récriminations, mais non sans difficulté, par défaut numérique d'individus susceptibles d'être délégués par l'intendant pour veiller à la rédaction du rôle ; subdélégués, officiers des élections, officiers des bailliages, ne suffisaient pas — il s'en fallait de beaucoup — à tarifier l'ensemble de la généralité.

Là seulement, où le système de la taille proportionnelle avait été allégé, simplifié par l'intendant, le contrôle des commissaires pouvait-il être assez rapidement levé.

On s'acheminait ainsi vers la conception d'un personnel administratif uniquement occupé de l'établissement et du recouvrement des impôts.

Si Machault soutint l'œuvre d'Orry il ne put la développer ; la guerre interdisait toute innovation et d'ailleurs le nouveau contrôleur général projetait une réforme plus ample : l'établissement du vingtième (35),

(34) Machault d'Arnouville appartenait aux vieilles familles d'intendants comme les Turgot, les Trudaine, les Bâville. D'un caractère aussi âpre que son prédécesseur, il avait su conquérir la confiance de Louis XV qui le déclarait « l'homme selon son cœur ».

Cf. MARION, *Machault d'Arnouville. Histoire du contrôle général des finances de 1749 à 1754* (Hachette, 1891).

(35) La paix conclue, le 21 octobre 1748, devait amener la sup-

auquel son nom est attaché. L'âpreté de la lutte qu'il dut entreprendre sur ce point, sans obtenir les résultats espérés, amena en 1750 l'abandon de la réforme de la taille à l'initiative et à la bonne volonté des intendants et des paroisses.

La réforme de la taille semblait avoir échoué : le vingtième sans exemption, qui était la solution la plus hardie, échoua à plus forte raison.

pression du dixième, établi pour la troisième fois en 1741, alors que de gros arriérés de dépenses pesaient encore sur le Trésor et que la dette publique s'était accrue dans des proportions énormes.

Dans une nécessité aussi pressante qu'en 1715, Machault osa adopter la solution que Noailles avait écartée.

Eut-il l'idée de substituer un impôt cédulaire unique à l'ensemble des impôts directs ? Mollien l'a prétendu en s'appuyant sur une vieille tradition administrative. — Mais pour cela, il fallait d'abord acclimater le nouvel impôt, ne lui donner, par conséquent, qu'un taux réduit et en obtenir une exacte et générale application : on pourrait ensuite sans danger en élever le taux. Jusque-là, il était nécessaire de juxtaposer l'impôt nouveau au système fiscal en vigueur.

C'est ce que fit Machault. En 1749, il supprimait le dixième selon la promesse faite et créait le vingtième. Ce taux, assez bas, devait être plus tard doublé et triplé : rappelons-nous que Vauban avait prévu un système analogue d'augmentation graduelle de sa dîme royale. Si le taux du nouvel impôt de quotité était moitié de celui de l'ancien, son application devait être infiniment plus sérieuse et Machault comptait obtenir un rendement bien supérieur à la moitié du dixième ; il prétendait, en effet, y assujettir aussi bien les nobles et le clergé que le tiers Etat, sans faculté de rachat ou d'abonnement. L'opposition fut formidable ; celle du Parlement et de l'Eglise surtout. Louis XV exila les magistrats mais il ne put obtenir la soumission des évêques. La lutte se prolongea jusqu'en 1754 : le roi dut s'avouer vaincu et Machault quitta le contrôle général pour la marine.

CHAPITRE II

La physiocratie et la débâcle financière (1754-1789)

Section I. — LA THÉORIE

I. — *Influence prépondérante de la physiocratie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*

L'*Esprit des Lois*, paru en 1749, a pu avoir une influence profonde en matière constitutionnelle : en matière fiscale, son livre XIII ne saurait être compté parmi les œuvres capitales ni par la valeur des idées exprimées (1), ni par l'influence qu'elles ont pu exercer.

Il n'en fut pas de même des ouvrages physiocratiques qui n'allaient pas tarder à obtenir l'audience du

(1) Montesquieu se borne à rappeler que les impôts indirects sont moins sentis que les impôts directs ; il justifie le principe de l'abattement à la base, admet une certaine progressivité, voudrait que le rendement de l'impôt fut immuable, que les douanes fussent seulement fiscales et ne servissent pas à protéger telle ou telle industrie, que la dette publique fut limitée, que les armements cessassent de ruiner l'Europe,

gouvernement et du grand public — les articles de Quesnay dans l'*Encyclopédie* sont de 1756, et les « Maximes » du pseudo-Sully, le fondement de la physiocratie, de la même époque — et exercer en France une influence prépondérante jusqu'au début du xix^e siècle.

François Quesnay, le chef de l'école, était issu d'une famille terrienne de l'Ile-de-France ; il avait observé dès son enfance l'enrichissement que procurait l'exploitation de ces grandes fermes des environs de Paris, au sol fertile, assurées d'un vaste marché : ce détail est à retenir car il fournit la clé d'une partie de sa doctrine. Médecin du roi en 1752, c'est auprès de celui-ci qu'il élaborait les grandes lignes de sa doctrine économique, politique et fiscale. Les « Maximes générales du gouvernement d'un royaume agricole » sont une œuvre d'occasion : vivant dans l'intimité du roi qui le nommait « son penseur », Quesnay avait pu suivre de près les dernières péripéties de la lutte entreprise par Machault pour l'établissement du vingtième ; il avait été frappé de l'influence des Parlements qui tenaient la volonté royale en échec ; il savait la haine justifiée que Louis XV portait aux magistrats ; il avait pu noter, en outre, les difficultés que rencontrait le vingtième d'industrie.

Les Maximes furent remises par Quesnay au roi, qui réclamait de la copie (il était féru de typographie), comme un extrait des *Economies royales* de Sully. Louis XV, qui ne manqua pas d'y reconnaître les idées de son médecin favori, en fut sur le moment si enthousiasmé que, le comparant à ses ministres, il s'em-

pressa de déclarer que « le docteur en savait plus qu'eux tous (2) ».

II. — *La doctrine fiscale de Quesnay*

En quoi consistait la doctrine de Quesnay ?

Du point de vue fiscal (3), nous pouvons la résumer

(2) Cf. sur la genèse de la physiocratie, les *Mémoires de Madame du Hausset*. Voir aussi SCHELLE, *Le docteur Quesnay* (Alcan, 1907).

(3) La doctrine fiscale et économique est doublée d'une théorie métaphysico-politique qui l'étaie.

Pour assurer l'autorité royale Quesnay reprend à son compte les lois naturelles de Montesquieu, en leur donnant un caractère providentiel que nous ne croyons pas retrouver dans la pensée de celui-ci.

Ces lois sont inscrites dans les choses et dans la nature humaine ; elles règlent économiquement l'activité propre de l'homme, ses rapports avec ses semblables, les sociétés, les mœurs ; — l'homme qui est libre peut les enfreindre mais à ses risques et périls, l'infraction comportant en elle-même sa sanction et le mal — social, physique ou moral — se réduisant, en définitive, à une inadaptation fonctionnelle ; mais si l'homme est libre, il est raisonnable et il suffit de lui faire connaître ces lois et leurs avantages pour qu'il s'y plie ; tout rentre alors dans l'ordre, la société est parfaitement réglée et les individus parfaitement heureux.

Or, ces lois découlent toutes d'une loi suprême, la loi de propriété, qui n'est que l'expression appliquée de l'instinct de liberté.

La propriété est absolue et générale, elle comprend :

1° la propriété personnelle, c'est-à-dire la liberté physique et morale ;

2° la propriété mobilière, c'est-à-dire l'usage exclusif des fruits du travail, qui assure la première ;

de la manière suivante : du principe de propriété, corollaire pour Quesnay de celui de la liberté individuelle, découle celui de la liberté du commerce. Le pouvoir qui n'est fait que pour assurer la propriété ne saurait la restreindre sans aller contre sa propre nature.

D'ailleurs les douanes, comme les impôts indirects, sont inutiles puisqu'en fin de compte ce sont les propriétaires fonciers qui supportent l'impôt (4). En effet,

3° la propriété foncière qui assure la seconde.

Comme cette loi est une loi providentielle, elle ne peut être qu'utile et juste. Pour en assurer le respect, Dieu a mis au cœur de l'homme l'instinct social qui permet la mise en action et la garantie légale de ces principes sans laquelle ils restent de vains mots (GONNARD, *Histoire des doctrines économiques*).

La garantie sociale en rendant effectif le droit de propriété donne à l'organisme qui la met en œuvre une sorte de droit éminent, ou plutôt une sorte de copropriété sur l'ensemble des biens-fonds. La meilleure forme de gouvernement sera celle qui assurera de la façon la plus complète l'exercice du droit de propriété, celui dont les intérêts sont solidaires de ceux des propriétaires ; ce ne peut être que la monarchie, héréditaire, absolue (et non tempérée « un corps d'administrateurs pouvant s'enrichir en appauvrissant la nation »). C'est la théorie du despotisme légal.

On voit la portée de cette doctrine : avec une telle machine de guerre, on pouvait légitimer toute mise en silence des Parlements et justifier les tendances absolutistes de la Monarchie ; d'autre part le principe de la copropriété du souverain entraînait l'anéantissement des privilèges.

(4) Cf. QUESNAY, dans l'*Analyse du tableau économique* (1766), « la nation est réduite à trois classes de citoyens : la classe productive, la classe des propriétaires et la classe stérile. Comme la terre est l'unique source des richesses, la classe productive est celle qui fait renaitre par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances et les travaux de

on ne peut le demander à la classe productive sans tarir la productivité et nuire par contre-coup aux propriétaires. Le demander alors à la classe stérile ? Mais elle ne fait, selon l'expression de Baudeau, que « donner la façon » aux produits qui lui viennent de la classe possédante et qui lui retournent : l'impôt retombera donc sur celle-ci, mais avec un accroissement de difficultés dans la perception. La logique commande donc d'opérer l'imposition sur la classe des propriétaires directement (5).

Quesnay résume son système dans ses Maximes : « ...que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique source de richesses et que c'est l'agriculture qui les multiplie. » — « ...Que l'impôt ne soit pas destructif ou disproportionné à la masse du revenu de la nation ; que son augmentation suive l'augmentation des revenus ; qu'il soit éta-

l'agriculture et qui paie annuellement les revenus des propriétaires de la terre. La classe des propriétaires comprend le souverain, les possesseurs des terres et les décimateurs. Cette classe subsiste par le revenu ou produit net de la culture, qui lui est payé annuellement par la classe productive, après que celle-ci a prélevé, sur la reproduction qu'elle fait renaitre annuellement, les richesses nécessaires pour se rembourser de ses avances annuelles et pour entretenir ses richesses d'exploitation. La classe stérile est formée de tous les citoyens occupés à d'autres travaux et à d'autres services que ceux de l'agriculture ».

(5) « Les propriétaires, le souverain et toute la nation ont un grand intérêt à ce que l'impôt soit établi en entier sur le revenu des terres immédiatement ; car toute autre forme d'imposition serait contre l'ordre naturel, parce qu'elle serait préjudiciable à la reproduction et à l'impôt et que l'impôt retomberait sur l'impôt même » (BAUDEAU, cité par F. DE FLAIX, *op. cit.*).

bli sur le produit net des biens-fonds et non sur le salaire des hommes ni sur les denrées où il multiplierait les frais de perception, préjudicierait au commerce et détruirait annuellement une partie des richesses de la nation. »

Le partage du produit net va donc s'effectuer entre le roi et les propriétaires ; il est équitable puisque la garantie sociale donne au roi une sorte de copropriété. En cas de contestation sur le taux il est juste que le souverain l'emporte : il est impossible qu'il veuille se causer préjudice à lui-même en ruinant les propriétaires et, par suite, la nation.

Parce qu'il s'agit de copropriété, l'impôt doit être un impôt de quotité et son taux sera normalement immuable.

L'impôt doit être annuel et ne saurait être anticipé puisqu'il dérive du produit des terres et que, sous nos climats, la récolte n'a lieu qu'une fois l'an.

Il s'établit sur le produit net, c'est-à-dire sur le produit brut, déduction faite des avances annuelles et des dépenses des fermiers.

Enfin, Quesnay, répondant aux Parlements qui prêchaient l'assainissement financier par la compression des dépenses, concluait : « Que le gouvernement soit moins occupé du soin d'épargner que des opérations nécessaires pour la prospérité du royaume, car de très grandes dépenses peuvent cesser d'être excessives par l'augmentation des revenus ; mais il ne faut pas confondre les abus avec les simples dépenses, car les abus pourraient engloutir toutes les richesses de la nation et du souverain. »

Il conseillait, en outre, comme Fénelon, d'éviter la

formation des fortunes pécuniaires qui « dérobent une partie des revenus à la circulation, à la distribution et à la reproduction ».

Impôt unique, direct, de quotité, à taux fixe, foncier, sur le produit net, et payé par le seul propriétaire : voilà en résumé la solution fiscale qu'apporte la physiocratie.

L'intérêt politique du système est évident. Il supprime les investigations parlementaires, rend inutile le consentement à l'impôt, sous quelque forme que ce soit. L'impôt est relativement facile à établir : un bon cadastre de terres, avec des révisions périodiques, n'excède pas les possibilités administratives tandis qu'un état exact des revenus mobiliers ou de l'industrie et surtout son maintien à jour est pratiquement irréalisable.

Les frais de perception sont réduits et l'impôt est économique. La suppression des autres impôts augmente l'activité du commerce, valorise par suite les produits agricoles et assure un accroissement continu du produit de l'impôt.

Plus de luttes ! plus d'économies fastidieuses ! c'était si beau que le gouvernement ne pouvait manquer d'être séduit ; pour la seconde fois depuis Louis XIV, il allait abandonner le prudent empirisme traditionnel.

En pratique, l'impôt physiocratique pouvait se présenter comme une réforme de la taille : c'est sous ce masque que Bertin chercha à le faire agréer,

III. — *Valeur du système*

Quelle est la valeur de ce système fiscal ? Si la suppression des privilèges, l'établissement d'un cadastre, l'imposition du produit net et non du produit brut, sont des améliorations indéniables, on ne saurait, par contre, admettre le paiement par les seuls propriétaires et la réduction de tout le système fiscal au seul impôt foncier sur la propriété non bâtie.

En effet, la théorie physiocratique est établie sur un certain mode de production : le fermage moderne à prix d'argent. Lorsque Quesnay postule que le produit de la terre fait retour au propriétaire, abstraction faite des avances foncières et des dépenses normales d'entretien de la classe laborieuse, il raisonne sur un certain mode de louage, courant alors dans l'Ile-de-France et dans le Nord, mais là seulement. Le malheur, en effet, comme l'a bien vu Adam Smith vers les années 70 (6), comme devait le noter encore trois quarts de siècle plus tard John Stuart Mill, c'est que ce qui domine alors en France (pour les 5/6, dit Smith) c'est le métayage ou colonat partiaire (7).

(6) A. SMITH, *Wealth of Nations* (Dent) livre 3, chap. 2 (t. 1, p. 347).

(7) La théorie fiscale des physiocrates est fausse parce que ses postulats économiques sont faux :

1° ce n'est pas la quantité de matière produite qui fait la richesse, c'est l'ophélimité de ces produits ;

2° ce premier point acquis, le phénomène de la rente est général ;

3° la rente n'est pas le monopole du propriétaire : elle se partage entre le capitaliste, l'entrepreneur et l'ouvrier.

Ces trois points sont de doctrine courante à notre époque.

Le bail, qu'envisage Quesnay, où la rente existe toujours et se trouve toujours parfaitement dégagée, est bien, en théorie, le plus favorable aux propriétaires, mais il suppose un marché agricole très actif et, à défaut des communications et des transports modernes, l'existence d'une grande ville alimentée par ses faubourgs immédiats ; il y a alors toujours, à la fois rente différentielle et rente marginale. Mais ailleurs les conditions mêmes d'existence de la société, l'exiguité des marchés, font que le propriétaire trouve plus utile et plus sûr de vivre au moins partiellement du produit de ses terres ; nous avons alors le métayage, le partage des fruits, par moitié d'ordinaire, entre le propriétaire et le métayer.

Imposer dans ces conditions le seul propriétaire, c'est laisser de côté toute une partie de la rente foncière celle qui reste aux mains du locataire. L'impôt que Quesnay veut perçu sur le produit net ne serait établi que sur une quote-part seulement, la moitié en général de ce produit net, ou bien, établi sur le produit net objectif des terres, il frapperait le propriétaire pour un revenu double de celui-ci qu'il perçoit en fait : dans le premier cas, c'est le rendement de l'impôt qui souffre ; dans le second cas, c'est le sort du propriétaire, que l'Etat a pourtant pour devoir essentiel de protéger, qui devient lamentable (Turgot ne prétendait-il pas imposer jusqu'à 56 % du produit net !) (8).

Mais cet impôt suffirait-il d'ailleurs à lui seul à

(8) Cf. FOURNIER DE FLAIX, *op. cit.*, p. 178.

équilibrer les dépenses publiques ? On en peut douter. Ces dépenses montaient à 284 millions en 1758, à 368 en 1763, à 540 millions en 1789. Or, quel peut être à cette époque le revenu net agricole ? Nous possédons quelques évaluations contemporaines : le marquis de Mirabeau l'estime en 1760 à 500 millions, Forbonnais, quelques années avant, à 600 millions, Lavoisier, trente ans plus tard, à 1.200 millions ; ce dernier chiffre qui devait servir de base aux calculs de la Constituante est vraisemblablement trop élevé car la Restauration fut obligée de diminuer l'impôt foncier établi sur cette donnée.

En admettant même ce chiffre, l'impôt physiocratique oscillerait, de 1758 à 1789, entre les taux de 45 et de 60 %. Et cet impôt doit s'appliquer à une seule catégorie de citoyens !

Ne pourrait-on penser cependant que cet impôt répercuterait sur les autres sources de revenu ? Au vrai, celui qui l'acquitte est le véritable contribuable : la chance est grande qu'il puisse s'en faire rembourser en tout ou en partie ; elle dépend de la loi de l'offre et de la demande et les données sont si nombreuses, si difficiles à peser, si variables, que la probabilité de répercuter l'impôt devient étonnamment réduite lorsqu'avec un système de libre-échange, on impose aux propriétaires fonciers de supporter seuls ce risque.

A la fin du règne de Louis XV l'industrie et le commerce représentaient près d'un milliard de revenu, abstraction faite des revenus des professions libérales ; déjà en 1717, l'intendant de Rouen considérait que,

pour la Normandie, la part de l'industrie dans la taille arbitraire montait à la moitié de l'imposition (9).

Comment imaginer que cette masse, en tout ou en partie, puisse après des milliers de circuits se régler sur les revenus des terres, des prés, des vignes et des bois ?

IV. — *Les adeptes*

On a répété que Voltaire, en raillant Quesnay et son école dans *L'Homme aux Quarante Ecus*, avait montré peu de sens économique : ne faisait-il pas preuve seulement de bon sens ? (10).

(9) Archives nationales G¹ 1130. *Généralité de Rouen. Réflexions sur le projet de taille proportionnelle* (février 1717).

(10) « Il parut plusieurs édits de quelques personnes qui, se trouvant de loisir, gouvernent l'Etat au coin du feu. Le préambule de ces édits était que la puissance législatrice et exécutive est née, de droit divin, copropriétaire de la terre et que je lui dois au moins la moitié de ce que je mange. Que serait-ce si cette puissance, qui préside à l'ordre essentiel des sociétés avait ma terre en entier ? L'un est encore plus divin que l'autre. Les nouveaux ministres disaient encore dans leur préambule qu'on ne doit taxer que les terres parce que tout vient de la terre, jusqu'à la pluie, et que, par conséquent, il n'y a que les fruits de la terre qui doivent payer l'impôt. Un de leurs huissiers vint chez moi dans la dernière guerre ; il me demanda pour ma quote-part trois sacs de blé et un sac de fèves, le tout valant vingt écus, pour soutenir la guerre. Comme je n'avais alors ni blé, ni fèves, ni argent, la puissance législatrice et exécutive me fit traîner en prison et on fit la guerre comme on put. En sortant de mon cachot, n'ayant que la peau sur les os, je rencontrai un homme joufflu et vermeil dans un carrosse à six chevaux ; il avait six laquais et donnait à chacun d'eux, pour gages, le double de

Mais la matière était si nouvelle, l'exposé si dogmatique et la propagande si admirablement faite que sa verve étincelante ne reçut pas l'applaudissement ordinaire ; — le « roi Voltaire » était trahi par ses propres troupes et la plupart des philosophes se ralliaient au mouvement : Condillac, Condorcet prenaient fait et cause pour la physiocratie ; d'Holbach préconisait un système assez voisin ; le grave Forbonnais, pourtant plus au courant de la pratique fiscale, sans admettre l'impôt unique de Quesnay, faisait de la taxe territoriale l'élément central de son plan (11).

Si nous comparons avec les théories des réformateurs fiscaux du début du siècle, nous devons reconnaître un recul très marqué dans la valeur pratique ; ce sont pourtant ces projets chimériques qui dominent et façonnent l'histoire financière des dernières décades de l'Ancien Régime.

mon revenu. Il m'avoua pour me consoler qu'il jouissait de 400.000 livres de rentes. — Vous en payez donc 200.000 à l'Etat, lui dis-je, pour soutenir la guerre, car moi qui n'ai juste que 120 livres il faut que j'en paie la moitié ! — Moi ! que je contribue aux besoins de l'Etat ! Vous voulez rire, mon ami ; j'ai hérité d'un oncle qui avait gagné 8 millions à Cadix et à Surate ; je n'ai pas un pouce de terre ; tout mon bien est en contrats, en billets sur la place ; je ne dois rien à l'Etat. C'est à vous de donner la moitié de votre subsistance, vous qui êtes un seigneur terrien. Payez, mon ami, vous qui jouissez en paix d'un revenu clair et net de quarante écus ».

(VOLTAIRE, *L'homme aux quarante écus*).

(11) FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de la France* (1758), Introduction.

Section II. — LES FAITS

I. — *L'interrègne de Machault à Bertin*

A Machault avaient succédé Moreau de Séchelles, Peirenc de Moras, puis Boullongne ; administrations sans histoire quant à la taille (12).

L'édit de subvention générale par lequel un quatrième contrôleur général, Silhouette, animé d'une extraordinaire volonté de réforme, cherchait à frapper enfin le privilège, suscita une véritable coalition des Parlements, des financiers (première manifestation de l'ingérence des puissances d'argent, des « fortunes pécuniaires » comme l'on disait alors, dans les affaires d'Etat) et des économistes.

Les physiocrates arrivèrent au pouvoir (novembre 1759).

Le roi se contenta d'écarter le fougueux « ami des hommes », néophyte trop ardent du docteur, et fit appel au lieutenant général de police, Bertin, qui commença par faire incarcérer son confrère en physiocratie et encombrant compétiteur. Car avant d'appliquer la doctrine il fallait vivre (13).

12) Les impôts indirects par contre furent augmentés, un second vingtième fut établi pour soutenir la guerre et on eut recours une fois de plus aux expédients et aux emprunts.

(13) Pour parer au plus pressé, Bertin obtenait un troisième vingtième et diverses augmentations de capitation, ainsi que d'autres mesures prises dans le projet de subvention générale de son prédécesseur.

II. — *Bertin et la réforme physiocratique de la taille*

La paix revenue, Bertin put reprendre ses projets de réforme. L'édit d'avril 1763 supprima, comme on l'avait promis, les impôts de guerre et annonça la confection d'un cadastre de tous les biens-fonds du royaume, y compris ceux du domaine, pour permettre une répartition proportionnelle des impositions, « sans donner aucune atteinte aux privilèges bien établis », concession apparente destinée à faire passer le cadastre.

Quelle était la pensée de Bertin ? M. Marion croit à une réforme sous le couvert du vingtième. Mais le vingtième ne contient pas, en théorie, de privilèges. Cette mention des privilèges montre bien que Bertin songeait à la taille ; d'autant plus que l'édit annonçait la suppression dans six ans des deux premiers vingtièmes, ce qui aurait été un comble de maladresse si l'on avait pensé non seulement les maintenir mais encore leur faire donner un rendement supérieur. Il est probable que la suppression totale des vingtièmes faisait bien partie du plan de Bertin, ainsi que celle de la plupart des autres impôts, et que la réforme projetée consistait : 1° à légaliser la base réelle de la taille et à l'imposer sur le revenu net ; 2° à réduire les exemptions au minimum ou même à les supprimer ; assurer enfin l'imposition territoriale des physiocrates.

Nous avons d'ailleurs une preuve que le contrôleur général comptait bien arriver à l'impôt territorial uni-

que sous le couvert d'une réforme de la taille, par le questionnaire envoyé à Fontette (14) (et probablement aux autres intendants) : il s'enquiert, en effet, à propos du cadastre, de la convenance qu'il y aurait « dès maintenant de révoquer les déclarations de 1723 et 1728 », c'est-à-dire remplacer la taxation à la taille dans la paroisse du domicile par la taxation au lieu de situation des biens.

Comme trois ans auparavant, les Parlements se déchainèrent (15) ; il fallut partout procéder aux enregistrements militaires. Mais le roi soudain prit peur et crut que la nation se détachait de lui. Le contrôle général fut donné en tribut au vainqueur, en la personne d'un conseiller au Parlement, Laverdy ; en même temps, Maupeou prenait les sceaux des mains de Lamoignon.

Les économistes quittaient le gouvernement sans avoir pu faire appliquer leur plan ; mais leurs idées s'imposaient, se répandaient, imprégnaient la masse de la population ; leur cause était gagnée devant l'opinion. Dès ce moment, tout essai de réforme, non-conforme à la doctrine de Quesnay, aura contre lui,

(14) Archives Calvados C. 4521.

(15) Et pourtant, si grande était déjà l'influence physiocratique que les Parlements ne discutaient pas l'impôt unique ; ce n'étaient pas tant les sentiments de Bertin qu'ils attaquaient que sa personne (nouveau cas d' « hérésie personnelle », assez amusant dans ces assemblées jansénistes), car les cours consentaient, si besoin était, à la confection du cadastre pourvu qu'elles eussent la haute main sur l'opération et qu'on respectât les privilèges (Cf. *Remontrances du Parlement de Besançon*).

outre l'opposition traditionnelle des classes privilégiées, l'hostilité active du tiers et l'indifférence des administrateurs.

III. — *Laverdy et l'échec de la troisième tentative de taille proportionnelle*

Le contrôleur général Laverdy arrivait au pouvoir sans idées préconçues en matière de finances. Parlementaire et janséniste, il ne s'était jusque-là distingué que par son ardeur antijésuitique.

Son ignorance fiscale, n'eût été sa trop grande méfiance de lui-même, faillit donner des résultats inespérés. On a souvent écrit que son ministère avait hâté la course à l'abîme ; ce n'est pas très équitable. Il est vrai qu'il fit participer la monarchie aux manifestations de son humilité, mais son plan de gouvernement n'était pas si sot. Il faut se souvenir qu'en cette année 1763 la monarchie est au point le plus bas qu'elle ait jamais atteint, dans des conditions plus désastreuses peut-être qu'en 1789. La guerre a accru massivement la dette, elle s'est terminée par un traité désastreux ; depuis dix ans l'anarchie croît ; le déficit est énorme, le système fiscal vétuste, l'hostilité grandissante ; l'esprit public, insuffisamment éduqué, s'attache à des chimères d'idéologues. Voilà le bilan de la situation lorsque Laverdy en assume la charge.

Le contrôleur général commença par occuper ses anciens collègues (16) en les chargeant de documenter le gouvernement sur les matières de finances ; mesure

(16) Déclaration du 21 novembre 1763.

dont on n'a pas assez apprécié l'ironie. Il réprimait, d'autre part, la propagande philosophique et physiocratique (17) et cherchait, par la réglementation du marché de l'argent, à opérer la conversion de la dette publique.

Enfin, pensant avoir par ces mesures pacifié ou du moins réduit au silence l'opposition, Laverdy tentait de réaliser la réforme fiscale, en écartant les nouveautés dangereuses : il reprit le vieux projet de Noailles et d'Orry sur la taille proportionnelle. Un édit de juillet 1766 limitait strictement les exemptions de taille d'exploitation.

La déclaration du 7 février 1768 universalisa le système de la taille tarifée ; deux parties étaient distinguées dans le brevet des tailles : la première restait fixe pour permettre à la longue une proportionnalité stricte entre les élections et les paroisses (18) ; les rôles étaient faits sous le contrôle de commissaires, sur enquêtes et déclarations contradictoires des biens-fonds, facultés et industrie ; enfin la déclaration du 17 février 1728 était abrogée et le produit des terres devait être imposé au lieu de situation des fonds, l'industrie et les autres facultés au domicile. Le projet était donc supérieur à celui d'Orry et, avec quelques nuances, très proche de celui du duc de Noailles.

Les remontrances parlementaires reprirent ; le motif caché en était la crainte de voir réduire les privilèges abusifs que les exempts avaient réussi à s'arroger, pour eux-mêmes et leurs fermiers, au delà des dis-

(17) Déclaration du 28 mars 1764 qui interdisait l'impression et le colportage d'ouvrages sur la réforme des finances.

(18) Circulaire d'août 1767.

positions légales ; en outre, beaucoup redoutaient qu'une taille proportionnelle ne permit par un moyen détourné d'établir une sorte de cadastre et de revenir bientôt à un impôt général sans exemptions. Ce fut le motif des arrêts du 31 mars et du 18 avril 1768 de la Cour de Rouen, interdisant les opérations des commissaires, comme préliminaires d'un cadastre qui, depuis la déclaration de novembre 1763, ne devait être fait qu'après examen des règlements par les Cours (19).

Partout les Parlements cherchèrent à maintenir la déclaration de 1728. L'opposition des Cours était forte ; mais ce fut surtout la négligence totale des administrateurs locaux qui provoqua l'échec de cette tentative de réforme : elle fut mal appliquée, peu de paroisses furent touchées et elles ne le furent que fort peu de temps.

IV. — Terray. — *La réforme de la taille dans la généralité de Paris*

La physiocratie, avec Maynon d'Inveau, fit alors sans grand succès une brève réapparition au contrôle général.

Le successeur de Maynon d'Inveau, un conseiller clerc du Parlement de Paris, l'abbé Terray, chercha surtout à résoudre le problème fiscal en améliorant les vingtièmes ; il ne rentrerait donc pas dans notre étude s'il n'avait soutenu la taille tarifée que Bertier

(19) Cf. Archives Calvados C. 4521. Arrêts du Conseil cassant les arrêts de la Cour de Rouen (4 avril et 25 août 1768).

de Sauvigny introduisait dans la généralité de Paris ; résultat plus important encore : l'opposition parlementaire était mâtée.

L'avènement d'un nouveau roi aux goûts simples, ennemi du faste, devait, semble-t-il, faciliter le rétablissement complet des finances (20). Il n'en fut rien ; Terray fut rapidement éliminé et Louis XVI appela aux finances l'espoir des physiocrates, l'ancien intendant du Limousin, depuis peu secrétaire à la Marine, Turgot.

(20) Le déficit, considérablement réduit par les mesures draconiennes de Terray, pouvait être dès lors supprimé par une réduction importante des dépenses de la Cour. — Terray et Maupeou s'empressèrent d'en présenter le programme à Louis XVI et il semble bien, si l'on en croit l'abbé de Véri, que le roi ait dès l'abord adopté et se soit déclaré prêt à seconder les vues des ministres de son aïeul. Ce fut par un chantage assez odieux, on pourrait dire par une véritable usurpation, que Maurepas obtint de l'ignorance et de la faiblesse de Louis XVI la disgrâce de Terray et le rappel inutile et dangereux du Parlement, alors que l'opinion commençait à « digérer les réformes » (PIÉTRI, *La réforme de l'Etat au XVIII^e siècle*, p. 161).

On se souvient que le premier mouvement de Louis XVI avait été d'offrir le rôle de mentor à Machault d'Arnouville et que le choix du frivole Maurepas lui fut imposé par Madame Adélaïde qui ne pouvait souffrir l'ancien protégé de la Pompadour. On a l'image du règne : esprit juste et volonté faible, Louis XVI oscilla au gré des passions de ceux qui réussirent successivement à le chamberer.

Au lieu de l'équipe Machault-Maupeou-Terray, on eut Maurepas, Miromesnil et Turgot ; dans les trois choix, la monarchie et le pays perdaient.

[Cf. *Journal de l'abbé de Véri* (publié par de Witte-Tallandier, 1928), t. 1, pp. 115 et 183 ; *Mémoires de Madame Campau*, t. 1, p. 82].

V. — *Turgot. — Reprise du projet de Bertin*

Les réformes réalisées par celui-ci dans la généralité de Limoges avaient porté sa réputation aux nues ; il était l'ami de Condorcet, de Malesherbes, de Dupont de Nemours.

Sachant la difficulté d'application de l'impôt territorial, il ne voulut agir que par paliers : commencer par appliquer les mesures économiques du plan Quesnay, rectifier au maximum la taille et les vingtièmes en ce qui concerne les biens-fonds, enfin n'établir l'impôt physiocratique que lorsque ces réformes auraient provoqué une plus-value considérable des produits agricoles et permis de dresser, par le truchement des rôles de taille et des vingtièmes, une espèce de cadastre des terres, puisque la tentative de Bertin montrait qu'on ne pouvait obtenir directement un cadastre véritable de la bonne volonté des Parlements.

Il ne put réaliser tout son programme : seule la partie économique fut appliquée. En matière fiscale, il abolissait, par la déclaration du 3 janvier 1775, les contraintes solidaires pour la taille et supprimait les receveurs alternatifs ; par son édit de mars 1776, sur le remplacement de la corvée, il tentait une application limitée de l'impôt territorial. Les Parlements, Maurepas, la Reine, toute la Cour, ligués contre cette atteinte au privilège, extorquèrent le renvoi de Turgot (mai 1776).

VI. — *Clugny. — Projet non appliqué de taille proportionnelle*

L'intendant de Bordeaux, Clugny, successeur et adversaire de Turgot, dont il rapporta toutes les mesures, mourut trop tôt (octobre 1776) pour mettre en œuvre la taille proportionnelle qu'il préconisait avant son arrivée au contrôle général (21).

VII. — *La débâcle*

Cette date d'octobre 1776 peut être considérée, si l'on s'en tient aux documents généraux, comme celle de l'abdication de la monarchie en matière fiscale. Si des réformes de détail ont été réalisées sous Necker, on paraît renoncer en tout cas aux réformes essentielles. L'impôt physiocratique, que souhaite l'opinion, soulève l'hostilité des grands corps privilégiés. La réforme du système ancien voit se liguier contre elle et les privilégiés et l'opinion.

Désormais, jusqu'à la Révolution, on érige l'emprunt en système ; Necker et Taboureaux des Réaux, Necker seul, Joly de Fleury, d'Ormesson, Calonne, Bouvard de Fourqueux, Laurent de Villedeuil et Brienne, Lambert et de nouveau Necker, n'eurent pas d'autre ressource. La guerre précipitait la déroute financière et fiscale.

(21) Archives Gironde C. 253. Cité par MARION, *Histoire financière*.

Les emprunts ne suffisant pas, on suspendit à plusieurs reprises les paiements. Les annulations massives de crédits que le gouvernement, sentant la catastrophe imminente, se décidait à faire en 1788, n'avaient pour effet comme l'a montré Albert Sorel que d'obliger à l'abandon de la position d'arbitre, que la politique active de Vergennes et la guerre d'Amérique nous avaient regagnée, et ne pouvaient empêcher, en définitive, le recours aux Etats Généraux.

La monarchie n'avait donc pu officiellement mener à bien la réforme de sa fiscalité qu'imposaient les transformations sociales.

A son indécision s'étaient ajoutées successivement, comme autant d'obstacles, les résistances des classes privilégiées, celles des financiers, l'opposition des économistes et des philosophes, les illusions du peuple.

Mais ce qui n'avait pu faire l'objet d'une réglementation générale n'a-t-il pas, comme cela est arrivé assez souvent dans l'histoire de la monarchie, été repris et mené à bien sur le plan local ? Le gouvernement n'a-t-il pu, en quelque sorte « par petites touches », réaliser une réforme de fait, par l'entremise des intendants ?

On ne saurait sous-estimer le rôle de ceux-ci. La marge assez grande d'initiative, d'autonomie, qu'ils possédaient, ont pu avoir des inconvénients, certes, mais on ne peut mettre en doute les avantages qu'elle offrait au gouvernement, lorsque l'agent local était intelligent et zélé. L'exemple de Bertier de Sauvigny dans la généralité de Paris est célèbre.

N'a-t-il pu en être de même dans les autres généralités ? L'étude des tentatives de taille proportionnelle dans les généralités de Caen et d'Alençon confirmera cette hypothèse.

DEUXIEME PARTIE

La taille proportionnelle des campagnes et des villes dans les généralités de Caen et d'Alençon

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la réforme dans les deux généralités de Basse et Moyenne-Normandie

I. — Le régime de la taille dans les deux généralités, à la mort de Louis XIV

La généralité de Caen n'offre pas de tentatives de réforme de la taille aussi originales que celle de Champagne ou celle de Paris : elle s'est bornée généralement à l'application des projets gouvernementaux. Ses essais n'eurent d'ailleurs ni l'ampleur ni la durée de ces célèbres réussites. Cependant, ils sont intéressants par leur orthodoxie même ; ils nous permettent d'estimer équitablement la valeur pratique des idées de Noailles, d'Orry et de Laverdy.

Quelle était la situation de la généralité au début du xviii^e siècle ? La taille y pesait uniquement sur les campagnes et les bourgs. Les villes de quelque importance avaient réussi à obtenir un régime privilégié.

Deux villes sont franches de taille :

Cherbourg depuis 1464, Granville depuis 1445 ; l'une et l'autre voient leurs lettres de franchise renouvelées et confirmées en 1718 ; — trois villes sont abonnées : Caen depuis 1483, Bayeux et Valognes ; toutes les trois ont obtenu confirmation de leur privilège depuis le début du siècle ;

— enfin sont tarifées et paient leurs tailles sur les deniers d'octroi : Vire, Condé-sur-Noireau, St-Lô, St-Laurent et Notre-Dame de Thorigny, Coutances et divers autres lieux (1).

Il était difficile de revenir sur ces régimes de faveur sans soulever l'animosité des populations : d'ailleurs seules les villes franches et les villes abonnées étaient une gêne pour le Trésor ; il pouvait frapper les villes tarifées comme les villes ordinaires et le problème pour celles-là ne concernait que la justice intérieure de la charge fiscale. Aussi le gouvernement ne se souciait de changer le régime des villes tarifées que lorsque celles-ci, devant les effets néfastes des droits, le demandaient.

La réforme de la taille dans la généralité de Caen ne pouvait donc s'attaquer qu'à la taille des communautés rurales ; cette situation était à peu près iden-

(1) On peut ajouter aux villes franches le Mont-Saint-Michel. Archives Calvados C 4392 et également C 272, 277, 279, 282, 284, 287, 288, 290, 291.

tique à celle de l'ensemble du pays et les divers projets de taille proportionnelle marquaient nettement par leurs dispositions qu'ils avaient été conçus pour les campagnes. Non pas que l'établissement d'une taille proportionnelle fut impossible dans les villes et dans les gros bourgs : les exemples favorables des villes voisines, Lisieux, Evreux et bien d'autres, prouvent qu'on pouvait établir un système homogène d'imposition frappant toutes les facultés du contribuable quelle que fut l'importance des agglomérations ; le pouvoir royal péchait autant par paresse que par timidité et ne jugeait pas utile, lorsque personne ne réclamait, de réformer pour le seul amour de la science fiscale. Il fallait d'ailleurs que les droits en remplacement de taille fussent nettement abusifs, qu'ils apportassent des entraves intolérables au commerce et à l'industrie, pour que l'on réclamât ; on leur pardonnait beaucoup parce qu'ils libéraient du joug accablant de la collecte.

Les tailles proportionnelles que nous rencontrons dans la généralité de Caen, ni nous exceptons l'expérience manquée de Pontorson, seront donc exclusivement des tailles rurales.

Cette taille proportionnelle des campagnes nous la retrouvons aussi dans la généralité d'Alençon ; mais nous y trouvons surtout de nombreux exemples de taille proportionnelle des villes. La situation de la généralité d'Alençon à la mort du Grand Roi est identique à celle de la généralité de Caen : la quasi-totalité des villes ou gros bourgs ont été soumis à un tarif

et paient leur taille, en tout ou en partie, sur les deniers d'octroi.

Mais ici les récriminations furent si vives, les premières réussites si convaincantes que nous verrons, en soixante ans, en dehors des tentatives de taille proportionnelle dans les campagnes, onze villes et gros bourgs et trois paroisses rurales demander et obtenir un système propre de taille proportionnelle et le conserver jusqu'à la Révolution (2).

(2) Nous avons dit que la taille proportionnelle ne présente pas dans la généralité de Caen l'originalité qu'elle a pu avoir ailleurs : la faute en est pour une grande part aux Intendants. Des sept intendants qui se succédèrent dans la généralité de Caen, de 1711 à 1789 : Guynet, Richer d'Aube, Vastan, La Briffe, Fontette, Esmangart et Cordier de Launay, seuls Vastan et Arnaud de La Briffe semblent s'être intéressés au problème. Les autres se sont bornés à exécuter les ordres dans la mesure où ils ne leur était pas possible de faire autrement. Fontette en particulier a montré un mauvais vouloir aussi éclatant à appliquer les projets de Laverdy qu'à opérer l'aménagement des vingtièmes prescrit par Terray. Guynet appliqua assez mollement les mesures préliminaires du projet Noailles. Richer d'Aube ne fit que passer à Caen. Quant à Esmangart et Cordier de Launay ils n'avaient pas l'envergure d'un Bertier de Sauvigny pour tenter de leur propre chef une réforme de la taille que les contrôleurs généraux ne songaient même plus à leur prescrire.

Au contraire, les intendants d'Alençon paraissent s'être inquiétés sans cesse de cette réforme de la taille : Courteille, Pomeru, et surtout Lallement de Levignen (1726-1766) et Jullien (1766-1790) ont favorisé les tentatives de taille proportionnelle, aménageant sans répit celle des villes et simplifiant celle des campagnes pour la mettre à la portée des collecteurs et éviter le recours aux commissaires.

II. — *La taille proportionnelle des campagnes (1717)*

Le 6 novembre 1716 (3), les bureaux du contrôle général expédiaient à François Guynet, seigneur d'Artheil, intendant de Caen depuis 1711, et à Jacques Barberie de Courteille, qui venait de remplacer à Alençon Foullé de Martangis, ainsi qu'aux autres intendants des pays d'élection, les lettres, mémoire instructif et projets d'articles pour la taille proportionnelle, approuvés, le 27 octobre précédent, par le Conseil de Régence.

Le 16 novembre, Guynet, accusant réception de l'envoi, annonçait qu'il entreprendrait l'expérience dès qu'il aurait achevé le département des tailles pour 1717 et pris plus ample connaissance du projet. Il jugeait à propos de laisser les esprits « qui paraissent beaucoup en émotion sur les bruits qui se sont répandus » se calmer : « quoique le public ignore entièrement sur quoi roule le nouveau projet, il s'en forme des idées différentes qui ne servent qu'à le mettre dans l'agitation. » Jusque-là il se garderait de communiquer à qui que ce fut les ordres reçus et les dispositions prévues. Quand la tranquillité serait revenue, il commencerait lui-même, dans quelques paroisses plus particulièrement connues de lui, les opérations de recensement : il pourrait ainsi tenir le président du Conseil des finances au courant des difficultés rencontrées ou du succès qu'on pouvait se promettre ; cela lui permettrait en outre d'instruire plus sûrement les

(3) Archives nationales G⁷ 1130. « Note de l'envoi fait à MM. les Intendants des pays d'élection et des pays d'Etats des lettres et projets concernant la taille proportionnelle ».

commissaires qu'il faudrait envoyer dans toutes les paroisses (4).

Courteille, dans sa réponse du 30 novembre, appuyait lui aussi sur la nécessité de ne pas divulguer trop tôt les projets et annonçait qu'il allait conférer « avec des personnes capables et de probité » avant de fixer les modalités d'application à sa généralité de la taille proportionnelle (5).

Nous avons vu que le projet Noailles consistait à imposer les fonds au lieu de situation, par comparaison des divers fonds du même territoire, et l'industrie, main-d'œuvre et commerce, au domicile du contribuable. Un état préalable devait être dressé et une commission, composée du commissaire, délégué par l'Intendant, et de dix habitants élus, devait « arbitrer... ce que les meilleurs héritages... les médiocres et les moindres... » pouvaient donner de revenu, par nature de culture (6).

Nous ne saurions dire, faute de documents, ce qui fut fait dans la généralité d'Alençon (7).

(4) Archives nationales G⁷ 1130. « Copie de la lettre écrite à M. le duc de Noailles par M. Guynet, le 16 novembre 1716 ».

(5) Archives nationales G⁷ 1130. « Copie de la lettre écrite à M. le duc de Noailles par M. de Courteille, le 30 novembre 1716. »

(6) Articles 2 à 6 du projet Noailles. Archives nationales G⁷ 1130.

(7) Les fonds d'intendance conservés à Alençon ne nous donnent rien sur cette période. Les registres de correspondance des intendants avec les ministres n'ont été conservés qu'à partir de 1720. Enfin les fonds d'élection ne nous renseignent pas plus : les rôles de taille qui y étaient déposés ne nous sont parvenus

Dans celle de Caen, les opérations de la taille proportionnelle s'arrêtèrent là. Neuf paroisses furent inventoriées : nous possédons les états et mémoires secrets de cinq paroisses, les états de deux autres, les mémoires secrets seuls des deux dernières. Ce sont : dans l'élection de Caen, les paroisses d'Hermanville, de Lasson, de Saint-Pair et de Touffréville ; dans l'élection de Bayeux, les paroisses de La Bazoque, de Longueville et de Ver ; dans l'élection de Vire, les paroisses de Beslon et de La Graverie (8).

qu'en très petit nombre ; dans les quelques paroisses, dont nous possédons les rôles pour la période 1717-1720, nous ne trouvons aucune trace de taille proportionnelle mais une remise en vigueur, en 1718 et 1719 notamment, des édits de 1600 et de 1634. Dans nos recherches aux Archives nationales, nous n'avons non plus trouvé aucun indice sur l'opération dans la généralité d'Alençon.

(8) L'inventaire de la série C des Archives du Calvados me paraît contenir une erreur sur cette question : sous le numéro C 4390 est portée une lettre du subdélégué de Bayeux annonçant l'envoi des mémoires et états dressés dans trois paroisses pour la taille proportionnelle ; or ces mémoires et états, portés manquants à l'inventaire, existent pourtant aux Archives du Calvados ; ils se trouvent sous les numéros C 4410-4411 et 4412. Il ne peut s'agir que des mémoires manquants comme on le voit par leur identité avec les deux modèles portés sous le numéro C 4521 *bis* ; leur date (fin avril 1717) corrobore cette assertion puisque la lettre du subdélégué du Martel est du 13 mai de la même année.

Nous avons été amenés par là à retrouver les six autres états et mémoires dont Noailles accuse réception (C 4390), le 30 juin 1717 ; les états de l'élection de Caen, au nombre de quatre, établis sur les mêmes modèles (C 4521 *bis*), se trouvent aux numéros C 4441-4442-4443-4444 du catalogue ; enfin, ceux de l'élection de

Le 12 juin 1717, l'intendant de Caen adressait au duc de Noailles les doubles des états et des mémoires et y joignait ses observations personnelles sur les difficultés de l'entreprise et les modifications qu'il y avait lieu de faire subir au projet : nous les retrouverons plus loin. Il avait pu se rendre compte de l'hostilité que rencontrait l'établissement de la taille proportionnelle. Il avait été assez mal secondé d'ailleurs par ses subdélégués qui ne manquaient point de mettre l'accent sur le mérite qu'ils avaient eu à accomplir un ouvrage aussi exténuant ; ainsi du Martel, subdélégué de Bayeux, qui déclarait ne pas connaître de « travail

Vire (nous n'avons retrouvé que les mémoires secrets) sont portés aux numéros C 4512 *bis* et C 4513.

Les neuf mémoires et états envoyés au Conseil le 12 juin étaient accompagnés, au témoignage de Noailles, d'observations de Guynet : or, les « Observations à faire sur le système de la taille proportionnelle et sur les estimations qui ont été faites », mémoire anonyme mais qui porte, coïncidence curieuse, la mention « envoyé le 12 juin 1717 », et que le catalogue attribue, dubitativement, d'ailleurs, à quelque fonctionnaire de l'élection de Vire, parce qu'on y fait mention de cette élection, ne pourraient-elles pas être attribuées en fait à Guynet ? Noailles, en effet, signale, dans sa lettre du 30 juin déjà citée : « ...ce que vous observez sur la nécessité de l'arpentage et sur l'industrie est fort judicieux » ; or, justement, les « Observations... » dont nous recherchons l'origine, se terminent par des remarques sur la faiblesse et la difficulté d'appréciation de l'industrie des campagnes et sur la nécessité de procéder à des arpentages si l'on veut éviter les fraudes concertées.

La probabilité (date et contenu) est donc suffisamment forte pour qu'on puisse attribuer ces observations à Guynet (C 4390) ; ce qui est assez important car elles nous permettront d'apercevoir les raisons techniques de l'arrêt de l'expérience.

plus pénible et plus ennuyeux », qu'il se trouverait « plus de difficulté dans l'exécution que messieurs qui ont dressé les mémoires dans leur cabinet n'ont prévu » ; — pour lui (physiocrate avant la lettre), il préconisait de frapper seulement les terres, mais toutes les terres en supprimant privilèges et exemptions, surtout celles des archers de la prévôté et des garde-étalons : la taille serait alors « imposée avec justice, la passion des collecteurs et leur pouvoir arbitraire bornés, le peuple... soulagé et les impositions... bien payées (9) ». Voire !

Il semble que le duc de Noailles fut assez déçu du peu d'empressement qu'on montrait pour son projet ; répondant à Guynet, le 30 juin 1717, il laissait percer son désappointement et annonçait que le Conseil allait porter son étude sur les observations qu'on lui soumettait (10).

(9) Archives Calvados C 4390.

(10) Archives Calvados C 4390. Lettre du duc de Noailles à l'intendant Guynet sur les remarques de celui-ci au sujet de la taille proportionnelle. « ...J'ai reçu, monsieur, avec votre lettre du 12 de ce mois, les observations sur la taille proportionnelle et les états de neuf paroisses de votre département, qui l'accompagnaient. J'ai examiné moi-même tout votre travail ; vous êtes parfaitement au fait de l'arrangement du Conseil sur cette matière. Je profiterai de vos remarques et l'on en fera usage en son temps, lorsqu'il s'agira de travailler aux provinces ou de faire un règlement général sur le fait des tailles. Je vous remercie de votre application à une affaire aussi importante à l'Etat. J'ai remarqué que les états de paroisses qui ont été faits par vous-même [il s'agit des états de l'élection de Caen] ou en votre présence sont bien et approchent de fort près le modèle du Con-

Le projet de taille proportionnelle était donc remis sur le chantier et l'application reportée à une date indéterminée.

Dans sa lettre aux intendants, le 27 octobre précédent, le duc de Noailles écrivait (11) : « ...vous devez dès à présent prendre toute sorte de mesures pour préparer l'établissement du nouveau projet, en sorte qu'il puisse être exécuté partout au département qui se fera pour l'année 1718. »

On était loin de compte !

Le 14 août 1717, Guynet annonçait le département dans les termes ordinaires (12).

Aucune paroisse de la généralité, pas même celles dont on avait dressé les états (13), ne porte, pour cette

seil. Ceux qui ont été faits par vos subdélégués ne sont pas tout à fait dans la même précision.

Le Conseil trouvera le moyen de faire connaître aux peuples, malgré leur défiance, que la taille proportionnelle leur sera avantageuse ; c'est une vérité qui deviendra plus sensible à ceux qui auront plus de raison et qui entendront mieux leurs intérêts.

Ce que vous observez sur la nécessité de l'arpentage et sur l'industrie est fort judicieux. Ces deux objets méritent entre autres l'attention particulière du Conseil... »

(11) Archives nationales G⁷ 1130. Rapportée par MARION, *Les impôts directs...*

(12) Lettre de l'intendant de Caen sur la répartition de la taille de 1718. Archives Calvados C 4390.

(13) Les paroisses de Lasson, Hermanville, St-Pair et Touffréville se trouvent aux Archives du Calvados sous les numéros 2C 1264, 1251, 1338, 1353. Pour les paroisses de La Bazouque, Longueville et Ver, de l'élection de Bayeux, et celles de Beslon et La Graverie, leurs rôles de taille font partie de fonds non encore

époque et jusqu'aux années 1734-1736, la moindre trace, sur ses rôles, d'une application de la taille proportionnelle ; ni la forme des rôles, ni les cotes ne permettent de doute à cet égard.

La démission du duc de Noailles au début de 1718 amena l'abandon des tentatives de taille proportionnelle dans les campagnes au moment où elle semblait enfin s'imposer : c'est ainsi qu'une lettre de Potier de Fougerey, trésorier de France en la généralité d'Alençon, signale, en juillet 1719, que quatorze paroisses de l'élection de Domfront (14) demandent d'elles-mêmes la taille proportionnelle ou, à la rigueur, si le gouvernement a tout à fait abandonné le système, la dixme royale de Vauban ; en marge de l'extrait qui enveloppe la lettre et la liste, un seul mot de la main du Régent : Attendre.

III. — *La taille proportionnelle des villes (1717-1733)*

Si nous n'avons aucune donnée sur l'opération de la taille proportionnelle des campagnes en 1717, dans la généralité d'Alençon, nous y notons par contre le

classés (fonds de l'élection de Bayeux, fonds de l'élection de Vire, série ²C).

Les ayant compulsés, nous avons pu nous rendre compte que les rôles de Longueville, de La Bazoque et de Ver pour 1717 et 1718 existent ainsi que celui de La Graverie et qu'ils ne se distinguent en aucune façon des rôles antérieurs ; nous n'avons pu retrouver le rôle de Beslon pour les mêmes années.

(14) Archives nationales G⁷ 1131. Ces paroisses sont : Saint-Marc-de-Graine, Saint-Front, Lonlay, Loré, Brétignolle, Landigon, La Chapelle-Moche, Saint-Brice, Vaucé, Lucé, Saint-Gilles, Saint-Fraimbault, La Basoche, Torchamps.

seul succès, dans cette matière de réforme fiscale, qui ait frappé les contemporains, l'abbé Millot, comme Duclos et comme Forbonnais ; il s'agit du prototype de la taille proportionnelle des villes : la taille proportionnelle de Lisieux.

A. — L'expérience de Lisieux (décembre 1717).

— M. Besnier, dans son étude sur « l'établissement de la taille proportionnelle à Lisieux (15) », a décrit longuement les maux qu'y causait la répartition arbitraire de l'impôt : la ville payait bien, en effet, une partie de sa taille sur les deniers d'octroi, mais le surplus était levé selon les procédés habituels ; nous avons conservé un écho des plaintes qu'ils soulevaient dans le procès-verbal de l'assemblée des principaux habitants et de la municipalité du 29 août 1717 (16) :

« ...il a été remontré à tous les habitants soussignés que la taille arbitraire a causé depuis plusieurs années un désordre irréparable, que les collecteurs de chaque année, suivant leurs passions et leurs intérêts, ont fait des impartitions si inégales qu'en 1711 on leur a vu imposer Sébastien Garouet, potier d'étain, de 30 livres qu'il payait habituellement à 1.100 livres, le sieur Thinay à 800 livres, le sieur Hamel à 400 livres. En 1713, Charles du Breuil de 20 livres fut imposé en 1.000 livres, Louis Le Cordier de 30 livres à 500 livres. On a de plus remarqué dans le rôle de

(15) *Etudes lexoviennes*, I, 1915.

(16) Délibérations et autres actes du corps municipal de Lisieux. Archives Lisieux BB 11. Du dimanche 29 août 1717, pp. 161, verso et suivantes.

l'année présente que cent personnes paient près de 10.000 livres pendant que quatre cent quarante autres ne paient que 59 livres 5 sols ; en sorte que les meilleurs habitants se voyant accablés sous le poids de sommes si exorbitantes ont été obligés d'abandonner, les uns la ville, les autres leur commerce, dont les ouvriers qu'ils employaient ont été privés des moyens de gagner leur vie, ce qui a réduit le plus grand nombre à la mendicité. » Ces injustices ôtant toute espérance que les collecteurs pussent les années suivantes remettre les choses en l'état, la municipalité proposait aux suffrages des habitants un projet de taille proportionnelle, sur l'occupation des fonds et sur l'industrie, système appuyé tout entier sur l'organisation corporative et que nous étudierons plus loin ; par là, « on rétablit la liberté dans la ville, ... l'envie et la jalousie qui étaient l'âme des impartitions arbitraires seront détruites, les familles divisées se réuniront et tous les habitants seront en état d'exercer leur industrie tranquillement et sans crainte ; enfin, le recouvrement des deniers de la taille se pourra faire en quinze mois au lieu qu'on voit communément de pauvres ouvriers perdre six années et leur travail pour faire la collection ».

Remarquons la date de cette délibération ; le projet du duc de Noailles n'est que depuis huit mois aux mains des intendants. Deux mois après, le projet, approuvé par les habitants, est parvenu au Conseil des finances, est pris en considération ; on délègue de Vouët, contrôleur général des Monnaies de France, pour aller, sur place, le mettre au point. Le 1^{er} décembre, après estimation des fonds et des revenus des

corporations, tant sur pièces qu'à dire d'experts, définitivement établi, le projet est expédié à Alençon. Le 27 décembre, le Conseil « en attendant qu'il y soit pourvu par un règlement définitif » permettait aux habitants de Lisieux de lever leur taille selon des dispositions qui devaient en fait rester en application plus de soixante-dix ans (17).

Le projet, nous dit la délibération citée plus haut, avait été préparé par des « personnes affectionnées au bien et soulagement de la ville ». Que cache cet anonymat ? M. Besnier, sans prendre parti, rappelle que la tradition désignait l'évêque-comte, Ignace de Brancas. Nous croirions plus volontiers y reconnaître le subdélégué et les officiers de l'élection et du bailliage ; Noailles dans sa lettre aux intendants leur recommande en effet de discuter le projet du Conseil avec de telles personnes (18) ; il est normal que ceux-ci au courant des difficultés de recouvrement de la taille à Lisieux, aient songé que le projet Noailles, légèrement modifié, consolidé en ce qui concerne l'industrie, pourrait apporter la solution d'un problème posé depuis plus de dix ans.

La question n'offre d'ailleurs qu'un intérêt de pure curiosité ; tout ce qu'il est possible d'affirmer c'est que ce projet se rattache par un lien quelconque aux

(17) Préambule de l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 décembre 1717. Archives Lisieux BB 12. Archives Orne C 685.

(18) CORDOUEZ, lieutenant au bailliage de Lisieux, a dû s'intéresser particulièrement au projet, s'il n'en est pas même le promoteur : c'est lui, en effet, que Courteille va nommer subdélégué spécial pour l'application de la taille proportionnelle. Ordonnance de Courteille du 1^{er} janvier 1718. Archives Lisieux BB 12.

opérations prescrites par Noailles : il doit être assez largement antérieur au 29 août et nous avons vu, dans la généralité voisine de Caen, que c'est en juin que l'intendant envoie au Conseil le résultat de ses expériences personnelles (19).

(19) Ce qui est certain, par contre, c'est l'enthousiasme étonnant qui accueillit la réforme. Les registres de l'Hôtel de Ville en ont conservé la mémoire (Archives Lisieux BB 12, p. 11, verso) :

« Du vendredy vingt et un janvier 1718 à Lis^x en l'hostel commun de lad^e ville devant nous françois joseph paisant bailly vicontal de Lisieux et seul juge de la police en lad ville assisté de M^r Jean le Canelier nostre greffier, à ce présent, M^{es} françois de neuville paul hemery et jean pantou échevins et M^e guillaume formeville p^r fiscal au baill^e de ce lieu. Le sindic de la ville a remontré que depuis que sa majesté a rendu un arest en son conseil d'Estat le 27 xbre 1717 pour la taille proportionnelle de cette ville que cet arest y cause tant de satisfaction et de douceur en lequel oste la répartition arbitraire et injuste de la taille et que tous les bourgeois et habitants d'icelle ne respirent que la liberté d'exprimer leur joye et leur satisfaction en faisant un feu ce qu'ils ne sauraient entreprendre sans la permission de justice. Dont acte. Et l'affaire mise en délibération avec lesd^s échevins nous avons suivant la conclusion dud^t procureur fiscal ordonné que dimanche prochain vingt trois de ce mois il sera ft un feu dans la place publiq^e de cette ville en signe de joye et de reconnaissance et à l'honneur du Roy et que pour décorer la cérémonie tous les bourgeois seront tenus de se mettre soubz les armes commandés par les officiers de milice bourgeoize comme il est accoutumé en pareil cas et que le canonnier de la ville sera tenu de placer les arquebuzes aux lieux ordinaires pour estre lesd^{es} arquebuzes tirées lorsque l'on allumera led^t feu, et à six heures et à huit heures du soir qu'à cet effet nous nous assemblerons dimanche en cet hostel sur les dix heures du matin pour aller tous ensemble en habit décent supplier monseigneur l'évesque et comte de Lis^x d'alumer led feu et sera la présente notifiée de-

B. — Le développement de la taille proportionnelle des villes de 1718 à 1733. — La taille proportionnelle des villes ne tarde pas à se propager ; Courteille argue du succès de la taille de Lisieux pour obtenir du Conseil l'établissement de régimes analogues, réclamés par les habitants, à Bernay en 1718 (2), à Orbec en 1719 (21) ; son successeur Pomereu instaure la taille proportionnelle à Conches en 1724 (22). Toutes réussissent ; établies pour quelques années, neuf ans généralement, elles sont prorogées à plusieurs reprises et établies enfin définitivement.

Un seul échec : la Taille proportionnelle établie à Pontorson en 1721, le seul essai tenté dans la généralité de Caen, paraît avoir été le résultat d'une cabale de riches bourgeois ; la négligence de l'intendant de Caen permit d'y introduire des mesures si scandaleuses qu'on s'empressa de revenir au tarif (23).

main au s^r Coscher major de la bourgeoisie pour donner ses ordres aux bourgeois après que nostre présente ordonnance aura esté publiée à son de tambour. »

FORBONNAIS (*Recherches et Considérations sur les finances de la France*. Bâle, 1758, t. 2, p. 488) nous fournit un exemple plus frappant encore de ce succès : « L'imposition de 1718 avec les arrérages des cinq années précédentes fut payée dans les douze mois ».

(20) Archives Orne C 678.

(21) Archives Orne C 687.

(22) Archives Orne C 679.

(23) Archives Calvados C 4392. *Etat des villes franches...*, etc. Sur ce que fut cette taille proportionnelle, nous avons le témoi-

Lallement de Levignen continua et amplifia l'œuvre

gnage de Badier, subdélégué d'Avranches (Archives Calvados C 272 — 29 mai 1727 — *Etat de la consistance de l'élection d'Avranches*) :

« Avant l'année 1721 on imposait la taille eu égard aux facultés de chaque habitant ; les plus considérables ont sollicité au Conseil l'établissement d'une espèce de tarif pour changer la taille et la faire payer sur les denrées qui s'y consommeraient, ce qui leur fut refusé ; mais on leur accorda la taille proportionnelle. Trente ou quarante des plus riches habitants ont fait cette proportion et ne se sont fait imposer qu'eu égard à ce qu'ils possèdent dans lad^e ville, qui est peu de chose et non à proportion des biens qu'ils possèdent dans les paroisses voisines qui est leurs plus considérables biens. En sorte que plusieurs d'entre eux qui payaient avant le changement 140 et 150 livres de taille parce qu'on les cotisait à proportion de tous leurs autres biens et facultés, n'en se trouvent aujourd'hui imposés qu'à des sommes les plus modiques.

Il est d'observation qu'avant le changement plusieurs des principaux habitants des paroisses voisines comme celles de Curé [Curey], Boucé [Boucey] et Aucé [Aucey] dans lesquelles ils payaient de grosses impositions ont transféré leur domicile en la ville de Pontorsen où ils paient à présent peu de choses ce qui a causé la ruine de ces paroisses voisines qui sont demeurées chargées des impositions de ces principaux habitants ; — on a employé, dans les mémoires fournis pour obtenir ce changement sur lesquels on a obtenu un arrêt en conformité, que la plus part de cette taille proportionnelle serait payée par les gens de métier ou faisant quelque petit trafic, comme cabaretiers, boulangers, bouchers et autres, même par les petits marchands forains qui viennent vendre aux jours de foires et marchés ; ainsi presque tout le poids de cette taille tombe sur ces malheureux qui ne vivent que de leur travail et petite industrie pendant que les plus riches habitants ne paient presque rien, ce qui fait qu'il ne se trouve plus de proportion dans l'imposition de cette taille ce qui est contraire à l'arrêt du C^l ; — il faut encore observer que la plus part des riches habitants afferment à moitié les héritages dont

de ses prédécesseurs : Verneuil en 1731 (24), Laigle en 1732 (25), St-Pierre-sur-Dives la même année (26), Domfront en 1733 (27), adoptent des systèmes de taille proportionnelle copiés, dans presque tous leurs détails sur ceux de Lisieux et de Bernay.

IV. — *L'expérience Orry* *en Basse et Moyenne-Normandie*

L'arrêt du Conseil du 7 juillet 1733, qui marque le début de l'expérience Orry, prescrivait la distinction de la taille d'industrie et de la taille des fonds, celle des fonds exploités en propriété et à titre de ferme, la mention de la surface cultivée, celle du commerce ou de l'industrie. Nous avons dit qu'il ne fut pas appliqué par les collecteurs. Dans les deux généralités de

ils sont propriétaires dans les paroisses voisines et qu'ils en enlèvent ainsi la moitié des grains en plus de 2/3 des cidres sans rien payer à la décharge de ces paroisses sous prétexte que par l'art. 23 du règlement de 1664 il est permis aux habitants des villes franches et abonnées de donner à moitié leurs héritages de campagne pour les terres de labour sans payer de taille ; mais ceux de Pontorson ne sont pas dans l'espèce n'ayant ni franchises ni abonnements ; les villes franches sont Le Havre, Cherbourg, Granville et le Mont-Saint-Michel ; les abonnées sont Rouen, Caen et autres où il y a des octrois ; aussi celle de Pontorson n'ayant pareil privilège on estime qu'il serait juste de taxer les habitants d'office à la décharge des paroisses où ils enlèvent les grains et la plus part des fruits et même de celles où ils possèdent d'autres biens ; autrement leur taille ne sera pas proportionnelle. »

(24) Archives Orne C 695.

(26) Archives Orne C 696.

(26) Archives Orne C 684.

(27) Archives Orne C 680.

Caen et d'Alençon, en 1734, nous ne trouvons que deux seuls exemples de cette proportionnalité souple (si l'on nous permet par cette expression un peu hardie d'indiquer le sens de l'arrêt) : ce sont les rôles des paroisses de Lantheuil (28) (élection de Caen) et de Boscrenault (élection de Lisieux) (29).

La quasi-totalité des paroisses présente alors un détail des facultés extrêmement abrégé et dont l'appréciation est uniformément fantaisiste.

Il fallut recourir aux commissaires et, pour éviter toute plainte contre l'arbitraire de l'administration, se résigner à employer un tarif rigide. A partir de 1735, l'expérience sous cette forme se développe : Pierrepont (30), dans l'élection de Caen, a la taille proportionnelle dès cette année-là. En 1736, ce sont à leur tour les paroisses de Colleville (31) et Monts (32) dans la même élection, et, dans la généralité d'Alençon, celles de St-Nicolas-des-Bois, Condé-sur-Sarthe, Radon (33). En 1737, quinze paroisses de l'élection de Caen (dix-sept en 1738), onze de celle de Bayeux, trois (au moins) de l'élection d'Avranches, et dans la généralité d'Alençon, trois paroisses de l'élection de Lisieux et onze autres dans le reste de la généralité, appliquent la taille proportionnelle. Jusqu'en 1739 la

(28) Archives Calvados ²C 1263. Lantheuil devait conserver le même système jusqu'en 1737.

(29) Archives Calvados. Fonds de l'élection de Lisieux (non classé).

(30) Archives Calvados ²C 1304.

(31) Archives Calvados ²C 1199.

(32) Archives Calvados ²C 1290.

(33) Archives Orne, série C, supplément (non classé).

majorité des paroisses non « proportionnalisées » continuent à appliquer un pseudo-détail.

La taille proportionnelle d'Orry ne devait plus guère s'étendre après 1738 ; l'expérience prit fin dans la généralité de Caen entre 1749 et 1752 : seule la paroisse de Cerisy, dan l'élection de Vire, l'appliqua encore jusqu'en 1760 ; — dans la généralité d'Alençon, elle dura bien plus longtemps : la raison de cette longévité (certaines paroisses de cette généralité, St-Denis-sur-Sarthon par exemple, gardèrent le système d'Orry jusqu'à la Révolution) réside dans la simplicité du procédé employé : nous l'étudierons plus loin ; alors que, dans la généralité de Caen, la complexité assez grande des tarifs effrayait les collecteurs et obligeait à l'emploi perpétuel de commissaires, le système appliqué dans la généralité d'Alençon n'obligeait à les maintenir que les premières années : la stricte doctrine n'y trouvait pas son compte peut-être, mais la pratique fiscale en était singulièrement facilitée et ceci faisait supporter très facilement cela.

Ainsi, la tentative d'Orry semble avoir duré près de cinquante ans, dans la généralité d'Alençon ; — je dis « semble » car les fonds d'élections extrêmement réduits et le peu de renseignements fournis par la correspondance de l'intendant ne nous permettent guère que des probabilités — ; dans celle de Caen, elle dura quinze ans à peine.

Le trop petit nombre de commissaires instruits, l'indifférence des intendants nous paraissent expliquer d'une façon suffisante cette différence.

Le paysan du Lieuvin, de l'Houlme ou de la campagne d'Alençon n'est pas moins méfiant que celui du

Bessin ou du Bocage ; si ce dernier n'a pas continué à appliquer dans ses rôles la taille proportionnelle lorsque l'administration lui a à nouveau lâché la main, ce n'est pas qu'il ne l'a pas voulu, mais il ne l'a pu.

Dans bien des paroisses de la généralité de Caen, en effet, la taille proportionnelle ou tarifée (c'est le nom qu'on rencontre le plus souvent à cette époque) était acceptée avec joie ; témoin le naïf appel au roi de paysans que M. de La Briffe avait cru bon de « détarifer » (34). Même dans l'élection de Vire, la

(34) Supplique des habitants de Quibou, élection de Saint-Lô, 8 octobre 1748. Archives Calvados C 4392.

« Plusieurs anciens, nouveaux notables habitants et collecteurs de la paroisse de Quilbour, el^{ion} de St-Lô, de la gén^{te} de Caen en B^e-Norm^e, sont députés et sont forcés de venir exprès se jeter aux pieds de votre Majesté en exposant très respectueusement, que par les ordres de votre Majesté en 1737 Mg^r Vastan pour lors intendant de Caen a fait avec juste raison tarifier la taille de leur paroisse, cet ordre a été exactement exécuté jusqu'en l'année 1744 dont il a plu à Mgr de la Brife présentement int^t de Caen, par les sollicit^{ions} injustes de quelques riches et principaux habit^{ts} de lad^e par^e de détarifier leur dite taille, il (est) vrai que mondit seigneur intendant leur avait promis que sur la 1^{re} représentation et réquisition desdits habit^{ts} qu'il tarifierait leur taille, aujourd'hui lesdits plaignants (ne) sont plus écoutés dudit seigneur intendant et que cette détarification de taille leur fait un tort considérable et que les collecteurs (ne) peuvent pas recueillir la taille vu que les fermiers riches de lad^e par^e font surcharger les pauvres petits fermiers qu'ils se joignent avec lesdits suppliants en suppliant V. M. d'ordonner à Mg^r l'int^t de Caen de tarifier leurs tailles à perpétuité et ce conformément à vos ordres ; c'est la grâce que lesd. plaignants attendent de votre charité, sire, ils feront avec leurs enfants une augmentation

plus réfractaire, semble-t-il, à l'établissement de la taille proportionnelle, des paroisses n'hésitaient pas à réclamer près du gouvernement l'application de cette mesure et le contrôleur général notait avec ravissement que de nombreux habitants de Caligny, Montsegré et Fresnes paraissaient y montrer « beaucoup d'empressement » (35). La difficulté, comme l'indiquait très bien le receveur des tailles de Martilly (36), c'est que, le commerce des particuliers variant toujours et les simples collecteurs étant incapables par eux-mêmes de mettre au net un rôle de taille proportionnelle vraiment juste et, par suite, assez complexe, il aurait fallu chaque année envoyer des commissaires dans toutes les paroisses et qu'on ne voyait pas bien où on les aurait trouvés ; ce n'est que Necker qui, à défaut d'un système simple de tarification, entreprit d'appliquer la seule solution logique : la création d'un corps de fonctionnaires spécialisés dans l'établissement et le recouvrement de l'impôt (37).

V. — *Fontette et les projets de réforme (1752-1767)*

Entre les années 1752 et 1757, à la seule exception signalée précédemment, tout est, à nouveau, dans la

de vœux au Ciel pour la précieuse conservation de votre Majesté et pour toute la famille royale. »

(35) Lettre d'Orry à Vastan, 22 juillet 1737. Archives Calvados C 4392.

(36) « Copie des observations sur la taille tarifée présentées à M. de La Briffe lors de son premier département par le sieur de Martilly, receveur des tailles ». Archives Calvados C 4516.

(37) Voir à la fin du volume une note sur l'ampleur et la durée de la tentative d'Orry.

généralité de Caen, abandonné. Nous ne trouvons plus trace de la moindre tentative d'amélioration ; pas plus dans la correspondance de l'intendant que dans les rôles de taille. A partir de 1757, nous voyons réapparaître dans les rôles un certain détail des facultés, sans aucun rapport avec les sommes imposées, et d'ailleurs des plus sommaires. Fontette en est vraisemblablement l'instigateur, ce qui n'est pas un très grand titre de gloire. En dépit des excellentes intentions qu'il étale (38), nous ne remarquons aucun pro-

(38) Lettre de Fontette à d'Ormesson, du 4 septembre 1759. Archives Calvados C 4392.

« Je sais qu'il ya quelques paroisses qui le suivent [l'arrêt du 7 juillet 1733] mais parce que sans doute on n'a pas donné de modèles dans le temps les cotes sont remplies de confusion et les collecteurs des autres paroisses n'ont su comment s'y prendre. Je joins ici un modèle qui remplit les dispositions de ce règlement et si vous l'approuvez je le ferai imprimer pour en envoyer un exemplaire avec mon mandement aux collecteurs ; mais je crois M^r que pour mettre les collecteurs à portée de la misère il conviendrait de m'autoriser à leur passer un sol par cote dont ils feraient le rejet avec la capitation indépendamment des 6^d pour livre de la taille qui leur sont accordés pour les droits de collecte. Je crois aussi, M^r, que le défaut d'exécution de ce règlement peut provenir de ce que l'on a pu se relâcher sur celui du 7 juillet 1722 qui ordonne que les greffiers des élections remettront à M^{rs} les Int^{ts} des copies exactes des rôles des tailles pour lesquelles il doit leur être payé dix sols par cent de cotes. Il est certain que si ce dernier règlement était exécuté on serait en état d'examiner ces rôles et de punir les collecteurs qui ne se seraient pas conformés au règlement de 1733 et au modèle. Cet objet est assez important pour ne le pas perdre de vue et bien loin que les circonstances présentes s'y opposent, il me semble au contraire qu'il n'a jamais été plus nécessaire de ne rien négliger de ce qui peut contribuer à l'égalité dans la répartition des impositions ».

grès dans la confection des rôles ; au contraire, après un an ou deux, le détail des facultés, sans disparaître tout à fait, redevient insignifiant. C'est en toute sûreté de conscience que Fontette peut, le 15 novembre 1763, écrire à d'Ormesson, inquiet d'un projet de la Cour des Comptes de Rouen, que, dans sa généralité, « il n'est point de tailles proportionnelles ou tarifées » (39).

La grande affaire, alors, c'est le projet de cadastre de Bertin ; projet excellent s'il avait eu pour but de faciliter et d'améliorer l'assiette de la taille et des vingtièmes. Nous avons une partie de la correspondance de Bertin et de l'intendant de Caen sur ce sujet : celui-ci s'y déclare partisan de la révocation immédiate des déclarations de 1723 et de 1728, qui sont des « sources à procès », et ne manque pas d'annoncer qu'il a un excellent projet de tarif pour la taille industrielle (40) ! Nous verrons comment, lors de la tentative de Laverdy, il devait mettre son projet en application et les étonnants résultats qu'il en obtint.

VI. — *Extension de la taille proportionnelle des villes dans la généralité d'Alençon (1740-1766)*

Pendant ce temps, dans la généralité d'Alençon, la taille proportionnelle des villes gagnait de nouvelles adhésions. Vimoutiers était tarifée en 1740 (41). La

(39) Lettre d'Ormesson et brouillon de la réponse de Fontette. Archives Calvados C 4392.

(40) Correspondance Bertin-Fontette. Archives Calvados C 4521.

(41) Archives Orne C 864.

taille proportionnelle de Domfront était prorogée indéfiniment par l'arrêt du 14 novembre 1741 (42). Celle de Laigle l'était successivement par les arrêt du Conseil des 7 mars 1741, 23 juin 1750 et 26 juin 1759, — cette dernière fois pour 18 ans (43). Pour Verneuil il en était de même en 1739 et en 1749, cette fois-là aussi pour 18 ans (délai repris à nouveau en 1767 avec une modification des classes) (44). L'arrêt du 27 juillet 1734 prorogeait indéfiniment la taille proportionnelle de Bernay (45). Les tailles proportionnelles de Lisieux et d'Orbec étaient, à diverses reprises, retouchées (46).

Les petites paroisses de St-Aubin-de-Setton (47) et de Neuville-sur-Touques (48), demandaient et obtenaient de l'intendant et du Conseil d'être soumises au système appliqué dans ces deux dernières (juillet 1754 - juin 1751). Il en était de même de la paroisse de Ventes-de-Bourse (49) en mai 1754. Mortagne à son

(42) Archives Orne C 680.

(43) Archives Orne C 696.

(44) Archives Orne C 695.

(45) Archives Orne C 678.

(46) Archives Orne C 685 et C 687.

(47) Archives Orne C 864.

(48) Archives Orne C 864.

(49) Archives Orne C 864. Sous ce numéro sont compris également les requêtes et documents, pour une taille proportionnelle sur le modèle de Lisieux, provenant de petites paroisses comme Crosville-la-Vieille (1751), Bellouet (1751), Le Sap-André (1755). Nous n'avons pu, faute de documents, connaître la suite donnée à ces requêtes ; les rôles manquent ; quant aux registres de correspondance de l'intendant avec la Cour, pour ces années-là (Archives de l'Orne C 1117 pour 1751 et C 1121 pour 1755), ils ne

tour, par arrêt du 1^{er} octobre 1766, était tarifée (50).

VII. — *L'expérience Laverdy dans la généralité de Caen. — Le système physiocratique de Fontette ; son échec (1767-1768).*

La déclaration du 7 février 1768 ne pouvait manquer d'avoir quelque répercussion dans la généralité de Caen ; Fontette avait même dû, dès l'année précédente (51), tenter, par le moyen de rôles d'office, des essais de taille proportionnelle dans différentes paroisses de son ressort.

Pour la taille de 1768, sont soumises à la taille proportionnelle les paroisses d'Anisy, Cinq-Autels, Démouville, Giberville, Hérouvillette, Mouen, dans l'élection de Caen (52) ;

d'Angoville-au-Plain, Audouville-la-Hubert, Beuzeville-en-Bauptois, Saint-Pellerin, Vierville, dans l'élection de Carentan (53) ;

contiennent aucune mention qui permette de penser que ces requêtes soient parvenues au Conseil : il est vrai que pour ces petites paroisses l'intendant a pu prendre sur lui de décider sans en référer au Conseil.

(50) Archives Orne C 689.

(51) Arrêt du Conseil du 7 juin 1767. Archives Calvados C 4393.

(52) Archives Calvados. Anisy C 4425, Cinq-Autels ²C 1195, Démouville ²C 1215, Giberville ²C 1241, Hérouvillette ²C 1254, Mouen ²C 1291.

(53) Archives Calvados. Angoville-au-Plain C 4460, Audouville-la-Hubert C 4461, Beuzeville-en-Bauptois C 4462, Saint-Pellerin C 4463 *bis*, Vierville C 4464 *bis*.

de Pont-Flambart, Saint-Martin-le-Vieux, Valjouas.
pour l'élection de Coutances (54) ;

de La Boulouze, La Chapelle-Urée, Les Chéris,
pour l'élection de Mortain (55).

Six paroisses de l'élection de Saint-Lô (56) sont
soumises à la taille proportionnelle, ainsi que trois de
l'élection de Valognes (57), deux de l'élection d'Avran-
ches (58), et trois dans celle de Bayeux (59).

L'année suivante de nouvelles paroisses étaient
soumises à la taille proportionnelle : dans l'élection
de Bayeux, par exemple, leur nombre passait de trois
à vingt-sept sur cent soixante paroisses (60).

Mais la chute de Laverdy et les inconvénients fla-
grants d'un système, que Fontette avait emprunté
pour une bonne part aux physiocrates, amena, dans
la généralité de Caen, l'abandon de la tentative. Ten-
tative d'ailleurs conduite sans grande conviction,
puisque le nombre des paroisses travaillées n'alla
pas à soixante.

(54) Archives Calvados. Pont-Flambart C 4472, Saint-Martin-
le-Vieux C 4474, Valjouas C 4475.

(55) Archives Calvados. La Boulouze C 4481, La Chapelle-Urée
C 4482, Les Chéris C 4483.

(56) Archives Calvados C 4490 à 4495.

(57) Archives Calvados C 4504 à 4506.

(58) Archives Calvados C 4401-4402.

(59) Archives Calvados C 4414 à 4416.

(60) Archives Calvados C 4406.

VIII. — *L'intendant Jullien ; maintien du système d'Orry dans la généralité d'Alençon*

L'intendant d'Alençon, Jullien, nouveau venu dans la généralité et probablement imbu des idées à la mode, avait adressé, le 20 juillet 1767, une circulaire à ses subdélégués (61) ; l'arrêt du 7 juin 1767 lui prescrivait, comme à Fontette dans l'élection voisine, l'application par rôles d'office, de la taille proportionnelle (mais alors qu'il n'y avait plus rien dans la généralité de Caen, dans celle d'Alençon, la réforme de Lallement de Levignen était toujours florissante). Jullien, après des déclarations assez vagues sur l'insécurité des déclarations dans les rôles des paroisses tarifées, prétendait obtenir des relevés exacts, à défaut de comparutions contradictoires dont l'efficacité était douteuse, par l'arpentage des fonds des tailles soupçonnés de fraude ; il estimait en outre abusif l'usage qui consistait à imposer les propriétaires faisant valoir au double de la taille qu'aurait supporté un fermier (62) : on découvre ici le disciple de Quesnay. Mais son bon sens l'empêcha de commettre des fautes graves : ses subdélégués (63), d'ailleurs, lui remontraient, de toute part, que parler d'arpentage c'était rouvrir la querelle avec le Parle-

(61) Archives Orne C 864.

(62) Dans le même sens, en 1788, assemblée provinciale de moyenne Normandie, réfutée par le rapport du bureau des impositions de l'assemblée préliminaire de département de Bernay (24 octobre 1788. Archives Orne C 1171).

(63) Archives Orne C 864.

ment de Rouen sans pouvoir espérer l'appui du gouvernement ; que, d'autre part, le système adopté donnait satisfaction puisque les paroisses non seulement ne réclamaient pas, mais encore consentaient à l'appliquer d'elles-mêmes, sans qu'il fut nécessaire de nommer des commissaires, et cela depuis trente ans, — pour le doublement de la cote du propriétaire faisant valoir par rapport à celle du fermier, la mesure était non seulement légale, mais elle répondait, en outre, à une nécessité économique.

Jullien se rendit certainement à ces raisons ; nous possédons des rôles de paroisses qui continuèrent à appliquer la taille proportionnelle d'Orry jusqu'à une date très avancée : Barville, La Chapelle-Harang, La Helboudière, La Vespière, Le Favril, Le Fresne, Le Mesnil-Germain, Le Mesnil-Guillaume, Les Places (64), St-Nicolas-des-Bois, Condé-sur-Sarthe, Mesnil-Brout, Radon, Le Froust, Hauterive, La Lacelle, Gandelain, Saint-Denis-sur-Sarthon, La Roche-Mabille, Saint-Hellier, Hauterive (65).

De l'expérience Laverdy, nous n'avons pu trouver de traces dans la généralité d'Alençon.

Elle n'était évidemment pas très utile dans une généralité où (si la proportion, que nous observons dans les rôles qui nous sont parvenus, nous permet de conclure à celle de l'ensemble) plus des deux tiers des paroisses appliquaient un système satisfaisant. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'intendant d'Alençon

(64) Pour toutes ces paroisses : Archives Calvados. Fonds de l'élection de Lisieux (non classé).

(65) Archives Orne, série C, supplément, non classé (fonds de l'élection d'Alençon).

n'hésitait pas, lorsque la taille proportionnelle semblait faire le jeu d'une faction, à la refuser catégoriquement : c'est ainsi que la paroisse de Condeau (66), en dépit de suppliques multiples aux contrôleurs généraux et aux intendants, essayait, en juin 1771, une dernière rebuffade de Jullien, qui dénonçait à d'Ormesson cette « cabale de mauvais sujets ».

IX. — *Derniers progrès de la taille proportionnelle des villes*

Par contre Jullien continuait à surveiller, à remettre au point, à élargir la taille proportionnelle des villes. Conches (67) réformait sa taille proportionnelle en 1768 ; Laigle (68) avait sa taille proportionnelle prorogée définitivement en 1777 ; il en était de même pour Verneuil (69) en 1786, pour Saint-Pierre-sur-Dives (70) en 1777 ; la taille proportionnelle de Mortagne (71), établie en 1766, était prorogée en 1773 pour 18 ans ; enfin Nogent-le-Rotrou (72) qui, depuis 1710, avait un tarif sur les denrées, adoptait en 1771 un système mixte, analogue à celui suivi, dans la généralité de Rouen, par Pont-Audemer, et obtenait, par l'arrêt du 4 novembre 1777, la taille proportionnelle.

(66) Archives Orne C 864.

(67) Archives Orne C 679.

(68) Archives Orne C 696.

(69) Archives Orne C 695.

(70) Archives Orne C 684.

(71) Archives Orne C 689.

(72) Archives Orne C 694.

X. — *Les dernières années de l'Ancien Régime
dans les généralités de Caen et d'Alençon*

Les dernières années de la Monarchie n'offrent plus désormais, dans les deux généralités, de particularités saillantes. Dans la généralité de Caen, entre 1770 et 1789, nous trouvons des rôles de plus en plus réduits et mal tenus ; aucune mention des facultés. Il est possible qu'Esmangart, en prenant possession de l'intendance, ait eu quelques velléités de réforme (73) ; elles furent bien vite apaisées et rien d'effectif n'en parut.

En mars 1780, on était revenu au point d'où l'on était parti à la mort du Grand Roi : Necker, dans une lettre à l'intendant, agitait à nouveau la question... « de réformer la taille en y distinguant, pour chaque contribuable, la cote d'exploitation de celle d'industrie ; ...de remédier aux abus qu'on prétend résulter de la faculté qu'ont les taillables de transporter dans leur paroisse de domicile la taille des exploitations qu'ils font dans les autres (74) ».

Et de Launay, neuf ans plus tard, devait se déclarer incapable de fournir sur l'évaluation de la taille d'exploitation et de la taille d'industrie le rapport que lui demandait le directeur général des finances pour l'assemblée des Etats généraux (75).

(73) Mémoire du secrétaire de l'intendance à Esmangart (5 octobre 1776). Archives Calvados C 4396.

(74) Archives Calvados C 4396.

(75) Archives Calvados C 4398.

Depuis soixante-quinze ans, on n'avait guère fait en Basse-Normandie que piétiner. Aux difficultés d'ordre social et politique, nous avons vu s'ajouter dans la généralité de Caen deux éléments d'échec : d'abord, ce fait que tout impôt trop différencié postule presque nécessairement un corps fonctionnarisé pour établir les rôles ; ensuite, l'indifférence des intendants pour des projets de réforme qu'ils jugeaient surannés.

La généralité d'Alençon fournit la contre-épreuve de cette assertion : la taille proportionnelle, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, s'est développée et s'est maintenue avec l'assentiment des populations : là non plus il n'y a pas de fonctionnaires, moins de commissaires de l'Intendant même que dans la généralité de Caen ; mais le système, appliqué avec constance, est simple, à la portée des collecteurs des paroisses rurales ; et les intendants ne considèrent pas que, parmi leurs attributions, les finances sont la partie négligeable.

CHAPITRE II

Technique de la taille proportionnelle des campagnes

La taille proportionnelle des campagnes présente trois problèmes importants : celui des agents chargés de l'application et du contrôle ; — celui des recensements de la matière imposable ; — enfin celui des tarifs d'imposition.

Cette troisième question, la plus importante en théorie, a reçu, dans les deux généralités que nous étudions, diverses solutions ; mais la liaison qu'elle présente avec les deux autres, fait que la solution qui, isolément et inabstracto, est la meilleure, est loin d'avoir eu le succès de solutions plus rudimentaires mais d'une application plus facile.

Ces trois problèmes feront l'objet des trois sections suivantes.

Section I. — LES COMMISSAIRES

Le projet du duc de Noailles prévoyait dans son article quatre que l'état des biens-fonds, de l'industrie et du commerce serait dressé par une commission de

dix habitants élus, en présence de l'intendant ou de commissaires délégués par lui.

La déclaration « concernant la répartition de la taille » du 7 février 1768 confiait de même la confection du procès-verbal extrajudiciaire de la paroisse à des commissaires, mais dans des assemblées générales d'habitants.

Ces dispositions n'étaient nullement impératives et le gouvernement n'aurait pas demandé mieux que de laisser les contribuables établir eux-mêmes les états et les rôles de taille proportionnelle ; dans la généralité de Caen nous ne voyons guère que Lantheuil (1), de 1734 à 1737, Pierrepont (2), en 1735 et 1736, et Cerisy (3), de 1756 à 1760, à se passer de commissaires ; dans la généralité d'Alençon, cette exception devient, par contre, la règle : la cause en est la simplification du système de la taille proportionnelle par les intendants ; nous ne trouvons de commissaires dans cette généralité que durant les premières années. Mais Alençon est peut-être un cas unique.

C'est qu'en effet les opérations nécessaires à ce nouveau mode de répartition, si on applique les textes gouvernementaux à la lettre, sont assez compliquées ; en outre, elles sont coûteuses ; elles simplifiaient la collecte mais rendaient l'assiette plus ardue.

(1) Archives Calvados ²C 1263.

(2) Archives Calvados ²C 1304.

(3) Archives Calvados ²C, fonds de l'élection de Vire (non classé).

Il était à prévoir qu'il faudrait tout au moins une surveillance vigilante pour arriver à l'établissement du nouvel impôt. Il fallut donc nommer des commissaires, chargés de contrôler les opérations des asséeurs et, au besoin, de les suppléer par le moyen d'un rôle d'office.

Le choix en était assez difficile : d'un côté, on ne pouvait avoir recours à un habitant de la paroisse sans risques de retomber dans les évaluations partiales que le projet avait pour objet d'éviter ; de l'autre, s'il fallait désigner une personne étrangère à la paroisse, il était obligatoire qu'elle fût parfaitement au courant des questions fiscales, capable de se reconnaître dans le dédale des textes et dans les déclarations contradictoires et volontairement obscures des taillables. Ce qui réduisait à l'extrême le nombre de commissaires acceptables.

La seule solution était d'avoir recours aux officiers des élections et, à la rigueur, à ceux des bureaux de finance et des bailliages : ils étaient à peu près les seuls capables d'assumer cette fonction. Dans sa lettre du 6 novembre 1716 (4), le duc de Noailles se rallie à cette idée : « ... Il convient », dit-il, « ...que vous fassiez pratiquer ce qui est porté dans l'instruction par les officiers de l'élection que vous commettrez à la confection des rôles d'office dans les paroisses où

(4) M. MARION rapportant cette lettre dans *les Impôts directs*, fixe la date du 3 novembre comme celle de l'expédition ; en fait, cette lettre ne fut expédiée que le six et les jours suivants comme en témoigne le bordereau d'envoi des bureaux. Archives nationales G¹ 1130.

vous les jugerez nécessaires... » ; et plus loin : «...au surplus, l'intention de Son Altesse Royale est que vous choisissiez, dans tous les différents ordres et parmi les meilleurs sujets qui peuvent se trouver dans votre généralité, ceux qui se porteront le plus volontiers à travailler à l'exécution de ce projet. S'il y a quelques gentilshommes, qui veulent bien s'en donner la peine et qui aient d'ailleurs les qualités nécessaires, vous ne pouvez mieux faire que de les employer, mais assurez-vous de leur caractère et de leurs talents.

Vous devez aussi avoir attention à donner la préférence à ceux d'entre les trésoriers de France, les officiers des élections et des sièges ordinaires que vous en jugerez les plus dignes et qui auront le plus de connaissance en la matière dont il s'agit... »

De cette énumération, on peut retirer les gentilshommes qui n'y sont que pour la forme ; quant aux officiers des sièges ordinaires, en général, leur compétence fiscale est réduite et on les emploiera le moins possible.

Laverdy, de même, cinquante ans plus tard, écrivait (5) :

«...Les sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces continueront de faire procéder, en leur présence, ou en celle des officiers des élections, ou autres qu'il plaira auxdits sieurs intendants commettre et subdéléguer à cet effet, à la confection des rôles de taille des villes, bourgs et paroisses taillables, dans lesquels ils le jugeront nécessaire... »

(5) Déclaration du 7 février 1768, art. 1^{er}. MARION, *Impôts directs*, p. 160.

Outre la compétence, le choix des officiers de l'élection offrait un autre avantage : leur désignation évitait les conflits possibles entre l'intendance et l'élection pour le contentieux de ces opérations. Aussi leur emploi fut-il des plus fréquents.

Nous avons vu qu'en 1717, l'intendant Guynet avait lui-même dressé l'état de quatre paroisses de l'élection de Caen ; ses subdélégués à Bayeux et Vire avaient respectivement recensé trois et deux paroisses de leur ressort. Si l'intendant avait montré un certain zèle, les subdélégués se plaignaient fort du travail. Il semble qu'il ait été difficile d'imposer normalement aux commissaires, que réclamaient ailleurs des fonctions absorbantes, de travailler plus de deux ou trois paroisses chaque année.

Lorsque Vastan, à partir de 1736-1737, se décida à appliquer, d'une façon assez étendue, la taille proportionnelle, il employa à ce travail la plupart des officiers des élections.

Pour l'élection de Caen, c'est Robert d'Amayé, président en l'élection (6), qui, de 1737 à 1751, est commissaire de la paroisse de Tracy ; — c'est J.-Cl. Lepecq, lieutenant en l'élection (7), commissaire pour Tessel, de 1737 à 1752, et pour Tourville, de 1740 à 1751 ; — c'est Ch.-N. Seynard d'Hérouville, procureur en l'élection (8), pour Monts, de 1736 à 1752.

(6) Archives Calvados ²C 1356.

(7) Archives Calvados ²C 1349 et 1355.

(8) Archives Calvados ²C 1290, 1317 et 1186.

pour Rots, de 1737 à 1749, et pour Cainet en 1750 et 1751.

Ce sont les élus :

Olivier des Planches (9), pour Bénouville, de 1737 à 1751, et pour Biéville, de 1737 à 1750 ;

Jean Le Baron (10), pour Boulon, de 1737 à 1752 ;

J.-P. Bazin (11), pour Cainet et Vendes, jusqu'en 1749 ;

Trochu de Morigny (12), pour Cheux, de 1737 à 1746, pour Secqueville-en-Bessin, de 1740 à 1745, et pour Tailleville, de 1737 à 1744 ;

Charles Poullain (13), pour Tourville, de 1737 à 1739.

En dehors des officiers de l'élection, nous ne trouvons comme commissaires, dans le ressort de l'élection de Caen, que Gohier de Jumilly, lieutenant au bailliage (14), pour la paroisse de Carpiquet, entre 1737 et 1744, et pour celle de Colleville, en 1736 ; — et Urbain des Planches de Cloville, ancien avocat au bailliage (15), qui est commissaire pour Carpiquet, de 1745 à 1749, pour Cheux, de 1747 à 1749, pour Evrecy, de 1746 à 1751, pour Ifs, de 1749 à 1751, pour Secqueville-en-Bessin, de 1746 à 1750, et pour Tailleville, de 1745 à 1751.

Comme leur prédécesseur Guynet, les intendants

(9) Archives Calvados ²C 1159, 1163.

(10) Archives Calvados ²C 1170.

(11) Archives Calvados ²C 1186, 1365.

(12) Archives Calvados ²C 1193, 1345, 1348.

(13) Archives Calvados ²C 1355.

(14) Archives Calvados ²C 1191, 1199.

(15) Archives Calvados ²C 1191, 1193, 1226, 1256, 1345, 1348.

Vastan et La Briffe s'étaient chargés eux-mêmes d'une partie du travail, tant pour donner l'exemple que pour pouvoir juger plus sûrement la valeur des rôles établis par les commissaires : Vastan recensa, entre 1737 et 1740, les paroisses de Colleville èt d'Ifs ; La Briffe, pour les mêmes paroisses, continua le travail de 1741 à 1748 (16).

Dans les autres élections de la généralité de Caen, il en était de même : du moins, pouvons-nous l'induire des fonds d'élection de Vire et de Bayeux, car les autres, trop réduits, ne nous fournissent guère d'indications à ce sujet.

Dans l'élection de Vire (17), nous trouvons Jacques Roussel, ancien procureur en l'élection, commissaire pour les paroisses de Morigny et du Mesnil-Robert en 1747 ;

Jacques Guérard, procureur en l'élection, commissaire pour Cerisy en 1745, 1747, 1749 et 1755 ;

François Duboscq, doyen des élus, commissaire pour Aubusson, Saint-Vigor-de-Mezeretz, La Bazouque et Saint-Maur-des-Bois, en 1747, — pour Presles, en 1746 et 1747, — pour Saint-Georges-des-Groseillers, en 1747 et 1749, — pour Saint-Pierre-du-Tronchet, en 1746 et 1747 ;

Gilles Jabal, élu, commissaire pour Bois-Benastre, en 1747 ;

Enfin, Guillaume Brouard, lieutenant général au bailliage, commissaire pour Saint-Sauveur-de-Chaulieu, en 1747.

(16) Archives Calvados ²C 1199, 1256.

(17) Archives Calvados ²C. Fonds élection Vire (non classé).

Dans l'élection de Bayeux (18), le subdélégué Genas établit l'état et le rôle de la paroisse de Saint-Sulpice, entre 1743 et 1750 ;

Charles Le Chanoine, président en l'élection, est commissaire pour la paroisse de Campigny, de 1737 à 1744, et pour celle de Subles, en 1743 et 1744 ;

Sont encore commissaires pour la taille proportionnelle, les élus :

P. Folliot, pour la paroisse du Huppain, de 1737 à 1748 ;

Jean Rouillard, pour celle de St-Pierre-du-Fresne, de 1737 à 1744 ;

Jean Bernard, pour Noron et pour St-Martin-des-Entrées, à la même époque ;

J. de Guelinel, pour Cussy ; — Jean-Baptiste Le Soudier, pour Englesqueville ; — Maurice Voisin, pour St-Germain-de-la-Lieue ; — François Le Guedinel, lieutenant en l'élection, a la charge, entre 1737 et 1750, de Ranchy et de Monceaux.

Enfin le receveur des tailles, Jean-Baptiste Aubry, dresse les rôles de la taille proportionnelle de Saint-Ouen-de-la-Besace.

Dans la généralité d'Alençon, la plupart des rôles ont été dressés sans que la présence d'un commissaire ait été nécessaire.

Dans les cas exceptionnels où nous relevons leur emploi, nous notons que les choix ne sont pas différents de ceux de la généralité voisine.

(18) Archives Calvados ²C (fonds de l'élection de Bayeux : non classé).

C'est ainsi que, dans l'élection de Lisieux (19), nous trouvons commissaire pour la taille proportionnelle du Planquay, en 1749, François Mignot, président en l'élection.

De même, vers les années 1778-1785, pour les paroisses de La Chapelle-Harang, des Places, du Mesnil-Germain et du Mesnil-Guillaume, son successeur, J.-J. Maillet.

Le subdélégué, Thomas Bourdon, établit le rôle de Marolles, en 1762.

Son prédécesseur, Pierre Le Tallois, établit celui d'Ecorcheville, en 1737.

Nicolas des Bordeaux, élu en l'élection de Lisieux, est commissaire pour la Vespière, en 1773 ; — Jean Senée, élu, pour Fumichon, en 1752 ; — Thomas Gadelorge, élu, pour Glatigny, en 1743 ; — P.-L. de Fouques, lieutenant général d'Orbec, est commissaire pour Boscrenoul en 1745 ; — Charles Picot, assesseur au bailliage d'Orbec, est chargé des paroisses du Besnerais et de La Cressonnière, à la même époque, de même que P. Avenel, avocat au bailliage d'Orbec, pour Bienfaite, Saint-Germain-la-Campagne et Familly.

Dans les rôles de taille proportionnelle des autres élections de la généralité, nous relevons, par places, le nom du subdélégué ou d'un officier de l'élection ou du bailliage.

En 1768, dans la généralité de Caen, il devait en être de même ; le cercle s'élargit peut-être un peu

(19) Archives Calvados ²C (fonds de l'élection de Lisieux : non classé).

cependant : c'est ainsi que, dans l'élection de Caen, à côté d'élus, comme Boullongue, se trouvent un avocat au Parlement, Marescot, — un receveur des tailles, Berthier, — un receveur de la capitation, Lequesne (20).

Nous avons pu, dans cette étude, remarquer l'emploi presque exclusif comme commissaires des officiers de l'élection ; nous avons noté, en outre, dans la généralité de Caen, la permanence prolongée de leur commission dans les mêmes paroisses : elle est due à la nécessité trop évidente, avec un système de taille proportionnelle assez compliqué, d'une connaissance approfondie du terroir et des habitants qui permette de dépister les fraudes et d'obtenir des résultats sérieux ; c'est ce que nous constaterons en étudiant les recensements.

Section II. — LES RECENSEMENTS

On peut concevoir deux façons d'établir un état des fonds et de l'industrie des contribuables :

la première, c'est d'effectuer un recensement indépendant des rôles ; — la deuxième, c'est d'établir annuellement cet état sur le rôle de chaque paroisse.

Le premier système a l'avantage de faciliter le travail des collecteurs des années suivantes (si tant est qu'ils veulent bien s'en servir) et de n'obliger qu'à un

(20) Paroisses de Démouville et Giberville, élection de Caen, année 1768. Archives Calvados ²C 1215, 1241 ; Paroisse d'Hérouvillette. Archives Calvados ²C 1254.

contrôle intermittent ; mais, dans certaines régions, cet avantage n'est que théorique : la situation des contribuables variant trop rapidement pour que le recensement ne soit pas bientôt une source d'abus.

Le second a le désavantage d'exiger, surtout pour l'évaluation de l'industrie, la présence chaque année de commissaires ; mais il suit mieux, semble-t-il, les variations de la matière imposable et son application ne dépend que de la constance des administrateurs. C'est le premier système qui fut mis en application en 1717 et en 1768 ; — le second, que réclame la taxation au lieu du domicile (déclaration de 1728), a été adopté par Orry, pour son expérience de taille proportionnelle.

L'enquête, prescrite par le duc de Noailles aux intendants, doit conduire à l'établissement d'un état de la paroisse travaillée et d'un « mémoire particulier des connaissances et détails que messieurs les Intendants feront prendre secrètement par les commissaires qui seront envoyés dans chaque paroisse pour travailler à l'établissement de la taille proportionnelle (21) ».

L'état de la paroisse est divisée en deux parties : un état des fonds situés dans la paroisse, — un état des personnes, tant exemptes que taillables, demeurant dans cette paroisse ou collecte, avec évaluation de l'industrie, travail ou commerce des taillables.

L'état des fonds de la paroisse (n'oublions pas que le projet Noailles taxe les fonds dans le lieu de leur situation et non au domicile de l'occupant) doit

(21) Archives Calvados C 4521 bis.

d'abord évaluer le revenu moyen de chaque espèce de fonds, divisée en trois classes (meilleurs, médiocres, moindres), la superficie de chacune de ces espèces et classes, le revenu foncier global de la paroisse. Puis, dans deux chapitres, sont répartis, d'une part, les fonds des exempts, — d'autre part, les fonds de terre, « maisons, clos, moulins, étangs, et autres natures de biens », possédés ou exploités, dans la paroisse, par les privilégiés, au delà de leur privilège, ou par les taillables (de la paroisse ou hors paroisse) ; on ajoute un état des chevaux et bestiaux de chaque taillable.

Dans l'état des personnes, trois chapitres : 1° les exempts ; 2° les taillables, pour l'industrie ; 3° « les taillables qui n'ont point de profession certaine ni d'industrie marquée ou qui sont tombés dans quelques malheurs ou quelques infirmités considérables ».

L'état signé par les délégués des habitants est fait en double et un exemplaire est conservé par le syndic de la paroisse.

Le mémoire particulier qui correspond au recensement dont Fénelon, dans les *Tables de Chaulnes*, fait la base de son système fiscal, doit être rédigé par le commissaire, indépendamment des mentions de l'état : celui-ci, qui doit être établi par les délégués élus, est, en effet, susceptible de contenir des inexactitudes très volontaires. Le mémoire secret sert donc, en quelque sorte, de contrôle.

Voici quelques renseignements qu'il doit fournir :

Art. 7. — Quelle est à peu près l'étendue de la collecte ?

Art. 10. — Quel est le nombre de familles ? S'in-

former si le nombre des personnes de tout âge et qualité est augmenté ou diminué depuis 1680, en marquer les raisons autant qu'il se pourra.

Art. 11. — Quel est le commerce que l'on y fait, les causes de sa diminution s'il y en a et les moyens de le rétablir ?

Ar. 12. — [Le mouvement des impositions des dernières années et la raison].

Art. 13. — [Le nombre des bénéfices ecclésiastiques].

Art. 19. — [La superficie et le revenu des biens de la noblesse].

Art. 20. — [...de l'Eglise].

Art. 21. — [...des exempts ou privilégiés].

Art. 22. — [...des taillables].

Art. 23. — La quantité de terres vaines et vagues.

Art. 24. — La quantité de communes.

Art. 25. — La quantité de fonds abandonnés ou domaines vacants et incultes [causes, remèdes, revenus lorsqu'ils sont cultivés et impositions alors portées].

Art. 31. — [Rentes foncières par nature de fonds].

On voit que le mémoire particulier dépasse largement des limites de l'état des fonds, qu'il devrait permettre de recouper et d'assouplir, en cas de nécessité.

Or, comme le vit fort bien Noailles (22), les subdélégués (nous pouvons nous en rendre compte par l'état et le mémoire de la paroisse de La Bazoque qui nous

(22) Archives Calvados C 4390. Lettre à Guynet, 30 juin 1717.

sont l'un et l'autre parvenus) (23) se sont contentés de reporter, à peu près, les déclarations de la commission, de l'état sur le mémoire particulier; ce qui rendait ce dernier inutile. D'autant plus inutile que les déclarations faites par la commission, composée des délégués des habitants, étaient évidemment fausses, ainsi que le montrent les observations que nous attribuons à l'intendant Guynet (24) :

« 1° les estimations étant faites par les habitants des paroisses, les estimateurs se favorisent et leurs parents et amis, et, pour cela, ils mettent leurs bonnes terres, plants et prés, dans la classe des médiocres et les médiocres dans la classe des mauvais... ; »

« 4° dans les estimations, les estimateurs, qui sont de la paroisse, surchargent les fonds appartenant aux gentilshommes, aux privilégiés et à ceux qui ne sont pas de la paroisse et les mettent dans la classe des meilleurs fonds ». La paroisse de La Bazouque nous fournit un exemple de cette assertion : les biens des nobles sont estimés à 400 arpents et 1.200 livres de revenu, ceux des exempts à 320 arpents et 1.400 livres de revenu, soit, pour les privilégiés, 720 arpents rapportant 2.600 livres de revenu, ou un revenu moyen de 3 livres et 12 sols par arpent ; tandis que les biens des taillables (dont certains sont cependant occupés par des « horsains », ce qui contribue à augmenter le chiffre) vont à 636 arpents et ne donnent un

(23) Archives Calvados C 4410.

(24) « Observations à faire sur le système de la taille proportionnelle et sur les estimations qui ont été faites ». Archives Calvados C 4390. Voir chapitre précédent.

revenu que de 1.000 livres, c'est-à-dire de 1 livre et 11 sols l'arpent.

L'état est donc faux et, d'autre part, serait-il juste en 1717, qu'il ne le serait plus les années suivantes : « Comme les fonds, dans l'élection de Vire (25), ne se font valoir qu'avec beaucoup de peine et de travail et qu'ils ne produisent qu'à proportion qu'ils sont bien cultivés et ménagés, le revenu en augmente où diminue en très peu d'années, de sorte qu'une terre ou ferme, qui sera bien ménagée pendant un bail de cinq ans, augmentera d'un quart ou d'un tiers, au lieu que, si elle est mal cultivée, soit par le mauvais ménage d'un laboureur ou son impuissance, elle diminuera de plus d'un tiers du revenu et il en est ainsi de tous les fonds de ladite élection... Et comme les estimations ne se peuvent pas faire tous les ans, il est certain que, la taille étant assise au revenu, il y aura plus d'inégalité et d'injustices que de la manière dont l'assiette s'en fait à présent et elles dureront plus longtemps, puisqu'elles ne pourront être réparées que par une nouvelle estimation, au lieu que, si les collecteurs d'une année ont fait quelque injustice, les collecteurs de l'année suivante la peuvent réparer ».

D'autre part, les rentes actives ou passives, les

(25) Cette mention de l'élection de Vire s'explique par la pauvreté relative de celle-ci par rapport aux élections de Caen et de Bayeux ; c'est celle où la valeur des fonds est la plus instable, où le revenu dépend le plus du travail de l'homme. Le mémoire descriptif de l'intendant Foucault, en 1697, la décrit comme « un pays pauvre, froid, de peu d'herbages, où les fruits ont peine à arriver à maturité ». On comprend pourquoi Guynet insiste sur elle.

hypothèques, sont une matière considérable en Normandie ; or, le projet Noailles prétend ne faire aucune diminution en raison de ces rentes et permet seulement une retenue proportionnelle sur le montant de l'annuité par le débiteur. Calcul faux, fait remarquer Guynet : « Il y a beaucoup de taillables qui ont des rentes hypothèques pour raison desquelles ils étaient imposés, parce que la taille, en Normandie, est due à raison des exploitations, facultés et moyens et, par ce système, ils s'en trouveront exemptés pour les rentes hypothèques, ce qui n'est pas juste. » Ils seront bien touchés cependant, mais le système peut être repoussé par la raison que les paroisses surtaxées verront fuir les capitaux vers les paroisses à taux bas. Les rentes doivent être taxées dans la paroisse de celui qui en jouit si on veut éviter ce phénomène. Les articles 20 et 21 du projet Noailles établissent donc une erreur permanente dans l'estimation des facultés des taillables ; il faut tenir compte des rentes foncières dans les états et dans les rôles.

Enfin, en ce qui concerne l'industrie, elle est, dans les paroisses de campagne, d'un si petit objet que Guynet estime qu'il s'en faut de beaucoup que « ...les artisans n'aient deux cents journées par an et il y a une très grande incertitude dans l'industrie, ce qui emportera avec soi beaucoup d'inégalité et d'injustices dans l'imposition de la taille ; il y aura beaucoup de difficultés et d'embarras dans la confection des rôles et ils coûteront beaucoup aux collecteurs tant pour le papier timbré que pour le salaire de ceux dont ils seront obligés de se servir pour les faire et

il en naîtra infiniment plus de procès qu'il ne fait de l'assiette ordinaire ».

La conclusion de Guynet est double ; conclusion implicite qu'indiquent le ton du morceau et les critiques formulées : le projet ne vaut rien ou plutôt il n'est pas au point ; conclusion explicite : de toute façon, si l'on veut avoir un état des fonds qui corresponde à la réalité, il faudra procéder à des arpentages.

Dans l'opération de 1737, les mêmes fraudes dans les déclarations et les évaluations devaient se reproduire.

Prenons, par exemple, les rôles de la paroisse de Monts (26). En 1737, les fonds afferchés à des taillables de la paroisse ont une superficie de 195 acres environ et une valeur locative de 3.538 livres ; l'année suivante, toujours d'après les déclarations faites au commissaire, ils couvrent 310 acres et valent 4.951 livres.

En 1737, les biens faits valoir par leurs propriétaires sont de 40 acres ; en 1738, on en déclare 73.

On pourrait continuer longtemps cette énumération ; toutes les paroisses y passeraient sans montrer autre chose que ces dissimulations qui entravaient l'œuvre des commissaires et rendraient illusoires, en fait, les bienfaits de la taille proportionnelle.

Pour arriver à saisir ces fraudes, on comprend combien il était utile d'avoir des commissaires habitués, pendant de nombreuses années, aux mêmes

(26) Archives Calvados ²C 1290.

paroisses. Alors seulement pouvait-on parler de proportion.

Il semble bien que les commissaires aient réussi, en fin de compte, à délimiter d'assez près la matière imposable et à lui appliquer un juste tarif. C'est ce qui explique comment plusieurs paroisses demandaient à être soumises à la taille proportionnelle et comment une paroisse de l'élection de Saint-Lô qui avait été « détarifée » en 1744, demandait ardemment, quatre ans plus tard, qu'on revint sur cette mesure.

La question des rentes avait reçu, depuis 1717, une solution assez originale : le propriétaire, qui devait une rente passive, n'était considéré, au point de vue fiscal, comme ayant, à la fois, la propriété et l'exploitation de son fonds, que dans le rapport de la différence du revenu estimatif de ce fonds et de la rente passive au revenu du fonds. Pour le reste, on considérait qu'il n'y avait qu'exploitation. Sur la première partie, il payait au taux de la propriété et exploitation réunies ; sur la seconde, au taux de l'exploitation simple. Ce système fut conservé et nous le retrouvons en 1768.

Il est difficile de prouver les fraudes qui purent se produire dans les évaluations, durant l'expérience de Laverdy. La tentative n'ayant duré que deux ans, dans la généralité de Caen, et n'ayant pas atteint souvent les mêmes paroisses, nous manquons de points de comparaison. Il est vraisemblable qu'il y eut recrudescence de fausses déclarations, d'autant plus que les taux du système, instauré par Fontette, ne pou-

vaient qu'inciter à la fraude ; les commissaires n'eurent pas le temps de s'acclimater.

Nous avons dit que la déclaration de 1768 reprenait les dispositions de 1717 pour frapper les biens-fonds au lieu de leur situation. Notons ici l'évolution qui s'est produite pour les rentes : en 1717, Noailles les frappait indirectement au lieu de situation du bien sur lequel elles étaient constituées ; — en 1737, alors qu'on a abandonné la taxation au lieu de situation, le paiement se divise entre le débiteur et le bénéficiaire de la rente foncière ; — en 1768, la taxation des biens-fonds au lieu de situation est à nouveau appliquée, mais on continue, comme en 1737, à partager le paiement de la taxe qui frappe la rente.

Section III. — LES TARIFS

La troisième question qui doit nous occuper, c'est celle des tarifs. Les systèmes ont varié beaucoup sur ce point.

I. — *Le tarif de 1717*

Le projet du duc de Noailles considérait que, l'état des facultés diverses des contribuables étant établi, les propriétaires et locataires étant cotisés respectivement sur la moitié du revenu des fonds, un taux unique devait s'appliquer à toutes les facultés ; — ce taux était obtenu en retranchant d'abord l'imposition de la classe des personnes sans industrie — imposition arbitraire — de l'imposition globale, puis en faisant le

rapport de la somme restante à l'ensemble des autres facultés contributives.

Ce système a le mérite de la simplicité. Mais il comportait un grave défaut : on se souvient de la division des fonds en trois classes, par nature de fonds, et l'assignation à chacune de ces classes d'un revenu moyen ; nécessairement, comme le montrait Guynet, il y a un certain arbitraire qui préside au classement des fonds et, dans une même classe, les différences de valeur réelle entre les différents fonds peuvent être assez grandes (27) : et cependant ces fonds paieront exactement la même somme.

(27). Dans le même sens, cf. « Réflexions sur le projet de taille proportionnelle » expédiées au Conseil par l'intendant de Rouen Goujon de Garville. Archives nationales G⁷ 1130.

« ...Le fermage doit être une règle plus fixe et plus certaine que l'évaluation des fonds par experts, parce que le fermage suit toujours la véritable valeur du revenu du fonds ; il varie, il augmente ou diminue selon l'amélioration ou dégradation du fonds, selon que sa culture le met en bon ou en mauvais état ; c'est le véritable revenu de la paroisse ; — ainsi en calculant les fermages de la paroisse on peut rejeter facilement, au marc la livre, la somme que les fonds doivent porter, on est sûr de l'égalité et de la justice, au lieu qu'une évaluation par experts, qui sera faite pendant l'année 1717, quoique faite équitablement, ne pourra, avec justice, être une règle qui assure longtemps la même valeur ; — il faudrait réitérer, d'année en année, cette évaluation, parce qu'un fonds ne dure pas toujours au même état ; — il n'y a, au plus, que les terres labourables, les bois et les prés, qui soutiennent mieux la durée d'une valeur égale, pourvu qu'ils ne soient pas dégradés ; toute autre nature de fonds ne soutient sa valeur que par la culture.

Il est vrai que quelquefois le loyer et le revenu ne répondent pas toujours à la valeur réelle du fonds ; — un homme dans la

D'autre part, il n'est pas juste d'appliquer un taux égal aux deux cents journées des simples journaliers et artisans, deux cents journées qu'ils n'auront peut-être pas gagnées, et à l'évaluation, assez arbitraire et certainement au-dessous de la réalité des revenus des commerçants. Aussi, cette méthode ne fut jamais reprise telle quelle.

nécessité et indéfendu est souvent forcé de donner son fonds à bon marché... ; une personne d'autorité et de considération le loue tous les jours au delà de sa valeur ; mais c'est encore une raison pour s'arrêter au loyer et fermage, car, dans ce cas, comment l'évaluation servira-t-elle de règle ? Elle devient entièrement injuste ou inutile ; — la preuve en est claire par l'observation de trois éventualités nécessaires et sans réplique : ou l'évaluation se rapportera au fermage, ou elle sera plus forte que le fermage, ou elle sera plus faible.

Si elle se rapporte au fermage, la peine, le temps et les frais de l'évaluation sont perdus ; — si elle est plus forte, fera-t-on payer au propriétaire et au fermier une taille plus forte que la proportion de son véritable revenu ? Cela serait injuste ; le propriétaire est assez malheureux de ne pouvoir pas louer son bien ce qu'il vaut et de perdre autant. Si l'évaluation est plus faible, elle fait préjudice au roi et à la paroisse.

— Elle ne doit pas servir de règle ; c'est le revenu véritable que l'on cherche par l'évaluation par experts ; — le prix des baux sincères assure plus certainement la vérité du revenu que le jugement des experts.

Il doit donc être d'autant plus préféré qu'il évite tout d'un coup tout ce qui se peut imaginer d'embarras et de difficultés pour les experts et les arpentages : si on prenait le parti de l'évaluation, quand elle serait faite il faudrait cantonner et borner chaque classe de bons, médiocres et mauvais fonds, et chaque nature différente de fonds ; pour les distinguer et reconnaître, il faudrait en tenir un registre, numérotter les articles des particuliers, à qui chaque sorte de fonds appartiendrait, et suivre tous les ans les changements, divisions et réunions.

D'ailleurs trois classes... ne suffiraient pas : les terrains sont

II. — *Le tarif de Seynard d'Hérouville (Monts, 1736)*

Un système assez proche cependant c'est celui appliqué, en 1736, à la paroisse de Monts, élection de Caen, par le procureur en l'élection, Seynard d'Hérouville. Même division par classes, mais ici les classes sont réduites à deux ; et, non seulement cette division s'applique aux biens-fonds, mais elle s'applique aussi à l'industrie. Celle-ci est taxée entre 10 sols et six livres ; les revenus des fonds sont évalués par nature et par classe.

Ces derniers revenus étant frappés à raison de deux sols six deniers pour livre, le surplus de l'imposition est rejeté sur l'industrie, ce qui, cette année-là, fait porter à celle-ci trois sols pour livre au-dessus du tarif fixe (28).

trop inégaux ; de toutes les mesures d'une même paroisse souvent il n'y en a pas deux d'une égale valeur, de même des terres et autres natures d'héritages ; — et dans un corps différent, les différentes natures de fonds qui la composent en soutiennent ensemble leur valeur ; au lieu que divisées et estimées séparément, elles seraient moins évaluées ; — tout cela ne devient plus nécessaire dès que l'on prendra le fermage et prix des baux pour règle, comme la plus juste et la plus facile ».

(28) Voici le tarif et un fragment des cotes de ce rôle. Arch. Calv. ²C 1290.

Tarif pour les fonds :

terres labourables, en propre, plantées (on n'a point tarifé la terre plantée parce que les collecteurs et les principaux habitants... sont convenus qu'une acre de bonne terre labourable non plantée valait autant dans cette paroisse qu'une acre de

Il est possible que ce système fut parfaitement

bonne terre plantée, il en a été de même pour les terres plantées données en fief ou affermées) ;

bonne terre labourable, en propre, estimée valoir.....	20	¹	l'acre
terre médiocre, en propre, .	—	¹	—
bonne terre, en fief, .	—	¹	—
terre médiocre, en fief, .	—	¹	—
bonne terre, à ferme, .	—	¹	—
terre médiocre, à ferme, .	—	¹	—

On n'a point tarifé les prairies en propre ni en fief, lesdits collecteurs et principaux habitants étant convenus que le peu qu'il y en avait dans ladite paroisse était presque tout affermé et fait valoir par des privilégiés.

prairies bonnes, à ferme, estimées valoir.....	25	¹	l'acre
prairies médiocres, à ferme, —	—	¹	—
..... [mesures usitées dans la paroisse]			

Tarif pour l'industrie :

journaliers bons	3	¹
— médiocres	2	¹
— infirmes	1	¹
journaliers ayant des chevaux (pour eux).....	4	¹
et par cheval	3	¹
charpentiers bons	4	¹
— médiocres	3	¹
.....		
fileuse bonne	1	¹
— médiocre	0	¹ 10 "
.....		
cabaretier bon	6	¹
— médiocre	4	¹
maréchal bon	6	¹
— médiocre	4	¹
.....		
cordier bon	4	¹
— médiocre	3	¹

adapté à la paroisse de Monts (29) ; en tout cas, il ne

taupetier bon	4 ¹
— médiocre	3 ¹
maître d'école bon.....	4 ¹
— médiocre	3 ¹

L'imposition faite sur le pied des tarifs ci-dessus l'a été à raison de 2^s 6^d pour livre de la valeur des terres mentionnées au même tarif ; — l'on a fait porter à l'industrie 3^s pour livre au delà du tarif ci-dessus pour cadrer et revenir à la susdite somme de 909¹ 13^s que doit porter cette paroisse de Monts.

Abraham le Thuy, fils Pierre,
pour son industrie comme écri-

vain médiocre	3 ¹ 9 ^s	3 ¹ 9 ^s
---------------------	-------------------------------	-------------------------------

André La Lande,

pour son industrie comme bon
boucher

6¹ 18^s

pour ½ acre de terre médiocre, à ferme.....

0¹ 12^s 6^d

7 ¹ 10 ^s 6 ^d	7 ¹ 10 ^s 6 ^d
---	---

Bénédicte Le Page, fils Thomas,
et Jacques son fils,

pour l'industrie du fils comme
plâtrier avec un cheval 8¹

1^s, et pour celle du père, bon

journalier 3¹ 9^s.....

11¹ 10^s

pour une vergée de bonnè terre,
en propre

0¹ 12^s 6^d

12 ¹ 2 ^s 6 ^d	12 ¹ 2 ^s 6 ^d
---	---

(29) Ce système est, en quelque sorte, une taille réelle, doublée

fut pas suivi et, l'année suivante, le même commissaire appliquait à cette paroisse le système général prescrit par l'intendant ; son œuvre personnelle avait le défaut inverse du système de Noailles : elle frappait trop lourdement l'industrie (30).

III. — *Le tarif de la généralité de Caen jusqu'en 1740*

Le système qu'en 1737 l'intendant de Vastan fait appliquer, dans toutes les paroisses tarifées de la généralité de Caen, présente un avantage certain et sur le projet Noailles et sur la tentative de Seynard d'Hérouville.

On abandonne la division en classes et on s'attache à déterminer le revenu réel. Le taux de la propriété seule est double de celui de l'exploitation seule. Le propriétaire qui exploite lui-même ses terres subit un taux de celui du fermier. Il en est de même pour les rentes actives qui sont frappées au double de la rente passive. Dans certaines paroisses, le taux de la propriété et exploitation réunies est double seulement des taux de la propriété et exploitation séparées : ainsi à Bénouville (31). C'est cette dernière proportion qui l'emportait justement dès l'année suivante.

d'une capitation ; c'est le projet de Boulainvilliers, que Goujon de Garville, intendant de Rouen, recommandait en 1717.

Cf. Archives nationales G⁷ 1130. « Observations sur le projet de taille proportionnelle ». Généralité de Rouen, février 1717.

(30) Le tarif établi pour Colleville-sur-Orne, en 1736, par Gohier de Jumilly, est très proche de celui de Monts. Archives Calvados ²C 1199.

(31) Archives Calvados ²C 1159.

Pour l'industrie, on a repris une idée de Noailles : celle de l'imposer sur les multiples de la plus faible classe, cette dernière étant elle-même frappée sur le revenu de 200 journées moyennes de travail. Les coefficients varient d'ailleurs selon les commissaires.

Le taux appliqué aux revenus ainsi déterminés est le même pour l'industrie et pour les terres, ou, plus exactement pour l'exploitation des terres. Il arrive d'ailleurs que le calcul ne soit pas fait sur 200 journées de travail ; voici, par exemple, comment est calculée la taille d'industrie pour Monts (32) en 1739 :

« ...13 journaliers simples à six sols six deniers par jour, à raison de 20 jours seulement par mois, le surplus déduit, tant à cause des dimanches et fêtes qu'en égard aux indispositions qui leur peuvent arriver dans le courant de l'année, déduction aussi des deux-tiers sur le total de ce produit pour leur nourriture et celle de leurs femmes et enfants, reste seulement, pour chaque journalier, 24 livres sujettes à l'imposition relativement et par proportion au taux de l'exploitation, ce qui fait par chaque journalier deux livres quatre sols à raison de un sol neuf deniers par livre des vingt-quatre livres... ; 9 journaliers avec chacun un cheval, au double du journalier simple ; artisans, à trois livres six sols, moitié en sus du taux, etc... » Les journaliers infirmes, les veuves fileuses, sont frappés à un taux très bas, le tiers, par exemple, du journalier simple.

(32) Archives Calvados ²C 1290.

IV. — *Le tarif de la généralité de Caen de 1740 à 1752*

Avec l'année 1740, on perfectionne le système ; apparaissent alors ce qu'on peut appeler des « primes à la sincérité des déclarations » : jusque-là, tout cultivateur avait été imposé, d'une part, pour le revenu de ses terres, d'autre part, pour son industrie, comme journalier ; désormais, il sera convenu qu'au-dessus d'une certaine quantité de terres exploitées — le nombre d'acres est débattu avec les habitants de la paroisse, — qu'il s'agisse de biens propres ou à ferme, le taillable aura la qualité de laboureur, ce qui l'exemptera de la taille personnelle de l'industrie à titre de journalier et qui lui permettra de ne faire porter ses chevaux qu'au tarif de contribution des bestiaux ; en outre, un cheval pourra n'être compris qu'au tarif des bestiaux si son maître exploite un certain nombre d'acres (encore à convenir) : au-dessous, il contribuerait à la fois dans les deux tarifs, tant des bestiaux que de l'industrie (33).

(33) Nous donnons ici un court extrait du rôle de Bénouville, en 1740. Archives Calvados ²C 1159.

Après avoir mentionné les deux clauses que nous venons de rapporter, indiqué le prix de la journée du journalier simple et son imposition en raison du tarif de contribution qui est de un sol deux deniers pour livre de l'exploitation et propriété divisées et deux sols quatre deniers de l'exploitation et propriété réunies, rappelé les mesures superficielles en usage dans la paroisse, le

Il convient de noter que l'on revient également, en

rôle porte, le tarif des fonds, les cotes et la résomption des tarifs de contribution avec leur produit.

Tarif d'appréciation des biens

de la paroisse

à 1^s 2^d à 2^s 4^d

BESTIAUX :

et fonds de toute nature

Chaque ferme ou héritage de maison où il y a cheminée, 3 ¹ ..	3 ^s 6 ^d	7 ^s	vache à lait... 3 ^s
Chaque ferme ou héritage d'autre bâtiment, comme grange, etc..., 1 ¹ 4 ^s	1 ^s 5 ^d	2 ^s 10 ^d	cheval 3 ^s 6 ^d
la perche de jardin, 7 ^s	0 ^s 4 ^d	0 ^s 8 ^d	brebis 0 ^s 4 ^d
la vergée de bonne terre, 3 ¹	3 ^s 6 ^d	7 ^s	cochon 0 ^s 6 ^d
la vergée de médiocre, 2 ¹	2 ^s 4 ^d	4 ^s 8 ^d	

1. Laurent Le Foulon, pilote..... 12¹ 19^s

Industrie (dans la paroisse)

4¹

propriété et exploitation réunies	{	2 fermes de maison manable.....	0 ¹ 14 ^s
		d'autres bâtiments	0 ¹ 5 ^s 8 ^d
		1 perche de jardin.....	0 ¹ 0 ^s 8 ^d
		(dans la paroisse).	

propriété et exploitation divisées	{	4 vergées de bonne terre.....	0 ¹ 14 ^s
		Cy pour la propriété, baillée à ferme à Nicolas Rault au n° 9 cy après.....	
		(dans la paroisse).	

exploitation simple	{	42 vergées de bonne terre.....	7 ¹ 7 ^s
		2 vergées de médiocre.....	0 ¹ 4 ^s 8 ^d

bestiaux	{	1 vache	0 ¹ 3 ^s
		1 cochon	0 ¹ 0 ^s 6 ^d

Total..... 13¹ 9^s 6^d

sur quoi : déduire pour 9¹ de rentes passives.....

10^s 6^d

Reste..... 12¹ 19^s

.....
*Résomption et récapitulation des tarifs de contribution
avec leur produit*

1° Tarif de la propriété et exploitation réunies

{ dans la paroisse..... }
{ hors la paroisse..... }
{ bestiaux }

2° Tarif de la propriété et exploitation divisées

{ pour la propriété..... }
{ pour l'exploitation..... }

3° Tarif de la propriété simple hors la paroisse
rentes actives.....

4° Tarif de l'exploitation simple

{ dans la paroisse..... }
{ hors la paroisse..... }
{ dîme et bac..... }

5° Tarif de l'industrie

38 journaliers simples à 40^s chacun.....

10 pilotes au double du journalier.....

[artisans] { chacun à moitié en sus du }
{ taux du journalier simple }.....
{ pour sa taille personnelle }

17 chevaux contribuables à l'industrie des
journaliers et artisans ci-dessus, tant
pour totalité que pour partie seulement
de la taxe, à raison de 2¹ entières pour
la taxe de chaque cheval.....

18 fileuses à 10 sols.....

un pauvre journalier.....

Total.....

sur quoi déduire pour 292¹ de
rentes passives.

Reste somme pareille à celle à imposer

1740, au système des classes de terre dont nous avons dit le caractère arbitraire (34). Aussi les déclarations restent-elles très infidèles ; on en a une preuve dans le rôle de Tourville-sur-Odon (35), pour 1740, où J.-C. Lepecq, lieutenant en l'élection de Caen, est obligé d'abandonner le taux normal, en faveur des journaliers sur lesquels retombe tout le poids de l'imposition du fait des fraudes : « ...le prix de la journée du journalier simple est de 7 sols, la nourriture qu'on lui fournit évaluée, et, en conséquence, la taxe qu'il paiera pour son industrie a été fixée à 43 sols, relativement et par rapport à l'infidélité des déclarations de la paroisse, qui, nonobstant les remontrances dudit sieur commissaire, se sont trouvées très modiques, au préjudice des journaliers qui, n'y ayant pas participé, se trouveraient assujettis à payer, conformément aux tarifs de contributions de la paroisse et aux règles prescrites par le mandement, article 21, trois livres dix sols pour leur taxe personnelle... »

Il faut reconnaître que l'imposition de l'industrie en devenait tout à fait erratique.

A Secqueville-en-Bessin (36), par exemple, les taux de contribution restant à deux sols six deniers et cinq sols par livre, l'imposition du journalier simple pour sa cote personnelle passait successivement à 40 sols, 48 sols 9 deniers, 48 sols, 55 sols, 38 sols, 47 sols.

Dans d'autres paroisses, les taux, devenus très éle-

(34) Cf. rôle de Tracy pour 1740 (Rob. d'Amayé, commissaire). Archives Calvados ²C 1356.

(35) Archives Calvados ²C 1355.

(36) Archives Calvados ²C 1345.

vés, frappaient durement ceux qui ne pouvaient dissimuler ; à Monts, les taux atteignaient, en 1750-1751 et 1752, trois sols trois deniers et six sols six deniers par livre (soit 32 % du revenu) et le journalier simple avait été cotisé, un moment, à trois livres sept sols.

Nous venons de voir combien des taux inflexibles, sur toutes les catégories de revenu, pouvaient, s'ils n'étaient accompagnés d'un contrôle strict des déclarations, provoquer d'injustices. L'arrêt de l'expérience, en 1752, dans la quasi-totalité des paroisses de la généralité de Caen, est peut-être, pour une certaine part, due à la constatation amère que la taille arbitraire l'était souvent moins que la taille proportionnelle.

V. — *Le tarif de la généralité d'Alençon (1740-1789)*

Était-il cependant impossible d'arriver à des déclarations sincères ? L'exemple de la généralité d'Alençon nous paraît prouver le contraire. Jusqu'en 1740, on y avait employé un système analogue à celui que nous avons trouvé dans la généralité de Caen à la même époque, c'est-à-dire un système directement inspiré par le contrôle général (37). Devant les fraudes trop évidentes dans la déclaration de la superficie et de la valeur des fonds, l'intendant Lallement de Levignen eut l'idée d'incorporer à la taille proportionnelle la souplesse de la taille arbitraire en réintroduisant celle-ci, en quelque sorte, à titre de sanction. Voici

(37) Cf. Archives Calvados ³C, fonds de l'élection de Lisieux, paroisse de Bienfaite.

comment fonctionna le système, à la satisfaction générale, semble-t-il, puisqu'il dura jusqu'à la Révolution dans la plupart des paroisses (38).

Les fonds sont frappés d'un impôt *de quotité* à taux moyen : 2 sols pour livre pour les biens affermés, 4 sols pour livre pour les biens propres que le propriétaire fait valoir, c'est-à-dire 10 et 20 % ; le surplus de la somme imposée sur la paroisse est rejetée sur les taux personnels *et les biens non déclarés*, au jugement motivé du collecteur qui, habitant la paroisse, ne saurait ignorer les sources de revenus de chacun ; si un taillable s'estime surtaxé il pourra faire la preuve par l'arpentage de son terrain.

En fait, la menace dut suffire : car dans les rôles que nous avons conservés, la seconde cote ne mentionne que très rarement, à côté de l'industrie, une taxation pour non-déclaration des biens-fonds.

On dira que l'arbitraire de la cote d'industrie est inadmissible ; on a vu qu'il y avait autant d'arbitraire dans les tarifs d'industrie de la généralité de Caen. Comme le remarquait, en 1717, Goujon de Garville (39) : « quand on vient à entrer dans le détail pour se faire un point fixe du produit de la main-d'œuvre, de l'art et du commerce, on est forcé de reconnaître... qu'il est difficile de pénétrer le véritable état et profit d'un chacun et d'y mettre une règle fixe ; les fortunes sont aussi différentes que les visages : il

(38) Par exemple, cf. paroisse de Saint-Nicolas-des-Bois. Archives Orne, série C (supplément), non classé.

(39) Archives nationales G⁷ 1130. « Observations... ». Généralité de Rouen, février 1717.

n'y a nul principe, nul calcul certain, sur lequel on puisse fonder avec certitude, et qui ne soit susceptible de beaucoup d'erreur, quand on veut l'appliquer à chaque sujet en particulier ; ...d'ailleurs, pour suivre une règle fixe pour le journalier, pour l'artisan, pour le marchand, il faudrait que ce fut la journée, le métier ou la qualité du commerce qui donnât un profit et revenu fixe à l'industrie, comme une charge qui a des gages fixes..., au lieu que c'est l'usage que chaque particulier fait de sa journée, de son métier, de son trafic, qui fait sa pauvreté ou sa richesse. »

L'arbitraire dans l'estimation directe est inévitable ; dans les paroisses de campagne l'inconvénient est cependant assez réduit ; et comme, d'autre part, le taux de 20 % est manifestement supérieur au taux moyen de la taille par rapport aux revenus réels des généralités, il en résulte que l'industrie, dans les paroisses tarifées de la généralité d'Alençon, ne supporte, en fait, qu'un taux faible et que l'arbitraire en devient presque insensible.

Il est bien vrai toutefois que là où l'industrie est importante, cette conclusion ne serait plus valable ; aussi verrons-nous, à propos de la taille d'industrie des villes, l'emploi d'une méthode indirecte d'évaluation permettant une imposition automatique sur des faits facilement contrôlables.

VI. — *Le tarif Fontette* (1767-1768)

Il nous reste à parler de l'expérience de Fontette dans la généralité de Caen, en 1767 et 1768.

Le principe de la déclaration du 7 février 1768 (40), quant aux tarifs, est contenu dans l'article 10 : « lorsque... on aura fixé la quotité de taille des journaliers et des veuves qui n'ont aucun bien personnel, celle des commerçants et artisans, uniquement relative à leur commerce et à leur travail, et celle des fermiers et propriétaires de fonds aussi pour leur commerce particulier, voulons que ces différentes portions de la taille soient déduites de la masse de la taille donnée à la paroisse, et que le surplus soit supporté par les fonds tenus en propre ou à loyer, et réparti dans la plus juste égalité sur les différentes portions du fonds, et relativement à leurs qualités et à la valeur de leurs productions ; de façon que ce surplus d'imposition, ainsi réparti sur les fonds, étant comparé à la masse du revenu de la location ou à l'estimation des biens-fonds, produise le taux des terres et celui des autres fonds de la paroisse. »

Notons ici encore cet acheminement vers l'impôt de quotité : pour le bénéfice des commerçants, pour celui des journaliers, pour tous les revenus autres que ceux de la terre, le taux est désormais fixé (par le gouvernement ou l'intendant) et ne dépend plus de l'importance de ces revenus par rapport à ceux des biens-fonds et à l'imposition portée sur la paroisse.

Pour établir la base de l'imposition des journaliers, Laverdy reprend la formule des deux cents journées de travail ; quant au commerce, c'est toujours l'incertitude pour en déterminer le revenu : les signes extérieurs joueront et l'expérience des commissaires.

(40) Cf. MARION, *Impôts directs*, p. 162.

Sur ce revenu brut, on ne considérera dans la généralité de Caen, que les dix pour cent comme revenu net : les goûts physiocratiques de Fontette apparaissent ici.

Aménageant le nouveau mode d'imposition dans sa généralité, il trahit encore ses tendances en classant, de sa propre autorité, la valeur locative des maisons parmi les éléments soumis à un taux fixe.

Ce tarif fixe est lui-même symptomatique : Fontette impose les bénéfices industriels et commerciaux ainsi que les salaires à 10 % du revenu net, déterminé de la façon ci-dessus indiquée, les maisons en propre à $7\frac{1}{2}$ %, les maisons en location à 5 % de la valeur locative, et le produit des maisons louées à $2\frac{1}{2}$ %.

Le surplus de l'imposition est rejeté sur les fonds de terre et les rentes foncières : les taux, qui en résultent, sont toujours élevés, témoins Démouville (41) où le taux de propriété est de $26\frac{3}{4}$ %, ou Giber ville (42), où il est de 23 % ; — ils sont souvent abusifs : à Cinq-Autels (43), nous trouvons un taux de 40 %, et à Mouen (44), nous atteignons le chiffre de 46 % (45).

(41) Archives Calvados ²C 1215.

(42) Archives Calvados ²C 1241.

(43) Archives Calvados ²C 1195.

(44) Archives Calvados ²C 1291.

(45) Nous donnons ici un fragment du rôle de taille de la paroisse de Cinq-Autels, pour 1768.

TAUX

fermiers et meuniers, 3 ^s 11 ^d $\frac{3}{4}$;

propriétaires de fonds faisant valoir, 7 ^s 11 ^d $\frac{1}{2}$;

Nous avons avec nos impôts successoraux fait une expérience analogue : par tous les moyens, la matière imposable se dérobe.

C'est ce qui a dû se passer dans la généralité de Caen en 1767 et 1768 ; partout où des taux aussi absurdes ont été appliqués, ils ont dû avoir pour résul-

locataires de fonds en petite partie, 3^s 11^d $\frac{3}{4}$;
maisons en propre, 1^s 6^d ;
maisons à loyer, 1^s ;
sur le produit des maisons louées, 6^d ;
sur le produit des terres louées, 3^s 11^d $\frac{3}{4}$;
sur le produit des rentes actives, 3^s 11^d $\frac{3}{4}$;
sur le bénéfice des commerçants, 2^s.

.....

Chapron (Charles) batteur en grange

1 maison à loyer, 6 ^l	6 ^s 9 ^d
5 vergées de terres à loyer, 7 ^l 10 ^s	1 ^l 9 ^s 9 ^d

taille d'exploitation.....	1 ^l 15 ^s 9 ^d
----------------------------	---

son industrie estimée à 200 journées par an, à raison de 5 ^s par jour, 50 ^l , et le bénéfice à 10 % est de 5 ^l	10 ^s
--	-----------------

Cote.....	2 ^l 5 ^s 9 ^d
-----------	--

.....

Le Monnier (Jacques) journalier

1 maison en propre estimée 2 ^l	3 ^s
3 vergées de terre labourée en propre 6 ^l	7 ^s 11 ^d

sur lesquelles il fait une rente de 5 ^l , reste en propre, 1 ^l , le reste comme exploitation.	19 ^s 10 ^d
---	---------------------------------

1 perche de jardin en propre 5 ^s	2 ^s
---	----------------

pour son industrie, vu qu'il est infirme, néant.	
--	--

Cote.....	1 ^l 12 ^s 9 ^d
-----------	---

.....

tat l'effondrement de la valeur des terres, l'émigration et l'accroissement du prolétariat urbain, l'abandon des cultures. On comprend pourquoi, en dehors du peu d'intérêt que marquait Fontette pour la réforme fiscale, la tentative de Laverdy a laissé si peu de traces dans cette généralité ; les villes n'en profitèrent pas et les campagnes, où l'industrie n'était que secondaire, ne tentèrent rien pour en assurer la continuation.

CHAPITRE III

Technique de la taille proportionnelle des villes

L'évaluation de l'industrie dans les paroisses de campagne, nous l'avons vu au chapitre précédent, est établie sur la déclaration des contribuables ou sur l'estimation directe des assésurs ou commissaires ; système logique et simple mais difficilement applicable aux agglomérations de quelque importance où l'industrie et les facultés autres que les revenus fonciers forment la majeure partie de la matière imposable et trouvent de plus grandes facilités d'être soustraites à la taxation. Il est alors nécessaire de remplacer cette taxation sur une matière qui se dérobe par la taxation de faits ou situations faciles à saisir et dont l'ensemble fournit un équivalent jugé suffisant du revenu de l'industrie ; on n'emploiera le procédé de la déclaration qu'à défaut d'indices assez précis. On peut encore dans les villes de moindre commerce réduire la taxe de l'industrie à une sorte de capitation graduée.

D'autre part, les caractères particuliers des baux

de maisons oblige à certaines modifications de la taxe des fonds.

Enfin les règles d'établissement du rôle et de recouvrement ne sauraient être identiques à celles appliquées dans les campagnes : les plaintes contre la charge absorbante et écrasante de la collecte venaient surtout des villes et des gros bourgs ; on se décida donc, tant pour assurer le maintien de la taille proportionnelle que pour faciliter les opérations d'assiette et de collecte, à scinder celles-ci à nouveau et à les confier, la première à la municipalité ou à une commission de composition assez proche, la seconde à un receveur fonctionnarisé.

Avec ces retouches, la taille proportionnelle pouvait sans difficulté s'appliquer dans les villes. L'éclatant succès qu'elle rencontra dans la généralité d'Alençon le démontre.

Section I. — LA TAXE DES FONDS

La taille proportionnelle de Lisieux peut être considérée, avons-nous dit, comme le prototype de la taille proportionnelle des villes. Toutes les autres reprennent avec des nuances plus ou moins marquées la quasi-totalité de ses dispositions (Cfr. Appendice). Nous étudierons donc en premier lieu et en détail le système établi par l'arrêt du Conseil du 27 décembre 1717, nous bornant à indiquer, au fur et à mesure, les concordances et les variations que nous pouvons rencontrer dans les autres villes.

Si l'on en croit l'article premier de l'arrêt de 1717.

article repris par tous les autres arrêts instituant la taille proportionnelle dans les villes de la généralité d'Alençon, la nouvelle imposition comprend deux cédules : celle de l'occupation des fonds et celle de l'industrie, profession et qualité. Ce n'est pas absolument exact : du moins ce ne l'est pas pour Lisieux et Orbec ; pour ces deux villes, cette seconde cédule en représente en fait quatre (les deux dernières sont d'ailleurs bloquées ensemble quant à leur part d'imposition), nous reviendrons sur cette question dans la section prochaine.

La première cédule frappe l'occupation des fonds proportionnellement au loyer ou à la valeur locative, sur production de baux ou expertise. La partie du principal de la taille, qui incombe à cette cédule, est calculée, pour Lisieux (1), en 1718, sur le taux de 2 sols pour livre, soit dix pour cent ; il en est de même à Orbec (2), en 1720 ; à Bernay (3), en 1719 et 1721 ; à Conches (4), en 1725 ; à Verneuil (5), en 1732 ; à Saint-Pierre-sur-Dives (6), en 1732 ; à Laigle (7), la même année ; à Domfront (8), en 1734.

Avec les accessoires, capitation et taxe des chemins, l'occupation des fonds arrivera, vers 1789, à être taxée à 25 % de la valeur locative.

- (1) Archives Lisieux BB 12. Arrêt du 27 déc. 1717, art. 2.
- (2) Archives Orne C 687. Arrêt du 14 juillet 1719, art. 2.
- (3) Archives Orne C 678. Arrêt du 15 mars 1720, art. 11.
- (4) Archives Orne C 679. Arrêt du 18 juillet 1724, art. 3.
- (5) Archives Orne C 695. Arrêt du 13 nov. 1731, art. 2.
- (6) Archives Orne C 684. Arrêt du 4 nov. 1777, art. 2 et 3.
- (7) Archives Orne C 696. Arrêt du 25 nov. 1732, art. 2.
- (8) Archives Orne C 680. Arrêt du 18 août 1733, art. 2.

Qui paie cette cédule ? Règle générale : l'occupant taillable seul sans aucun recours contre les propriétaires, soit privilégiés, soit taillables. Le propriétaire taillable ne paiera que s'il occupe lui-même ou si son locataire est exempt. En principe, il n'y a donc pas de division de la taille entre le propriétaire et le locataire comme dans les fonds ruraux.

Deux seules exceptions à cette règle : les tailles proportionnelles de Mortagne (9) et de Nogent-le-Rotrou (10) ; à Mortagne, le propriétaire taillable paie 4 sols pour livre de la valeur locative et le locataire 2 sols pour livre, ce qui fait une taxe de 30 % sur l'occupation des fonds ; à Nogent-le-Rotrou, si le locataire paie 2 sols pour livre, le propriétaire occupant est taxé à 3 sols pour livre ; dans l'une et l'autre villes d'ailleurs, le locataire n'a pas de recours contre le propriétaire.

On voit l'intérêt de cete mesure et la raison de cette dérogation à la règle ordinaire : si le privilège fiscal est conservé, le privilège économique, qui, à la campagne, en découle, est ici aboli.

D'autre part, la division par parts égales de la taille des fonds entre le propriétaire et l'occupant se justifie pour les fonds ruraux où règne, à cette époque, le métayage ; mais, dans une ville et pour des baux de maisons, appliquer cette proportion ou toute autre est arbitraire et inutile, puisque la répercussion de l'impôt dépendra toujours de l'offre et de la demande et que les variations du prix du bail qui en résulteront, assureront toujours automatiquement la

(9) Archives Orne C 689. Arrêt du 1^{er} oct. 1766, art. 2.

(10) Archives Orne C 694. Arrêt du 4 nov. 1777, art. 2.

division de la charge fiscale entre le propriétaire et le locataire.

Demander l'impôt au propriétaire, c'est se heurter de front au privilège ; le demander au locataire, c'est imposer, par un détour, les privilégiés, lorsque les conditions du marché rejettent une partie de l'impôt sur l'offrant.

L'imposition de l'occupant offre un risque : les confusions qui peuvent résulter des changements de domicile. Dans tous les arrêts établissant la taille proportionnelle, on a compris que la déclaration de ces changements par le locataire est illusoire ; aussi les propriétaires (et les principaux locataires en cas de sous-location), sont-ils tenus de déclarer ces changements aux maire et échevins. Non seulement ils n'ont pas intérêt à frauder, mais encore ils ont tout avantage à faire exactement et sans retard ces déclarations puisqu'ils sont considérés comme responsables de leurs locataires et menacés de fortes amendes.

Plusieurs problèmes avaient été oubliés dans l'arrêt du 27 décembre 1717. Une décision (11) de l'intendant de Pomereu les tranchait, le 18 décembre 1718, et les arrêts postérieurs reprennent la solution donnée pour Lisieux.

Une première question touchait l'occupation de maisons appartenant à des exempts conjointement par ceux-ci et par des taillables : on décida que, dans ce cas, on prélèverait seulement un sol pour livre de la valeur locative.

(11) Archives Orne C 685. « Difficultés touchant la taille proportionnelle de Lisieux » (Cf. Appendice).

En second lieu, pour éviter les fraudes et ne pas démolir le système, il fallut décider que les taillables imposés dans d'autres lieux pour leurs occupations dans la ville de Lisieux seraient compris cependant dans le rôle de la taille proportionnelle.

En outre, en cas d'augmentation du montant de la taille, la plupart des arrêts (exception faite de Lisieux) prévoient le rejet sur l'industrie, les fonds étant frappés d'un impôt de quotité et non d'un impôt de répartition.

Enfin les variations de valeur des fonds ne peuvent être reconnues dans l'imposition qu'après expertise, les experts étant généralement désignés par l'intendant.

La cédule des fonds pour Lisieux ne paie, en 1718, que 4.663 livres et dix sols, ce qui correspond seulement à une valeur locative globale de 46.635 livres ; ne rentre pas, dans ce chiffre, la valeur locative des fonds possédés et occupés par des privilégiés : lorsqu'on sait le nombre et l'importance des congrégations et maisons religieuses qui se trouvaient dans cette ville épiscopale (12), on comprend la faiblesse relative de cette cédule.

Section II. — LA TAXE DE L'INDUSTRIE

L'imposition de l'industrie ne présente pas un système aussi uniforme que celle des fonds. Deux conceptions s'affrontent : l'une, dont l'arrêt du 27 décem-

(12) Cf. Etudes lexoviennes (1915). *Lisieux sous Louis XVI*, par A. MOISY.

bre 1717 est l'expression, l'autre, dont la taille proportionnelle de Bernay, adoptée provisoirement pour 1719 et définitivement établie à partir de l'arrêt du 15 mars 1720, nous fournit la première manifestation.

I. — *L'imposition de l'industrie, commerce et facultés dans la taille proportionnelle de Lisieux* (13)

Cette imposition des diverses facultés se divise en quatre cédules :

la cédule de l'industrie, celle des professions libérales, celle des journaliers et celle des personnes sans profession.

La cédule de l'industrie, la plus importante de toutes, s'appuie toute entière, sur l'organisation corporative.

Chaque corps, communauté et profession, est imposé à une somme déterminée et les proportions respectives sont révisées lorsque les conditions économiques et sociales ont sensiblement varié.

La répartition interne et le recouvrement sont assurés par des délégués de chaque corporation.

Pour assurer une assiette équitable, frapper directement le bénéfice net de l'industrie sur les déclarations des maîtres est la solution la plus simple, mais certainement celle qui facilite le plus la fraude.

Il faut donc frapper le bénéfice à travers certaines opérations extérieures, assez faciles à constater, et qui lui soient liées assez étroitement : c'est le procédé indiciaire.

(13) Arrêt du 27 décembre 1717, articles 5 à 12,

On l'appliquera aux entreprises dont l'importance est très variable de l'une à l'autre, où la réputation, la situation, l'époque entrent en compte dans le chiffre d'affaires : deux éléments sont tout particulièrement faciles à contrôler, la consommation de matières premières d'une part, la production d'autre part.

Pour d'autres professions, la force de chaque entreprise est sensiblement égale ou se trouve être proportionnelle au nombre de personnes employées.

D'où trois procédés de taxation : selon la production, selon la consommation et par parts égales ; ces trois procédés supportant d'ailleurs des modalités diverses. Ajoutons que le facteur concurrence des industries de remplacement va intervenir en réduction d'imposition.

1° Le premier procédé, c'est de frapper l'industrie d'après sa production. On peut évaluer cette production de trois façons : à la marque des objets produits, à la déclaration, forfaitairement selon certains signes extérieurs immuables.

Le système du paiement à la marque a le gros avantage qu'il y a rien à créer de nouveau puisque la marque était obligatoire dans la plupart des corporations.

On peut d'abord l'appliquer strictement : c'est ce qui a lieu pour les tisserands et les corroyeurs dont les mille et les cent livres d'imposition principale sont réparties proportionnellement au nombre de pièces portées à la marque.

On peut aussi, lorsque les diverses opérations d'une même entreprise sont fragmentées entre des ateliers indépendants, différencier l'impôt selon l'importance

des diverses classes et la nature de l'opération ; c'est ce qui a lieu pour la manufacture de toiles : l'impôt comprend d'abord une capitation double dont un élément, fixe, se rattache à la nature de l'opération et dont l'autre est proportionnel au nombre d'ouvriers (taux de deux livres dix sols) ; le produit de cette capitation étant déduit du montant de l'imposition qui frappe la manufacture de toile, le surplus est réparti, proportionnellement au nombre de pièces portées à la marque, entre les marchands en gros appartenant à la manufacture.

Pour certaines professions peu importantes, on se contente de la déclaration des producteurs : ainsi pour les passementiers ; il en est de même pour les foulons qui s'imposent, déduction étant faite d'une somme fixée pour les moulins à foulon, proportionnellement au nombre de « foulés et lanés ».

Enfin, pour les boulangers, l'imposition est répartie d'après le nombre de fournées et les dimensions du four.

2° Le second procédé consiste à répartir l'impôt d'après la consommation. Le système de la marque et les mêmes modalités que nous avons notées dans la manufacture de toile se retrouvent pour la manufacture de frocs. Pour les tanneurs, l'impôt est perçu sur le nombre de boisseaux de tan employés ; le contrôle s'effectue au moulin à tan de la ville ; si la production du moulin n'a pas été suffisante et qu'une partie du tan employé provient de l'extérieur on se rabat sur le procédé de la déclaration.

Les bouchers sont imposés proportionnellement au nombre de bêtes abattues, classées par catégories, et

déduction préalable ayant été faite d'une somme fixe pour chaque tripier.

Il en est de même des ferronniers qui, déduction faite d'une somme fixe par cloutier, se voient répartir le surplus de l'imposition, proportionnellement au nombre de voitures de fer qu'on leur amène.

3° Le troisième procédé qui ne vise que les petites entreprises consiste à imposer une somme fixe par compagnon et à répartir le surplus de l'imposition de chaque profession également entre les maîtres.

Sont soumis à ce régime : les chapeliers, les cordonniers, les savetiers, les maréchaux et taillandiers, les tailleurs, boutonniers, bonnetiers et tapissiers, les perruquiers, les orfèvres et libraires, les potiers d'étain, les chaudronniers et horlogers, les menuisiers, charpentiers, ébénistes, etc., les bourreliers et arçonniers, les selliers, les grainetiers, regratiers, vendeurs de briques et de poterie de terre, les épiciers et chandeliers, les meuniers à blé et à tan, les cabaretiers et marchands d'eau-de-vie, les merciers, quincailliers et marchands de dentelles.

Les pâtissiers-rôtisseurs et les poissonniers étaient taxés ensemble, de même que les mégissiers et marchands de laine : les poissonniers et les marchands de laine payant une somme fixe et le surplus des impositions respectives étant réparti également entre leurs concurrents.

Le total, en 1718, de l'imposition de la cédule industrielle, à Lisieux, était, en chiffres ronds, de 11.700 livres, soit deux fois et demi le produit de la cédule foncière.

La cédule des professions libérales distingue les gens de justice, d'une part, qui paient 430 livres, et les médecins, chirurgiens et apothicaires, d'autre part, qui n'en paient que 95. Les uns et les autres sont soumis à une sorte de capitation graduée.

Les deux dernières cédules frappent, d'une part, les revenus des personnes sans profession, dont l'imposition ne doit pas dépasser quarante livres et la taxe des journaliers qui est une capitation de deux livres dix sols. Ces deux cédules, bloquées ensemble, doivent produire 1.573 livres.

Enfin les personnes infirmes et trop âgées ne doivent être cotisées que pour l'occupation des fonds.

Pour prévenir les difficultés en ce qui concerne l'industrie, l'arrêt du 27 décembre 1717 précise que sera considéré comme compagnon, au point de vue du fisc, tout ouvrier ayant quinze ans et au-dessus, y compris les fils de maîtres. Il prévoit également que les veuves, qui continueront le commerce de leurs maris, seront imposées comme ceux-ci le seraient, sauf dans les professions où la faiblesse de la femme permet de penser qu'elle ne peut l'exercer elle-même : dans ce cas l'imposition sera réduite de moitié.

Certaines questions, concernant l'industrie, qui n'avaient pas été prévues dans l'arrêt de 1717, sont réglées par la décision de l'intendant de Pomereu (14). C'est ainsi que les artisans ou autres, faisant deux

(14) Archives Orne C 685.

sortes de commerce ne pourront se dispenser de payer pour les deux : ils seront imposés dans les différents rôles.

Les corps trop chargés pourront être diminués « après, néanmoins, que les commissaires en auront fait connaître la justice et la nécessité ».

Si des professions nouvelles, enfin, s'établissent ou si des corps ont été omis, on les joindra à ceux avec lesquels ils ont le plus de rapport.

Ce système avait été établi d'après la situation de la ville en 1717. Il n'aurait pu rester en application jusqu'à la fin du siècle sans modifications : l'importance relative des professions, celle même de l'industrie toute entière par rapport aux fonds, s'est souvent modifiée ; il était donc nécessaire d'aménager de même les parts contributives de chacun. La surveillance constante des intendants, qui avaient établi à demeure un subdélégué spécial pour la taille proportionnelle, permit de suivre avec exactitude les variations de la matière imposable ; des arrêts du Conseil vinrent à diverses reprises sanctionner leurs décisions.

La valeur du système était à ce prix : une taille, où le commerce et l'industrie sont, par rapport aux terres, frappées dans la proportion de cinq à deux, est d'une fragilité particulière.

On doit reconnaître, par l'absence de récriminations graves, que subdélégué et intendant remplissaient parfaitement leur rôle.

Prenons un exemple : la manufacture de toiles était, au début du xviii^e siècle, la principale industrie de Lisieux ; cotisée, en 1718, à 2.420 livres en principal,

soit le sixième de la part contributive de l'industrie, elle l'était, en 1771, à 3.400 ; en 1773, à 3.500. Mais, en 1786, le traité d'Eden avec l'Angleterre ruine les industries normandes au profit de l'Aquitaine ; la région rouennaise fut très éprouvée et les manufactures lexoviennes subirent les effets désastreux de ce calamiteux traité. Aussi voyons-nous le dernier rôle de la manufacture de toile, celui de 1790, répartir seulement sur ses membres la somme de 832 livres six sols et neuf deniers. Les tisserands imposés à 1.000 livres, en 1718, ne l'étaient plus, à la fin de l'Ancien Régime, qu'à 111.

L'application de la taille proportionnelle de Lisieux était donc assez souple, non d'une souplesse interne, due au libre jeu de ses dispositions, mais par les adaptations successives qu'on prit soin de lui prodiguer.

Un défaut cependant devait être la cause de quelques difficultés : il est relatif à la cédule des personnes sans profession et à celle des journaliers. La taxe des journaliers étant fixée à deux livres dix sols par individu, le surplus était réparti sur les personnes sans profession. Y eut-il diminution du nombre des journaliers ou imposition initiale trop élevée des personnes sans profession ? Le fait est que nombre de celles-ci arrivèrent à se faire imposer dans la cédule de l'industrie où elles payaient moins et où l'on était trop heureux de les recevoir ; l'intendant Lallement de Levignen (15), dans une lettre à d'Ormesson, du 19 septembre 1743, se plaint qu'il y a « des bourgeois

(15) Archives Orne C 685.

qui devraient porter 40 livres dans le rôle des personnes sans profession, qui se font employer dans celui des toiliers et qui avec deux ou trois paquets prêtés et portés à la marque, ne paient que sept livres dix sols ». On enregistra rapidement un accroissement des non-valeurs ; à plusieurs reprises, en 1744, en 1773, notamment, il fallut dépister dans les autres cédules les sans profession récalcitrants.

La ville d'Orbec (16) est la seule à avoir eu, pendant un certain temps, le même système que Lisieux pour la taille d'industrie ; en 1738, elle l'abandonnait pour suivre celui de Bernay.

II. — *L'imposition de l'industrie dans la taille proportionnelle de Bernay et des autres villes tarifées (excepté Lisieux) de la généralité d'Alençon.*

A. — **Le système de transition de Bernay.** —

Le système que nous trouvons dans l'arrêt du 15 mars 1720, adoptant un projet de la municipalité de Bernay du 10 octobre 1719, projet appliqué provisoirement pendant l'année 1719, frappait les facultés des taillables autres que le revenu des fonds par une sorte de capitation graduée.

Les diverses professions, métiers où qualités sont rangés en dix-huit corps et chaque corps en plusieurs classes selon l'importance supposée des revenus (17).

(16) Archives Orne C 687. Arrêt du 14 juillet 1719, art. 8 et 9.

(17) Voici l'énumération des corps et classes de Bernay d'après l'arrêt de 1720. Archives Orne C 678 :

1^{er} Corps : gens de justice, organistes, maîtres d'école et géô-

Chaque corps est débiteur de la somme imposée,

liers (6 classes de 40 livres à 3 livres).

2^e Corps : médecins, chirurgiens, barbiers, perruquiers et marchands de chevaux (8 classes de 40 à 2 livres).

3^e Corps : marchands de toile..., maîtres toiliers et compagnons (11 classes de 70 à 1 livre).

4^e Corps : marchands de froes et laines, drapiers, chaussetiers, tondeurs, chapeliers, teinturiers et compagnons (11 classes de 80 à 1 livre).

5^e Corps : maîtres drapiers, tisserands, cardeurs et compagnons (9 classes de 30 livres à 10 sols).

6^e Corps : tanneurs, mégissiers, corroyeurs, selliers, cordonniers, savetiers, bourreliers et compagnons (10 classes de 60 à 1 livre).

7^e Corps : ferronniers, étainiers, armuriers, chaudronniers, serruriers, blanchevres, couteliers, vitriers, maréchaux et compagnons (7 classes de 30 à 1 livre).

8^e Corps : marchands de bois, menuisiers, charpentiers, tourneurs, sabotiers, charrons (7 classes de 25 livres à 1 livre 10 sols).

9^e Corps : chandeliers, ciriers, droguistes, épiciers (9 classes de 50 à 1 livre).

10^e Corps : merciers, quincailliers, joailliers (9 classes de 40 à 1 livre).

11^e Corps : boulangers, rôtisseurs et pâtissiers (8 classes de 30 à 1 livre).

12^e Corps : cabaretiers, brasseurs et débitants (9 classes de 40 à 2 livres).

13^e Corps : marchands de vaches, bouchers, poissonniers (9 classes de 40 à 2 livres).

14^e Corps : tailleurs d'habits (5 classes de 15 à 1 livre).

15^e Corps : regrattiers (5 classes de 10 à 1 livre).

16^e Corps : maçons, couvreurs, journaliers (6 classes de 10 à 1 livre).

17^e Corps : femmes veuves, sous le nom de fileuses de lin ou de laine (6 classes de 7 livres à 10 sols).

18^e Corps : personnes vivant de leur bien et revenu (9 classes de 60 à 3 livres).

tous les membres sont débiteurs solidaires du total de l'imposition ; l'ensemble des corps doit, en outre, supporter au marc la livre le rejet des non-valeurs provenant des fonds.

Le système appliqué à Bernay est apparemment un système mixte : on a conservé de la taille proportionnelle de Lisieux la distinction des corps, mais les professions y sont groupées d'une manière factice ; sans la question de responsabilité solidaire, les corps ne signifièraient rien.

Conches (18) seule, a suivi strictement le modèle offert par Bernay, de 1724 à 1767 ; à cette date elle l'abandonna pour la variante que nous allons maintenant signaler.

B) *La capitation de Verneuil*

Cette variante du système de Bernay consiste à abandonner la division en corps, à peu près inutile, et à ne conserver qu'une simple capitation graduée ; la responsabilité solidaire est reportée sur les classes.

C'est la solution qui eut le plus grand succès.

Le premier exemple que nous en ayons est celui de Verneuil (19) en 1731, bientôt suivi par ceux de St-Pierre-sur-Dives (20), en juin 1732 ; de Laigle (21), en novembre 1732 ; de Domfront (22), en août 1733 ;

(18) Archives Orne C 679. Arrêt du 18 juil. 1724, art. 2.

(19) Archives Orne C 695. Arrêt du 13 nov. 1731, art. 7.

(20) Archives Orne C 684. Arrêt du 17 avril 1732.

(21) Archives Orne C 696. Arrêt du 25 nov. 1732, art. 7.

(22) Archives Orne C 680. Arrêt du 18 août 1733, art. 7.

d'Orbec (23), en 1738 ; de Mortagne (24), en 1766 ; de Conches (25), en 1767 ; et de Nogent-le-Rotrou (26), en 1777.

Le nombre de classes varie d'une ville à l'autre et, dans la même ville, se trouve parfois modifié ; il doit s'adapter le mieux possible aux variations des revenus des particuliers (27).

En définitive, restent en présence, dans la généralité d'Alençon, pour la taille de l'industrie, ce système de capitation gradué, appliqué à la quasi-totalité des villes tarifées, le système extrêmement proche

(23) Archives Orne C 687. Arrêt du 13 août 1738.

(24) Archives Orne C 689. Arrêt du 1^{er} octobre 1766, art. 7.

(25) Archives Orne C 679. Projet de 1767, art. 6.

(26) Archives Orne C 694. Arrêt du 4 nov. 1777, art. 7.

(27) Voici un extrait du rôle de la taille proportionnelle et industrielle de Saint-Pierre-sur-Dives pour 1733 (Archives Orne C. 684) :

Classe de vingt livres

NOMS DES TAILLABLES	OCCUPATION	PRODUIT DES FONDS	2 ^e POUR LIVRE	FACULTÉ ET INDUSTRIE	TOTAUX DES COTES
la V ^{ve} Ch. Dufour	sa maison et son jardin	67 ¹ 10 ^s	67 ¹ 15 ^s	20 ¹	26 ¹ 15 ^s
Jacques Thouroude	partie de sa maison et				
	drapier jardin	50 ¹	22 ¹ 13 ^s	20 ¹	42 ¹ 13 ^s
	six acres de terre des				
	s ^{rs} religieux	90 ¹			
	trois acres de M ^r de				
	Lieuri	26 ¹ 10 ^s			
	autres quatre acres des				
	s ^{rs} religieux	60 ¹			
					

de Bernay, qui lui a donné naissance, enfin les cédules sur les divers revenus mobiliers de Lisieux.

Si cette dernière formule est techniquement la meilleure, elle est aussi d'un emploi plus délicat, avec un impôt de répartition. Ce qui explique la faveur marquée pour les autres formules.

Section III. — LE RÔLE ; ÉTABLISSEMENT ET RECOUVREMENT

Le rôle de la taille proportionnelle est, dans les villes, établi par la municipalité, à laquelle se joint parfois une représentation des corps ou des notables. La règle est générale et les nuances sont faibles.

A Lisieux, ce sont le maire et les échevins, en présence des quarante notables de la ville qui dressent le rôle des fonds et établissent l'imposition globale de chacune des corporations ; les représentants de celles-ci, à leur tour établissent leurs rôles particuliers. Il en est de même à Orbec. A Bernay, ce sont les échevins en présence de deux délégués de chacun des corps. A Conches, un échevin est chargé de toutes les opérations concernant la taille proportionnelle. A Verneuil, le rôle est dressé par la municipalité et deux notables nommés par l'intendant ; à Saint-Pierre-sur-Dives, par cinq officiers municipaux et le subdélégué ; à Laigle, par la municipalité et quatre notables ; à Domfront, par le maire et les échevins en présence du subdélégué ; à Mortagne, par la municipalité et six notables élus. Enfin à Nogent-le-Rotrou, nous

trouvons encore la municipalité et douze députés des habitants.

Dans tous les cas, le rôle général est rendu exécutoire par le subdélégué, les rôles particuliers des corps par la municipalité.

Les personnes chargées de l'établissement du rôle peuvent ordinairement modifier les répartitions respectives entre les corps et classes, mais du consentement de l'intendant ou de son subdélégué.

Notons que depuis 1717 les offices municipaux étant supprimés, les municipalités de la plupart de ces villes sont des municipalités élues, généralement pour trois ans.

La collecte, comme l'assiette, pour la taille proportionnelle des villes, est « fonctionnarisée ». Un receveur unique est élu pour plusieurs années ; cautionné par la ville, il est chargé du recouvrement de la taxe des fonds et des sommes globales imposées sur les corporations. Sauf à Lisieux, le paiement de l'impôt doit se faire à son bureau, tous les trois mois et « par quartier ». Lui-même est tenu de rendre un compte trimestriel de ses encaissements.

Dans les villes, où les corporations sont imposées globalement, l'assiette et le recouvrement internes sont assurés par des délégués de ces corporations, le plus souvent par les syndics ; les corps sont responsables du maniement des deniers par leurs délégués et du paiement qu'ils doivent faire entre les mains du receveur.

L'influence de la taille proportionnelle de Lisieux s'est donc fait profondément sentir dans la généralité d'Alençon.

A côté des petites villes, dont nous venons d'indiquer les tentatives, de simples bourgades de campagne, dans l'élection de Lisieux, Neuville-sur-Touques, Morainville, Saint-Aubin-de-Setton, Le Sap-André, qui pouvaient apprécier les avantages du système, demandaient un régime analogue. La preuve était donc faite, et l'expérience voisine d'Evreux, la confirmait, que la taille proportionnelle et industrielle était applicable aux villes sans grosses difficultés. La surveillance des intendants, des asséeurs et un receveur semi-fonctionnarisés, suffisaient, comme ils auraient suffi pour la taille proportionnelle des campagnes en usage dans la généralité de Caen entre 1737 et 1752, à assurer un fonctionnement sans à-coups.

Si même, on ne voulait pas obliger l'intendant à un contrôle constant, si, d'autre part, on voulait laisser aux taillables eux-mêmes le soin d'asseoir et de recouvrer leur taille, les systèmes plus simples — moins parfaits aussi au point de vue de la science fiscale, mais qui firent la preuve de leur valeur pratique — appliqués, dans les villes, sur le modèle de Verneuil, dans les campagnes, sur le modèle des tailles proportionnelles des paroisses rurales tarifées par Lallement de Levignen et Jullien, n'auraient-ils pas permis, par leur généralisation, à la monarchie de résoudre enfin le problème épineux de sa fiscalité directe ?

CONCLUSION GÉNÉRALE

Une constatation, selon nous, découle à l'évidence de cette étude : c'est que les documents généraux, qui ont jusqu'ici servi exclusivement l'histoire fiscale du xviii^e siècle, sont loin de coïncider avec les documents locaux.

M. Marion lui-même n'a pas soupçonné tout l'importance de ce fait. Les tentatives de taille proportionnelle sont pour lui exceptionnelles et de peu de durée (mises à part les réformes, célèbres dès le xviii^e siècle, des généralités de Limoges et de Châlons). Il est permis, semble-t-il, de revenir sur cette conclusion.

L'exemple de la généralité d'Alençon nous montre que la taille proportionnelle a pu être appliquée, cinquante ans durant, dans une généralité sans que le gouvernement ait eu à revenir sur les directives données par Orry (ce qui prouve un fonctionnement régulier) et, par suite, sans que les historiens s'en soient doutés.

Sur six généralités, les seules pour lesquelles l'examen des documents locaux, à notre connaissance, ait été fait, nous savons qu'à la veille de la Révolution

quatre (Riom, Limoges, Châlons, Alençon) appliquaient la taille proportionnelle, dans la majorité des paroisses de campagne, depuis le ministère d'Orry ; il en était de même pour la généralité de Paris depuis Terray. Une seulement, Caen, n'offre que des applications très brèves de la réforme.

Mais, pour les douze autres généralités des pays d'élection, aucun travail local n'a été fait. On peut croire — l'exemple d'Alençon rend l'hypothèse vraisemblable — que, dans ce nombre, quelques-unes, pour le moins, ont conservé, d'une façon durable, la taille proportionnelle des campagnes et que celle des villes ne fut pas moins répandue.

Si cette hypothèse se vérifie, comme nous le pensons, une des explications traditionnelles de la révolution pourra légitimement être écartée.

Vu : *Le Doyen*,
H. NEZARD.

Vu : *Le Président de Thèse*,
E. BRIDREY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur,
DELTHEIL.

APPENDICE

NOTE sur l'ampleur et la durée de la tentative de taille proportionnelle, instituée par le contrôleur général ORRY, dans les paroisses de campagne des généralités de Caen et d'Alençon.

Les fonds d'intendance ne donnant que des renseignements très généraux sur cette tentative, nous avons fait état, à peu près uniquement, pour établir ce tableau des rôles de taille contenus dans les fonds d'élection. Nous ne relèverons que les paroisses proportionnalisées et seulement pour les années où elles l'ont été. Un pointillé placé à gauche ou à droite d'une année indique que les rôles des années immédiatement antérieures ou postérieures n'ont pu être retrouvés.

I. Généralité de Caen

Les fonds d'élection de la généralité de Caen sont répartis entre les archives départementales du Calvados (série ²C incomplètement inventoriée) et de la Manche (série C très réduite mais répertoriée).

1° Election de Caen (Archives du Calvados ²C 1138 à ²C 1365, fonds complet de 1691 à 1789).

Paroisses tarifées :

Bénouville	(1737 à 1751) [² C 1159]
Biéville	(1737 à 1750) [² C 1163]
Boulon	(1737 à 1752) [² C 1170]
Cainet	(1738 à 1751) [² C 1186]

Carpiquet	(1737 à 1749) [2C 1191]
Cheux	(1737 à 1749) [2C 1193]
Colleville	(1736 à 1751) [2C 1199]
Evrecy	(1738 à 1751) [2C 1226]
Ifs	(1737 à 1751) [2C 1256]
Lantheuil	(1734 à 1737)? [2C 1263]
Monts	(1736 à 1752) [2C 1290]
Pierrefont	(1735 à 1736) [2C 1304]
Rots	(1737 à 1749) [2C 1317]
Secqueville-en-Bessin	(1737 à 1750) [2C 1345]
Tailleville	(1737 à 1751) [2C 1348]
Tessel	(1737 à 1752) [2C 1349]
Tourville	(1737 à 1751) [2C 1355]
Tracy	(1737 à 1751) [2C 1356]
Vendes	(1737 à 1749) [2C 1365]

2° Election d'Avranches (Archives de la Manche, série C, répertoriée, mais assez maigre).

Paroisses tarifées :

Ardevon	(1737-1749) [C 3]
Beauvoir	(1737-1748) [C 11]
La Gohannière	(1738-1749) [C 69]

3° Election de Bayeux (Archives du Calvados, série 2C, non classé, fonds très important, le plus complet après Caen ; cependant creux assez graves au milieu du siècle).

Paroisses tarifées :

Campigny	(1737... 43-44... 47-48)
Cussy	(1737... 43-44... 47...)
Englesqueville	(1737... 43-44...)
Fresne [Saint-Pierre-de-]	(1737... 43-44...)
Huppain	(1737... 43-44... 47-48)
Monceaux	(1737... 43-44...)
Noron	(1737... 43-44...)
Ranchy	(1737... 43-44... 50)
Saint-Germain-de-la-Lieue	(1737... 44...)
Saint-Martin-des-Entrées	(1737... 43-44...)

Saint-Ouen-de-la-Besace	(1737... 43-44... 47-48)
Saint-Sulpice	(...1743-44... 47-48... 50)
Subles	(...1743-44...)

4° Election de Carentan (Archives de la Manche, série C, répertorié, très peu de rôles).

Paroisse tarifée :

Montmartin.....	(1739-1744) [C 324 à 329]
-----------------	---------------------------

5° Election de Vire (Archives du Calvados, série ²C, non classé, fonds assez important ; de nombreux creux cependant).

Paroisses tarifées :

Aubusson	(...1747...)
Bois-Benastre	(...1747...)
Cerisy-Belle-Etoile	(...1745-46... 49... 1755... 60)
La Bazoque	(...1747...)
Mesnil-Robert	(...1746-47...)
Montsegré	(...1745...)
Morigny	(...1747...)
Presles	(...1746-47...)
Saint-Georges-des-Groseillers	(...1747... 49)
Sainte-Marie-Outre-l'Eau	(...1739...)
Saint-Maur-des-Bois	(...1747...)
Saint-Pierre-du-Tronchet	(...1746-47...)
Saint-Sauveur-de-Chaulieu	(...1747...)
Saint-Vigor-de-Meseretz	(...1747...)

6° Elections de Coutances, Mortain, Saint-Lô, Valognes (Archives de la Manche, série C, répertorié, peu de rôles, rien sur la taille proportionnelle).

II. Généralité d'Alençon

Les fonds d'élection de la généralité d'Alençon sont répartis entre les Archives départementales du Calvados (série ²C, non classé), de l'Orne (série C, supplément, non classé) et de l'Eure (série C, répertorié et supplément non classé).

1° Election d'Alençon (Archives Orne C, supplément) :

Condé-sur-Sarthe	(1736-80...)	Lalacelle	(...1775...)
Gandelain	(1737-69...)	St-Denis-s'-Sarthon	(...1747-1789)
Longuenoë	(1740-1768...)	La Roche Mabilley	(1737-70...)
Mesnil-Broust	(...1767-75...)	Pacé	(1737-38...)
Radon	(1736-1776...)	Congé	(1737-40...)
Vingt-Hanaps	(1741-62...)	Coulombier	(1737-1767...)
Le Froust	(...1769...)	Forges	(...1747...)
Hauterive	(1737-1777...)	St-Nicolas-des-Bois	(1737-1789)
Cerisé	(1740-68...)		

2° Election de Bernay (Archives Eure, série C, fonds très réduit, rien sur la taille proportionnelle ; Archives Orne C 864, état détaillé de l'élection de Bernay 1767).

*Paroisses tarifées en 1767** :

Beaumesnil, Boisney, Grandchain, Boissy, Gignette, Huguemenville, bourg de Broglie, Le Chastellier-Saint-Pierre, Le Mesnil-Josselin, Le Bosc-Renoult, Lenoir, Le Fheil-Nollent, Marnefert, Mermay, Notre-Dame-d'Espine, Aubromont, Saint-Aubin-sur-Risle, Saint-Aignan-de-Cernière, Saint-Aubin-le-Vertueux, Saint-Cyr-de-Salerne, Saint-Pierre-de-Salerne, Serquigny.

* Malgré la date, ces tailles proportionnelles appartiennent à l'expérience d'Orry et non à celle de Laverdy : leur forme le prouve à défaut des rôles qui nous permettraient d'en retracer l'origine jusqu'en 1736-1737.

3° Election de Lisieux (Archives du Calvados C, trié mais non classé ; quelques creux vers le milieu du XVIII^e s. ; la fin du XVIII^e s. manque).

Paroisses tarifées :

Barville	(...1778...)
Bienfaite	(...1738...)
Boscrenoult	(1734... 1741 à 45... 1748-1749..)
Ecorcheville	(1737 à 1749...)
Familly	(1737 à 1749...)
Fumichon	(...1752...)
Glatigny	(...1743 à 49...)
Heudreville	(...1743 à 47...)

La Cressonnière	(1737 à 1744... 1754...)
La Chapelle-Harang	(...1785...)
La Halboudière	(...1785...)
La Vespière	(...1773...)
Le Besnerais	(...1740 à 1747...)
Le Favril	(.. 1770... 1778... 1785...)
Le Fresne	(...1740 ...1745 ...1754-55 ...77...)
Le Mesnil-Germain	(...1778-79...)
Le Mesnil-Guillaume	(...1778-79...)
Le Planquay	(...1749-52...)
Les Places	(...1785...)
Marolles	(...1762...)
Saint-Germain-la-Campagne	(1739 à 1744...)

A ces paroisses, trois documents de 1767 (mémoire des officiers de l'élection de Lisieux ; mémoire de Picot, subdélégué d'Orbec ; mémoire de Deshays ; — Archives Orne C 864) permettent d'ajouter :

Liencourt, Villers-en-Ouche, Hermival, Nouân, Saint-Georges-du-Mesnil, Epréville, Fresnes, Saint-Martin-de-Mailloc, Fierville, Saint-Léger-d'Ouilley, Le Breuil, Chaumont, Cernay, Friardel, Heugon, La Cressonnière, Lignéres, le bourg du Sap, le bourg de Frenouet, Mardilly, Orgères, Saint-Eye-d'Estrancourt, Thomancourt, Ticheville, Cerqueux, Champault, Le Sap-André, Lisores, Orville.

Les paroisses suivantes, dont les rôles de taille proportionnelle ont été mentionnés plus haut, avaient en 1767 le même régime (Archives Orne C 864) : Les Places, Marolles, Le Mesnil-Germain, Fumichon, La Chapelle-Harang, Le Favril, La Vespière, Le Besnerais, Family.

D'après les mêmes documents, nous remarquons qu'en 1767 la petite paroisse de Neuville-sur-Touques conservait la taille proportionnelle qu'elle avait obtenu en juin 1751 (Archives Orne C 864).

4° Election de Mortagne (Archives de l'Orne, élection du Perche, siège particulier de Nogent-le-Rotrou C 864).

Paroisses turifées (relevé datant probablement de 1767) dans le siège de Nogent :

Condreceaux, Coulonges, Courtreteaux, Les Etilleux, Masle, Saint-Jean, Saint-Serge, Saint-Jean-de-Margon, Souencé, Trizay-au-Perche, Argenvilliers, Brunettes, Champrond-en-Perchet.

5° Election de Falaise (Archives Calvados ²C, non classé, fonds très réduit; rien sur la taille proportionnelle).

6° Elections de Conches et Verneuil (Archives Eure, série C, fonds classé mais très réduit ; rien sur la taille proportionnelle).

7° Elections Argentan, Domfront (rien).

*Tableau synoptique de la taille proportionnelle des villes
dans la généralité d'Alençon*

NOTA. — Nous rapprocherons ici de la taille proportionnelle de Lisieux (d'après l'arrêt du 27 déc. 1717, les modifications ultérieures n'étant que secondaires) les dispositions prévues dans les arrêts instituant la taille proportionnelle dans d'autres villes de la généralité.

Lisieux (27 décembre 1717)

*Extrait des registres du Conseil
d'Etat (Archives Lisieux BB 12).*

Vu par le Roi : l'arrêt rendu en icelui le 23 octobre dernier, — sur la requête des maire, échevins et habitants de la ville de Lisieux, généralité d'Alençon, tendant à ce que, pour remédier aux désordres causés depuis plusieurs années dans ladite ville par la répartition arbitraire et injuste de la taille, il plut à Sa Majesté leur permettre, par provision seulement et en attendant le règlement général qu'elle jugerait à propos de faire, d'établir

[Les préambules des arrêts instituant la taille proportionnelle en d'autres villes indiquent une procédure analogue et rapportent les effets favorables qu'a produit déjà la réforme].

la taille proportionnelle dans ladite ville de Lisieux au prochain département, suivant le projet qu'ils en avaient fait dresser et qui avait été approuvé par les habitants assemblés à l'hôtel de ville le 29 août dernier, — par lequel arrêt Sa Majesté avait ordonné que le sieur de Vouët, contrôleur général des monnaies de France, commis par ledit arrêt, se transporterait incessamment dans ladite ville pour examiner avec les habitants le projet présenté par eux au Conseil, les moyens les plus propres pour le faire réussir, pour, sur les mémoires qui seront dressés par ledit sieur de Vouët et communiqués au sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon, ensemble sur l'avis dudit sieur intendant, être ordonné par Sa Majesté ce qu'il appartiendrait, —

le procès-verbal dressé en conséquence par ledit sieur de Vouët, le 19 novembre dernier et jours suivants,

le projet arrêté par lui conjointement avec les maire, échevins et principaux habitants de la ville de Lisieux à ce députés le 29 novembre dernier,

et l'évaluation des loyers des maisons et autres fonds de ladite ville de Lisieux, faite par ledit sieur de Vouët, en présence desdits maire, échevins et députés, tant sur le rapport des baux et titres de

propriété que sur l'estimation faite par experts au défaut desdits titres et baux, — lesdits procès-verbal, projet et évaluation signés dudit sieur de Vouët et desdits maire, échevins et principaux habitants ; et ensemble l'avis dudit sieur de Courteille, intendant et commissaire départi en la généralité d'Anjou,

Où le rapport,

Sa Majesté, étant en son Conseil, de l'avis de monsieur le duc d'Orléans, régent, et conformément au projet arrêté par ledit sieur de Vouët de concert avec lesdits habitants,

a ordonné et ordonne que, par provision et jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par Sa Majesté par un règlement définitif, la taille de la ville de Lisieux sera assise et levée, à commencer en l'année prochaine 1718, ainsi qu'il suit.

1

La répartition de la taille sera faite sur les contribuables par rapport à l'occupation des fonds et par rapport à l'industrie, profession ou qualité des personnes.

idem :

Orbec, arrêt du 14 juillet 1719, art. 1^{er}.

Bernay, arrêt du 15 mars 1720, tarif initial.

Conches, arrêt du 18 juillet 1724, art. 2.

Verneuil, arrêt du 13 nov. 1731, art. 1^{er}.

Saint-Pierre-sur-Dives, arrêt du 4 nov. 1777, art. 1^{er}.

Laigle, arrêt du 25 nov. 1732, art. 1^{er}.

Domfront, arrêt du 18 août 1733,
art. 1^{er}.

Mortagne, arrêt du 1^{er} octobre 1766,
art. 1^{er}.

Nogent-le-Rotrou, arrêt du 4 nov
1777, art. 1^{er}.

2

Les propriétaires, fermiers, ou locataires taillables des terres, maisons et jardins, situés dans l'étendue de la ville, faubourgs et bourgeoisie, seront imposés par rapport auxdits fonds à la somme de 4.663 livres 10 sols, qui est à raison de 2 sols par livre du loyer desdits fonds, suivant l'état d'évaluation qui en a été arrêté le 1^{er} décembre 1717, lequel état sera incessamment déposé au greffe de l'hôtel de ville de Lisieux pour y avoir recours quand besoin sera, — et sera ladite somme répartie sur lesdits propriétaires, fermiers et locataires à raison de 2 sols pour livre suivant ledit état d'évaluation.

3

Les fermiers et locataires taillables paieront les 2 sols pour livre de l'année de leur occupation, sans aucun recours contre les propriétaires soit privilégiés ou taillables, et ne seront tenus les propriétaires taillables de payer pour ladite oc-

J. P.

idem :

Orbec, art. 2. *Bernay*, tarif initial.
Conches, art. 2. *Verneuil*, art. 2.
Laigle, art. 2. *Domfront*, art. 2.

Par contre :

<i>St-Pierre-s^r-Dives</i> , art. 2 et 3....	} propriétaires exploitants, 3 ^s p. 1.
<i>Nogent-le-Rotrou</i> art. 2	
	fermiers, 2 ^s p. 1.

<i>Mortagne</i> , art. 2..	} propriétaires exploitants, 4 ^s p. 1.

idem :

Orbec, art. 3. *Bernay*, art. 11 et 12.
Conches, art. 3. *Verneuil*, art. 3.
Laigle, art. 3. *Domfront*, art. 3.
Mortagne, art. 3.

Pour Saint-Pierre-sur-Dives et No-

cupation qu'en cas qu'ils occupent par eux-mêmes ou qu'ils louent à des exempts ou privilégiés et seront lesdits fermiers, locataires et propriétaires occupants responsables chacun en droit soi de leurs sous-fermiers, sous-locataires et locataires particuliers sans qu'en aucun cas les privilégiés, propriétaires ou locataires, puissent être tenus de ladite occupation.

4

Pour prévenir la confusion que les changements de demeure pourraient, dans la suite, causer dans l'imposition, par rapport à l'occupation des fonds, les propriétaires et principaux locataires seront tenus de donner avis aux maires et échevins desdits changements de demeure sous telle peine qu'il appartiendra.

5

Par rapport à l'industrie, profession et qualité des personnes, les professions, arts et métiers seront cotisés en gros, chacune à une somme certaine dont la répartition sera faite sur les contribuables de chaque profession, art ou métier, soit par rapport à la consommation, fabrique ou débit qu'ils feront, soit suivant le nombre des compagnons employés par chaque maître, soit au tarif des qualités et conditions, le tout suivant la natu-

gent-le-Rotrou voir article précédent.

idem :

Orbec, art. 4 (quadruple pour fausse déclaration).

Bernay, art. 16. *Verneuil*, art. 4.

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 4. *Laigne*, art. 4.

Domfront, art. 4 (comme *Orbec*).

Mortagne, art. 4.

Nogent-le-Roi, art. 4.

idem :

Orbec, art. 7 (jusqu'en 1738).

re desdits professions, arts ou métiers, ainsi qu'il sera expliqué dans les articles suivants.

6

La manufacture des toiles paiera pour sa quote-part la somme de 2.420 livres dont la répartition sera faite par les marchands en gros de ladite profession ; dans laquelle répartition les maîtres fabricants, pour leur compte, paieront, par tête, 7 livres 10 sols et 2 livres 10 sols pour chacun des compagnons qui travailleront avec eux ; — les chefs de cave et leurs ouvriers domiciliés, aussi chacun 2 livres 10 sols ; — les marchands de détail en boutique, 10 livres chacun ; — les raziers, 8 livres chacun ; — les blanchisseurs de toile, 20 livres chacun ; les blanchisseurs de fil, 8 livres chacun ; les linotiers, 3 livres chacun ; — les couverturiers, 8 livres chacun ; et le surplus de ladite somme sera supportée par les marchands en gros et autres particuliers commerçants, membres de ladite manufacture, et réparti entre eux à proportion des pièces de toile qui seront portées par eux à la marque, sans préjudice de la cote que ceux desdits marchands en gros, qui vendront aussi au détail, devront supporter pour ledit détail ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

idem :

Orbec, art. 8 jusqu'en 1738).

Taxation de l'industrie de Bernay
(tarif initial)

« ...le surplus, montant à 7.000 livres, sera imparti et distribué sur les arts et métiers divisés en 18 corps et en différentes classes, ainsi qu'elles sont ci-après expliquées :

1^{er} corps : gens de justice, organisés, maîtres d'école et geôliers.

Ce corps, divisé en six classes, doit porter 540 livres.

[classes : 40, 30, 20, 10, 6 et 3 livres].

2^e corps : médecins, chirurgiens, barbiers, perruquiers et marchands de chevaux.

[230 livres, 8 classes : 40, 30, 20, 15, 10, 6, 4, 2 livres].

3^e corps : marchands de toile en gros et en détail, maîtres toiliers et compagnons.

[1.020 livres, 11 classes de 70 à 1 livre].

4^e corps : marchands de frocs et laines, drapiers, chaussetiers, tondeurs, chapeliers, teinturiers et compagnons.

La manufacture de frocs paiera pour sa quote-part 1.820 livres, dont la répartition sera pareillement faite par les marchands en gros de ladite profession, dans laquelle répartition les marchands en détail paieront 10 livres chacun, les tondeurs-apprêteurs 10 livres chacun et 2 livres 10 sols par compagnon, les teinturiers 12 livres 10 sols et 2 livres 10 sols par compagnon, et les machiniers 10 livres par machine, — et le surplus de ladite somme sera supporté par les marchands en gros, membres de ladite manufacture et réparti entre eux par rapport au nombre de frocs qu'ils achèteront à la halle sans préjudice de la cote que ceux desdits marchands en gros, qui vendront aussi au détail, devront supporter pour ledit détail, ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

La communauté des tisserands paiera pour sa quote-part 1.000 livres dont la répartition sera faite entre eux à proportion des pièces de frocs qui seront par eux portées à la marque.

La communauté des foulons paiera pour sa quote-part 90 livres, en déduction de laquelle somme chaque exploitateur de moulin à foulon paiera 15 livres et le surplus sera réglé par foulés et lanés de la quantité desquels les maîtres seront tenus de faire déclaration.

La communauté des bouchers

[930 livres, 11 classes de 80 à 1 livre].

5^e corps : maîtres drapiers, tisserands, cardeurs et compagnons. [1.480 livres, 9 classes de 30 livres à 10 sols].

6^e corps : tanneurs, mégissiers, corroyeurs, savetiers et compagnons. [523 livres, 10 classes de 60 à 1 livre].

7^e corps : feronniers, étainiers, armuriers, chaudronniers, serruriers, blanchevvres, couteliers, vitriers, maréchaux et compagnons.

[180 livres, 7 classes de 30 à 1 livre].

8^e corps : marchands de bois, menuisiers, charpentiers, tourneurs, etc...

[260 livres, 7 classes de 25 livres à 1 livre 10 sols].

9^e corps : chandeliers, ciriers, droguistes, épiciers.

[300 livres, 9 classes de 50 à 1 livre].

10^e corps : merciers, grossiers, quincailliers, joailliers, etc...

[320 livres, 9 classes de 40 à 1 livre].

11^e corps : boulangers, rôtisseurs et pâtissiers.

[260 livres, 8 classes de 30 à 1 livre].

12^e corps : cabaretiers, brasseurs et débitants.

[290 livres, 9 classes de 40 à 2 livres].

paiera pour sa quote-part 450 livres dont la répartition sera faite en proportion du nombre de bêtes qu'ils tueront, en déduction de laquelle somme les tripiers paieront 5 livres chacun.

La communauté des boulangers paiera pour sa quote-part 1.160 livres dont la répartition sera faite à proportion du nombre de leurs fournées.

La communauté des tanneurs paiera pour sa quote-part 210 livres laquelle sera répartie entre eux à proportion de la quantité de boisseaux de tan qui leur seront délivrés par l'exploiteur des moulins de la ville, et, en cas qu'ils seraient obligés d'en prendre dans les moulins étrangers, ils seront tenus d'en faire déclaration, sous telles peines qu'il appartiendra.

La communauté des corroyeurs paiera pour sa quote-part 100 livres, laquelle sera répartie entre eux à proportion des peaux qui seront par eux portées à la marque.

La communauté des passementiers paiera pour sa quote-part 90 livres, dont la répartition sera faite entre eux à proportion du nombre de paquets de passement dont la vérification sera faite sur le registre du calendreur, en déduction de laquelle somme les calendreurs paieront 10 livres chacun.

La communauté des feronniers paiera la somme de 100 livres, la-

13^e *corps* : marchands de chevaux, de vaches, bouchers, poissonniers, messieurs les débiteurs de morue et hareng.

[325 livres, 9 classes de 40 à 1 livre].

14^e *corps* : tailleurs d'habits.

[47 livres, 5 classes de 15 à 1 livre].

15^e *corps* : regrattiers.

[70 livres, 5 classes de 10 à 1 livre].

16^e *corps* : maçons, couvreurs, journaliers, etc...

[247 livres, 6 classes de 10 à 1 livre].

17^e *corps* : femmes veuves sous le nom de fileuses de lin et de laine.

[150 livres, 6 classes de 7 livres à 10 sols].

18^e *corps* : personnes vivant de leurs biens et revenus.

[500 livres, 9 classes de 60 à 3 livres].

Conches, art. 2 (système identique à celui de Bernay jusqu'en 1767).

Les autres villes divisent, pour leur industrie, les taillables en un certain nombre de classes à tarif fixe, d'après leurs revenus et indépendamment de la profession.

Ainsi :

Verneuil, art. 7 (8 classes ; 12 en 1767).

St-Pierre-sur-Dives, art. 7 (9 clas-

quelle sera répartie entre eux à proportion des voitures de fer qui leur seront amenées dont ils seront tenus de faire déclaration aux gardes de leur communauté, en déduction de laquelle somme les cloûtiers paieront six livres chacun.

ses en 1733 ; 15 en 1741 ; 12 en 1777).

Laigle, art. 7 (12 classes).

Domfront, art. 7 (12 classes).

Mortagne, art. 7 (10 classes).

Nogent-le-Rotrou, art. 7 (12 classes).

Orbec (à partir de 1738, 12 classes).

Conches (à partir de 1767, 12 classes).

7

Les chapeliers paieront pour leur quote-part 90 livres ;

les cordonniers, 350 livres ;

les savetiers, 240 livres ;

les maréchaux, taillandiers et blanchèvres, 260 livres ;

les tailleurs, boutonniers, bonnetiers et tapissiers, 230 livres ;

les perruquiers, 140 livres ; — les orfèvres et libraires, 45 livres ;

les étainiers et potiers d'étain, 45 livres ;

les chaudronniers et fondeurs, 40 livres ;

les serruriers, couteliers, vitriers, armuriers et horlogers, 200 livres ;

les menuisiers, les marchands de bois..., boitiers, charpentiers, sculpteurs, ébénistes et lanterniers, 360 livres ;

les bourreliers et arçonnières, 200 livres ;

les éperonniers et selliers, 50 livres ;

les grainiers, regrattiers, ven-

idem :

Orbec, art. 9 (jusqu'en 1738).

deurs de briques et de poteries de terre, 100 livres ;

les cordiers et les voituriers, 50 livres ;

les messagers, 20 livres.

La répartition de chacune des sommes, mentionnées au présent article, sera faite, sur les particuliers qui doivent y contribuer, à raison de 2 livres 10 sols pour chaque compagnon ou ouvrier, par eux employé, et le surplus par égale portion entre les particuliers.

8

Pour prévenir les difficultés qui pourraient naître sur l'âge et qualité des compagnons mentionnés dans les précédents articles, tous ouvriers de l'âge de quinze ans et en dessus, même les fils de maître, seront réputés compagnons, — excepté néanmoins les apprentis, pour lesquels le maître ne contribuera que pour la première année de leur apprentissage, et à l'égard des ouvriers tenant lieu de compagnons, les maîtres ne paieront que vingt-cinq sols pour chacun d'eux.

9

Les cabaretiers à enseigne, marchands de vin, bouchons, vendeurs et bouilleurs d'eau-de-vie, paieront pour leur quote-part 610 livres, dont la répartition sera faite par

idem :

Orbec, art. 10 (jusqu'en 1738).

idem :

Orbec, art. 11 (jusqu'en 1738).

lesdits cabaretiers à enseigne et marchands de vin, dans laquelle répartition les bouchons paieront 10 livres chacun, les vendeurs et bouilleurs d'eau-de-vie 6 livres chacun, et lesdits cabaretiers à enseigne et marchands de vin 20 livres chacun.

Les merciers, quincailliers et marchands de dentelle paieront pour leur quote-part 530 livres, de laquelle somme les gros marchands, faisant commerce de draps d'étoffes et de soie et de mercerie, porteront 30 livres chacun ; les merciers, vendant seulement des draps, étoffes de laine, et menus merciers, et les quincailliers 20 livres chacun ; et les merciers ne vendant que des merceries et les marchandes de dentelle 10 livres chacun.

Les chandeliers paieront pour leur quote-part 300 livres dont la répartition sera faite entre eux par égale portion.

Les exploiters de moulins à blé et à tan paieront 80 livres à répartir aussi par égale portion.

Les pâtissiers, rôtisseurs et poissonniers paieront pour leur quote-part 150 livres dont les poissonniers supporteront six livres chacun et le restant sera réparti par tête sur lesdits pâtissiers et rôtisseurs.

Les mégissiers et marchands de laine paieront pour leur quote-part

125 livres de laquelle somme les marchands de laine porteront 10 livres chacun et le surplus sera réparti par tête sur les mégissiers.

10

Les veuves qui continueront leur commerce seront comprises dans les communautés pour la même somme que paieraient leurs maris, à l'exception cependant de celles des cordonniers, chapeliers et tous autres artisans de pareille espèce. lesquelles ne pouvant exercer par elles-mêmes la profession de leurs maris ne seront obligées de contribuer que pour moitié et paieront néanmoins 2 livres 10 sols en sus pour chaque compagnon ou ouvrier qu'elles emploieront.

11

Le corps des officiers de justice paiera pour sa quote-part 430 livres; de laquelle somme le bailli paiera 30 livres, les autres juges et le procureur du roi du grenier à sel chacun 20 livres, les avocats et procureurs chacun 10 livres, les greffiers et notaires chacun 15 livres, les huissiers et sergents royaux chacun 8 livres, les sergents du bailliage chacun 5 livres, les praticiens et clercs chacun 3 livres.

Les médecins, apothicaires et

idem :

Orbec, art. 12 (jusqu'en 1738).

Bernay, art. 3.

idem :

Orbec, art. 8 (jusqu'en 1738).

chirurgiens paieront pour leur quote-part 95 livres de laquelle somme les médecins paieront 15 livres chacun et les apothicaires et chirurgiens chacun 12 livres 10 sols.

12

Les personnes sans industrie ni profession seront cotisés et fixés par estimation de faculté sans néanmoins que la plus forte taxe puisse excéder la somme de 40 livres, dans laquelle classe seront les veuves qui ne font point de commerce, lesquelles seront cotisées à la moitié de la cote que porteraient leurs maris ; et à l'égard des journaliers, la cote de chacun d'eux demeurera fixée à 2 livres dix sols.

Toutes les personnes mentionnées au présent article porteront en tout 1.573 livres pour leur quote-part.

13

Les taillables qui se trouveront hors d'état de contribuer, comme les autres, pour leur caducité, leurs infirmités ou les autres malheurs qui peuvent leur être arrivés, ne seront cotisés que pour l'occupation des maisons qu'ils habiteront.

idem :

Orbec, art. 15.

Bernay (Cf. *supra*, 16^e et 18^e corps).

Conches, art. 6 (jusqu'en 1767).

idem :

Orbec, art. 16.

Bernay, art. 18 (attestation écrite du curé et de deux notables).

Conches, art. 9.

Verneuil, art. 8.

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 8.

Laigle, art. 8.

Domfront, art. 8.

Morlagne, art. 8.

Nogent-le-Rotrou, art. 8.

Le rôle de la ville sera fait par les maire et échevins, en présence du subdélégué de l'Intendant et autres notables habitants, que ledit sieur intendant pourra nommer s'il le juge à propos, et sera rendu exécutoire par lui ou par sondit subdélégué ;

ledit rôle contiendra les taxes de l'exploitation des fonds en détail et par articles, les cotes des personnes sans industrie ni profession et autres, mentionnées en l'article douze ci-dessus, aussi en détail, et seulement en gros les sommes pour lesquelles chaque corps, profession ou communauté devra contribuer, le tout ainsi qu'il est marqué ci-dessus, et, comme les différentes parties qui doivent composer ledit rôle ont été fixées aux sommes portées en le présent arrêt, pour fournir la somme totale de 18.423 livres sept sols, à laquelle la taille de ladite ville monte pour l'année prochaine 1718 suivant le mandement du sieur intendant.

En cas que survienne dans la suite quelque augmentation ou diminution à la taille de ladite ville, la répartition en sera faite, au marc la livre, sur toutes les parties dont le rôle doit être composé.

Toutes les impositions à faire au marc la livre de la taille, qui pourront survenir dans le courant de

idem :

Orbec, art. 18.

Bernay, art. 8 (municipalités et deux délégués de chacun des corps).

Conches, art. 7 (un échevin chargé de l'établissement du rôle) (à partir de 1767, municipalité).

Verneuil, art. 9 (municipalité et deux notables nommés par l'intendant).

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 10 (cinq officiers municipaux).

Laigle, art. 9 (municipalité et quatre notables).

Domfront, art. 9 (municipalité).

Mortagne, art. 9 (municipalité et six notables élus).

Nogent-le-Rotrou, art. 9 (municipalité et 12 députés) (augmentations rejetées sur les classes).

l'année, seront répandues pareillement sur toutes les parties.

15

Les corps, communautés et professions feront, chacune sur elle-même, la répartition en détail des sommes qu'elles doivent supporter et les contribuables, dont elles sont composées, pourront faire entre eux telles conventions raisonnables qu'ils jugeront à propos pour régler ladite répartition et prévoir les contraventions, sans néanmoins que lesdites conventions puissent donner atteinte à ce qui est porté par le présent arrêt.

16

Il sera nommé, pour un ou deux ans un receveur aux gages de 800 livres, au paiement desquels seront appliqués les six deniers pour livre attribués aux collecteurs, dont l'imposition continuera d'être faite en la manière ordinaire, et le surplus desdits gages sera pris sur la partie des deniers d'octroi de ladite ville, qui a coutume d'être payée en déduction de la taille ;

lequel receveur fera, sous le cautionnement de ladite ville, le recouvrement en détail des taxes de l'occupation des fonds et des cotes des particuliers sans industrie ni profession et autres, compris dans l'ar-

idem :

Orbec, art. 19 (jusqu'en 1738).

Bernay, art. 21.

Conches, art. 7 et 8 (jusqu'en 1767).

Orbec, art. 20 (receveur nommé).

Bernay, art. 21 (receveur élu par les corps).

Conches, art. 7-8 et 13 (échevin puis receveur nommé).

Verneuil, art. 10 (receveur nommé par la municipalité).

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 12 et 15 (receveur élu par 13 notables).

Laigle, art. 10 (receveur nommé).

Domfront, art. 10 et 12 (receveur élu par vingt notables).

Mortagne, art. 11 (receveur élu par notables et municipalité).

Nogent-le-Rotrou, art. 10 (receveur élu par municipalité et députés des habitants).

ticle douze du présent arrêt, et pareillement le recouvrement en gros des sommes, que chaque corps, communauté ou profession devra supporter, sur ceux qui seront proposés dans chaque corps ou profession pour lever en détail lesdites sommes ; à l'effet de quoi ledit receveur pourra faire et exercer, en vertu du rôle, toutes les diligences, permises aux collecteurs au terme des règlements, et pourra pareillement être contraint par les receveurs des tailles ainsi et par les mêmes voies qui sont en usage contre les collecteurs.

Et pour éviter l'embarras d'une assemblée générale pour la nomination dudit receveur, il sera nommé et élu par quarante habitants des plus notables, dont la liste sera faite par les maire et échevins et présentée au sieur intendant pour être par lui approuvée.

17

Les corps, communautés et professions feront choix, chacun à leur égard, de personnes suffisantes et solvables pour faire le recouvrement des deniers de l'imposition faite sur eux, du maniement desquels les corps, communautés et professions demeureront solidairement responsables, aussi bien que des paiements qu'ils seront tenus de faire entre les mains du rece-

idem :

Orbec, art. 24 (jusqu'en 1738).

Conches, art. 8 (jusqu'en 1767).

veur aux échéances prescrites par les règlements ; et feront lesdits préposés leur recouvrement sur des états de répartition qui seront arrêtés dans lesdits corps et communautés par les maire et échevins, sans qu'il soit besoin d'autres formalités pour les rendre exécutoires.

18

En cas qu'il se trouve quelques non-valeurs, bien et dûment justifiées, celles qui procéderont de la taxe de l'occupation des fonds seront remplacées de la partie des deniers des octrois de la ville qui a coutume d'être payée en déduction de la taille,

et, à l'égard des autres valeurs, le rejet en sera fait sur les corps et professions d'où elles procéderont au marc la livre de la taille de chacun des contribuables qui en dépend et il en sera usé de même à l'égard des non-valeurs qui pourront se rencontrer dans la classe des personnes comprises dans l'article douze sur le rejet sera pareillement fait.

Au moyen de quoi le bénéfice des augmentations qui pourront survenir dans lesdits corps et professions et dans ladite classe par rapport au nombre ou à la qualité des contribuables tournera pareillement à l'avantage de chaque corps ou profession et de ladite classe en

<i>Orbec</i> , art. 26...	} non - valeurs des fonds rejetées sur l'industrie.
<i>Bernay</i> , art. 17...	
<i>Conches</i> , art. 18.	

<i>Verneuil</i> , art. 14.	} rejet des non- valeurs des fonds sur les fonds, des classes sur les clas- ses.
<i>St-Pierre-s -Dives</i> , art. 17	
<i>Laigle</i> , art. 14...	
<i>Domfront</i> , art. 14	
<i>Mortagne</i> , art. 15.	
<i>Nogent-le-Rotrou</i> , art. 15.....	

particulier sans que les autres habitants puissent y participer.

19

Les contestations qui pourront naître sur l'exécution du présent arrêt, par rapport à la taille de l'année prochaine 1718, soit au sujet de la répartition qui en doit être faite sur les contribuables dans ladite ville de Lisieux, soit au sujet de la perception et du recouvrement de ladite taille seront jugées sommairement par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon, sur l'avis des maire et échevins et de deux autres personnes qu'il jugera à propos de nommer, lesquels donneront leur avis par écrit après avoir entendu les parties :

et ce qui sera par lui jugé sera exécuté nonobstant opposition ou autres empêchements et sans y préjudicier, sauf l'appel au Conseil.

Enjoint Sa Majesté audit sieur intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera enregistré sur les registres de l'hôtel de ville de Lisieux.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le 27^e jour de décembre 1717.

idem :

Orbec, art. 27 (avis de l'élection).

Bernay, art. 27.

Conches, art. 19.

Verneuil, art. 16.

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 20.

Laigle, art. 15.

Domfront, art. 15.

Mortagne, art. 16.

Nogent-le-Rotrou,
art. 16

recours gra-
cieux de-
vant la mu-
nicipalité
avant le re-
cours con-
tentieux de-
vant l'élec-
tion.

Difficultés touchant la taille proportionnelle de Lisieux sur lesquelles Monsieur de Pomereu a mis ses décisions (Alençon, 18 décembre 1718).

[Archives Orne C 685].

2° si les taillables des campagnes qui sont propriétaires de maisons de la ville, qui les louent à des privilégiés, peuvent se dispenser des 2 sols pour livre ?

R. — Ils seront tenus de payer.

5° si un taillable de la campagne peut faire valoir un fonds à la ville sans y être taxé, sous prétexte qu'il a fait employer à sa ligne de la campagne ses occupations à Lisieux ?

R. — Il pourra être taxé pour ses mêmes occupations dans le rôle de la ville.

11° ...corps trop chargés ?

R. — Ils pourront être diminués par l'intendant après que les commissaires en auront fait connaître la justice et la nécessité.

idem :

Orbec, art. 5.

Bernay, art. 10.

Conches, art. 9.

Verneuil, art. 5.

Saint-Pierre-sur-Dives, art. 5.

Laigle, art. 5.

Domfront, art. 5.

Mortagne, art. 5.

Nogent-le-Rotrou, art. 5.

idem :

Orbec, art. 17.

Bernay, art. 1^{er}.

Conches, art. 17.

Nous n'avons pas indiqué les modalités de la taille proportionnelle de Vimoutiers n'ayant pas eu l'arrêt d'institution entre les mains ; mais elle se rapprochait de celle de Verneuil comme le prouvent les documents indirects que fournissent les archives de l'Orne.

Note sur la taille proportionnelle dans la généralité de Rouen

D'un examen assez rapide des fonds d'archives de la Seine-Inférieure et de l'Eure, nous avons retiré l'impression que l'expérience de taille proportionnelle, en Haute-Normandie, a dû avoir un développement assez analogue à ce qu'il a été en Moyenne-Normandie.

Nous connaissons les villes privilégiées de la généralité ;

Etaient exemptes de taille : Rouen, les paroisses suburbaines, Le Havre, Honfleur, Dieppe ;

Avaient obtenu de payer leur taille sur le produit des octrois : Aumale, Eu, Elbeuf, Louviers et Pont-Audemer (jusqu'en 1759).

La taille proportionnelle, respectant les situations acquises, ne pouvait guère toucher ces dernières que sur leur propre demande.

En ce qui concerne les autres villes de la généralité : (Archives Seine-Inférieure C 285 et 286) :

Evreux applique la taille proportionnelle (semblable à celle de Lisieux) à partir de 1718 ;

Pont-l'Evêque applique un système mixte de taxe des fonds et de droits sur les denrées, à la même époque (Archives nationales G^r 1131) ;

Fécamp, en 1733 ;

Saint-Valéry-en-Caux ;

Vernon ;

Bolbec, en 1736 ;

Montivilliers, en 1739 ;

Caudebec, en 1741 ;

J. P.

Ivry, en 1747, obtiennent, elles aussi, la taille proportionnelle.

Enfin, *Pont-Audemer*, en 1759, remplace son tarif par un système assez proche de celui de Pont-l'Evêque.

Pour les paroisses de campagne, nous n'avons pu effectuer le dépouillement des fonds d'élection comme nous l'avons fait pour les généralités de Caen et d'Alençon ; seul d'ailleurs, en ce qui concerne les rôles de taille, le fonds de l'élection d'Arques semble à peu près complet (Archives Seine-Inférieure C 1718 à 2090) ; pour les autres élections, ne paraissent subsister qu'un assez petit nombre de rôles.

D'après les fonds d'intendance, nous avons pu fixer un certain nombre de points de repère.

De l'expérience de 1717, nous n'avons pas relevé de traces ; toutefois une correspondance ministérielle (Archives Seine-Inférieure C 285), de novembre 1732, nous indique que, depuis une dizaine d'années, la paroisse de Pierrefitte (élection de Pont-l'Evêque) appliquait, de son plein gré, la taille proportionnelle.

Une recherche approfondie permettrait peut-être d'établir par là la liaison entre l'expérience de Noailles et celle d'Orry.

De l'expérience d'Orry elle-même, les fonds de l'intendance de Rouen nous permettent d'assurer qu'elle a au moins duré de 1738 à 1761. Voici, en effet, les rôles de taille proportionnelle, que nous y relevons :

1738 : rôle de *Boscroger* (élection de Lyons) ;

1739 : *Annebault* (élection de Pont-l'Evêque) ; — *Bocasselin* (élection de Lyons) ; — *Boisgautier* (élection de Lyons) ;

1740-1741 : *Loconville* (élection de Chaumont) ; — *Talmon-tier* (élection de Chaumont) ;

1743 : *Corbie* (élection d'Andely) ;

1755 : *La Halotière* (élection de Lyons) ;

1756 : *Saint-Marcel* (élection d'Andely) ;

1757 : *Ganville* (élection de Neufchâtel) ;

1758 : *Ganville* (él. Neufchâtel) ; — *Anneville-sur-Seine* (él. Pont-Audemer) ; — *Saint-Philbert-sur-Boissey* (él. Pont-Audemer) ;

1759 : *Anneville* et *Saint-Philbert* (él. Pont-Audemer) ; — *Damps*, *Les Authieux* et *Saint-Cyr-du-Vaudreuil* (élection Pont-de-l'Arche) ; — *Boissy* et *Montherlent* (élection de Chaumont) ; — *Forest*, *Hobecourt* et *Montjavout* (élection de Gisors) ; — *Noyers* (élection d'Andely) ; —

Marq, Iermesnil, Pierremont, Fréauville, Fesques et Conteville (élection de Neufchâtel) ;

1760 : *Vatteville* (él. d'Andely) ; — *Thuitanger* (él. Pont-de-l'Arche) ;

1761 : *Ailly* (él. Pont-de-l'Arche).

(Archives Seine-Inférieure C 284, 285, 287).

Nous n'avons pas trouvé mention de l'expérience de Laverdy.

Il serait intéressant de rechercher :

1° si la liaison entre l'expérience Noailles et l'expérience Orry, liaison dont la taille de Pierrefitte semble être la trace, n'a pas présenté une ampleur insoupçonnée ;

2° si la taille proportionnelle d'Orry a dépassé l'année 1761, si elle a atteint la majorité des paroisses de campagne.

SOURCES

MANUSCRITS

A. Archives nationales :

Série G^r : n^{os} 1130, 1131, 1841 à 1848, 1849 ;

Série AD^{ix} : n^{os} 470 et 471.

B. Bibliothèque nationale (manuscripts français) : n^{os} 7765 à 7767.

C. Archives du Calvados :

1° fonds de l'intendance de Caen :

Série C : n^{os} 272, 274 à 277, 279, 282 à 284, 287, 288, 290, 291, 4390, 4392, 4393, 4396, 4398, 4401, 4402, 4406, 4410 à 4412, 4414 à 4416, 4421, 4425 à 4444, 4460 à 4462, 4463 *bis*, 4464 *bis*, 4472 à 4475, 4481 à 4483, 4486, 4490 à 4496, 4506 à 4508, 4512 *bis*, 4513, 4516, 4521, 4521 *bis* ;

2° fonds de la subdélégation de Lisieux (généralité d'Alençon) :

Série C : n^{os} 6987 à 6998 ;

3° fonds de l'élection de Caen :

Série ²C : n^{os} 1143 à 1365 ;

4° fonds de l'élection de Bayeux :

Série ²C (non classé) ;

5° fonds de l'élection de Vire :

Série ²C (non classé) ;

} Généralité de Caen.

6° fonds de l'élection de Falaise :	}	Généralité d'Alençon.
Série 2C (non classé) ;		
7° fonds de l'élection de Lisieux :		
Série 2C (non classé).		

D. Archives de l'Eure :

Les fonds des élections de Bernay, Conches et Verneuil (généralité d'Alençon), qui y sont déposés, sont des plus réduits et les rôles de taille qui subsistent sont en si petit nombre qu'on n'en peut tirer aucun renseignement.

E. Archives de la Manche :

1° fonds d'élection d'Avranches :	}	Généralité de Caen (fonds incomplets).
Série C : n°s 3, 11, 69, 120 ;		
2° fonds de l'élection de Carentan :		
Série C : n°s 324 à 329 ;		

3° les fonds des élections de Coutances, Mortain, Saint-Lô et Valognes (généralité de Caen) ne contiennent qu'un nombre infime de rôles de taille.

F. Archives de l'Orne :

1° fonds de l'intendance d'Alençon :
Série C : n°s 678 à 680, 684 à 689, 694 à 696, 801, 809, 854, 864, 1107 à 1115, 1126 à 1135 ;
2° fonds de l'élection d'Alençon :
Série C, supplément (non classé et très incomplet).

G. Archives de Lisieux :

Série BB : n°s 11 à 13 ;
Série CC : n°s 294 à 314, 315, 316.

IMPRIMES

NOTA : L'étude que nous présentons, s'appuyant principalement, dans ses éléments neufs, sur des documents d'archives, nous n'avons pas cru nécessaire d'alourdir notre texte de références multiples à des œuvres

connues. Nous n'avons mentionné en note que les ouvrages fondamentaux.

On trouvera ici un tableau plus complet et plus systématique des ouvrages que nous avons employé et qui ont servi de base à la première partie de notre travail.

OUVRAGES DU XVIII^e SIECLE

1. BOISGUILLEBERT. 1^o *Détail de la France...* (1697) ; 2^o *Factum de la France...* (1707) (Collection Daire).
2. FÉNELON. *Œuvres. Tables de Chaulnes.*
3. BOULAINVILLIERS. *Mémoire touchant la taille réelle et proportionnelle.*
4. ABBÉ DE SAINT-PIERRE. 1^o *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* (s. l., 1717) ; 2^o *Projets de taille tarifée* (Paris, 1723).
5. SAINT-SIMON. *Mémoires* (édition Chéruel, t. XV).
6. NOAILLES. *Mémoires* (par l'abbé Millot) [Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France. Petitot et Montmerqué, t. 73].
7. D'ARGENSON. *Mémoires* (Collection de Mémoires relatif à l'Histoire de France).
8. QUESNAY. 1^o *Maximes pour le gouvernement d'un royaume agricole* ; 2^o *Analyse du tableau économique* (1766).
9. FORBONNAIS. *Recherches et considérations sur les finances de la France, de 1595 à 1721* (Bâle, 1758).
10. VOLTAIRE. 1^o *Histoire du Parlement de Paris* ; 2^o *L'Homme aux Quarante Ecus.*
11. LE MERCIER DE LA RIVIÈRE. *L'ordre naturel des sociétés politiques* (1767).
12. *Nouveau Code des tailles* (4^e édition, Paris, 1761-1783).
13. LOISEL DE BOISMARE. *Dictionnaire du droit des tailles* (1787).
14. ABBÉ DE VÉRI. *Journal* (Tallandier, 1928).
15. MADAME CAMPAN. *Mémoires* (1823).
16. MADAME DU HAUSSET. *Mémoires.*
17. ADAM SMITH. *Wealth of Nations* (Dent).
18. *Correspondance des contrôleurs généraux* (Edition Boislile).

OUVRAGES MODERNES

A. Ouvrages généraux :

1. DECLAREUIL. *Histoire générale du droit français* (Sirey, 1925).

2. OLIVIER-MARTIN. *Précis d'histoire du Droit français* (Dalloz).
3. STOURM. 1° *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution* (Paris, 1885) ; 2° *Bibliographie historique des finances de la France au XVIII^e siècle*.
4. MARION. 1° *Les impôts directs sous l'Ancien Régime* (Paris, 1910) ; 2° *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I (Paris, 1914).
5. CLAMARGERAN. *Histoire de l'impôt en France*, t. III (Paris, Guillaumin, 1876).
6. FOURNIER DE FLAIX. *La réforme de l'impôt* (Paris, Guillaumin, 1885).
7. GONNARD. 1° *Histoire des doctrines économiques* ; 2° *Histoire des doctrines de la population* (Paris, Valois).

Ouvrages spéciaux :

1. MARION. 1° *L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle* (Paris, 1901) ; 2° *Machault d'Arnouville* (Hachette, 1891).
 - 1 bis. SCHELLE. *Le docteur Quesnay* (Alcan, 1907).
 2. ESMONIN. *La taille en Normandie du temps de Colbert* (thèse, Paris, 1913).
 3. M. BENOÎT. *La polysynodie et l'organisation des conseils* (thèse, Paris, 1928).
 4. PAULTRE. *La taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille* (Paris, 1903).
 5. G. BESNIER. *L'établissement de la taille proportionnelle de Lisieux* (Etudes lexoviennes, I, 1915).
 - 5 bis. MOISY. *Lisieux sous Louis XVI* (Et. lex. I. 1915).
 6. FLAMAND. *Les idées politiques et sociales de Fénelon* (thèse, Grenoble, 1932).
 7. Daniel HALÉVY. *Vauban* (Grasset, 1933).
 8. PIÉTRI. *La réforme de l'Etat au XVIII^e siècle* (éd. de France, 1935).
 9. L.-Ph. MAY. *L'Ancien Régime et le Mur d'Argent* (Alcan, 1935).
 10. P. GAXOTTE. *Le siècle de Louis XV* (Fayard).
 11. H. SÉE. *Les origines du capitalisme moderne* (Colin).
 12. R. LENTZ. *La taille tarifée en Champagne* (thèse, Paris, 1928).
 13. SARRAUSTE DE MENTHIÈRE. *La taille tarifée en Auvergne* (thèse, Poitiers, 1928).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — LE PROBLÈME DE LA TAILLE.

I. De l'histoire fiscale du xviii ^e siècle	7
II. L'évolution économique et sociale au xviii ^e siècle ; rôle nouveau de l'Etat ; répercussions finan- cières	8
III. Le système d'impôts directs au début du xviii ^e siècle ; prédomi- nance de la taille et de ses annexes	13
IV. Origine et caractère de la taille.	15
V. Inadaptation de la taille aux don- nées économiques et sociales du xviii ^e siècle	24
VI. Les problèmes soulevés ; place de la solution « taille propor- tionnelle »	31
VII. Enoncé et décision de l'étude..	34

PREMIERE PARTIE

LA BATAILLE POUR LA TAILLE PROPORTIONNELLE. — PROJETS ET TENTATIVES GOUVERNEMENTALES DE REFORME.

CHAPITRE PREMIER. — ECHEC DE L'ORTHODOXIE FISCAL (1697-1754)	39
<i>Section I. — Les projets.</i>	39
I. Les bureaux du contrôle général et la réforme	39
II. Les précurseurs :	
A) Boisguillebert	41
B) Fénelon	42
C) Comparaison des systèmes de Boisguillebert et de Fénelon	46
D) Influence de ces systèmes..	49
III. L'abbé de Saint-Pierre	50
IV. Mémoires anonymes de la Commission Amelot	52
V. Solutions théoriques et décisions gouvernementales	55
<i>Section II. — Les tentatives</i>	56
I. La tentative de taille proportionnelle de 1717. — Résultats ...	56
II. La période de 1718-1733 ; la déclaration du 17 février 1728 ..	63

III. Orry et la seconde tentative de taille proportionnelle	65
IV. Machault et la réforme d'Orry..	68
CHAPITRE II. — LA PHYSIOCRATIE ET LA DÉBACLE FINANCIÈRE (1754-1789)	70
<i>Section I. — La théorie</i>	70
I. Influence prépondérante de la physiocratie dans la seconde moitié du XVIII ^e siècle	70
II. La doctrine fiscale de Quesnay.	72
III. Valeur du système	77
IV. Les adeptes	80
<i>Section II. — Les faits</i>	82
I. L'interrègne Machault-Bertin ..	82
II. Bertin et la réforme physiocra- tique de la taille	83
III. Laverdy et l'échec de la troi- sième tentative de taille pro- portionnelle	85
IV. Terray ; la réforme de Bertier de Sauvigny dans la généralité de Paris	87
V. Turgot ; reprise du projet de Berlin	89
VI. Clugny ; projet non appliqué de taille proportionnelle	90
VII. La débacle (1777-1789)	90
CONCLUSION	91

DEUXIEME PARTIE

LA TAILLE PROPORTIONNELLE DES CAMPAGNES ET DES VILLES DANS LES GÉNÉRALITÉS DE CAEN ET D'ALENÇON.

CHAPITRE PREMIER. — HISTOIRE DE LA RÉFORME DANS LES DEUX GÉNÉRALITÉS DE BASSE ET MOYENNE NORMANDIE	93
I. Le régime de la taille dans les deux généralités à la mort de Louis XIV	93
II. La taille proportionnelle des cam- pagnes (1717)	97
III. La taille proportionnelle des vil- les (1717-1733)	103
A) Expérience de Lisieux (dé- cembre 1717)	104
B) Le développement de la taille proportionnelle des villes de 1718 à 1733	108
IV. L'expérience Orry en Basse et Moyenne Normandie	110
V. Fontette et les projets de réforme (1752-1767)	114
VI. Extension de la taille propor- tionnelle des villes dans la généra- lité d'Alençon (1740-1766)	116
VII. L'expérience de Laverdy dans	

la généralité de Caen. — Le système physiocratique de Fontette ; son échec (1767-1768) ..	118
VIII. L'intendant Jullien ; maintien du système d'Orry dans la généralité d'Alençon (1767)	120
IX. Derniers progrès de la taille proportionnelle des villes	122
X. Les dernières années de l'Ancien Régime dans les généralités de Caen et d'Alençon	123
CHAPITRE II. — TECHNIQUE DE LA TAILLE PROPORTIONNELLE DES CAMPAGNES	125
<i>Section I. — Les commissaires</i>	125
<i>Section II. — Les recensements</i>	134
<i>Section III. — Les tarifs.</i>	143
I. Le tarif de 1717	143
II. Le tarif de Seynard d'Hérouville (Monts, 1736)	146
III. Le tarif de la généralité de Caen jusqu'en 1740	149
IV. Le tarif de la généralité de Caen de 1740 à 1752	151
V. Le tarif de la généralité d'Alençon (1740-1789)	155
VI. Le tarif Fontette (1767-1768) ...	157

CHAPITRE III. — TECHNIQUE DE LA TAILLE PRO- PORTIONNELLE DES VILLES	162
<i>Section I. — La taxe des fonds</i>	163
<i>Section II. — La taxe de l'industrie et autres facultés</i>	167
I. L'imposition de l'industrie dans la taille proportionnelle de Li- sieux	168
II. L'imposition de l'industrie dans la taille proportionnelle de Ber- nay et des autres villes tarifées	175
A) Système de transition de Bernay	175
B) La capitation de Verneuil..	177
<i>Section III. — Le rôle. — Etablissement et recouvrement</i>	179
CONCLUSION	183
APPENDICE :	
I. La taille proportionnelle d'Orry dans les généralités de Caen et d'Alençon	185
II. Tableau synoptique de la taille proportionnelle des villes dans la généralité d'Alençon	190
III. Note sur la taille proportionnelle dans la généralité de Rouen ..	209
SOURCES	213
TABLE DES MATIÈRES	217

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C^{ie}

34, rue Demolombe

